

هذا هو الامتحان

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14752 - 7 F

VENDREDI 3 JUILLET 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Paris, Washington et Sarajevo

M. François Mitterrand, après son expédition surprise à Sarajevo, sera en meilleure position dimanche 5 juillet à Munich pour s'entretenir avec le président George Bush, à la veille du sommet des sept pays les plus industrialisés. La crise dans l'ex-Fédération yougoslave n'a certes rien à voir avec ce qui, depuis de longs mois, fait l'objet de l'un des contentieux franco-américains : les subventions à l'agriculture et les négociations commerciales du GATT. Elle a à voir en revanche avec l'autre grand thème de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et le rôle des États-Unis dans la définition de la future « architecture » du continent, un thème sous-jacent dans les discussions qui auront lieu au sommet durant toute la semaine prochaine : à Munich, entre les Sept, puis les 9 et 10 juillet à Helsinki, entre une cinquantaine de dirigeants des pays membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Sur tous les aspects de cette question - qui vont de l'aide à fournir à la Russie et aux autres Républiques anciennement soviétiques, jusqu'aux dispositifs diplomatiques, humanitaires et militaires à mettre sur pied pour prévenir les conflits, gérer les crises et rétablir la paix - Paris reproche en substance à Washington de parler fort mais de faire peu. L'attitude des États-Unis face à la crise en Bosnie apporte de l'eau au moulin français.

L'administration américaine a, à plusieurs reprises, par la voix du secrétaire d'État James Baker, tancé les Européens pour leur impuissance en Yougoslavie et donné l'impression qu'elle était l'indispensable aiguillon pour une action collective. Ce fut le cas en particulier au moment de l'adoption par l'ONU de la résolution 758 sur l'embargo contre la Serbie, pour laquelle les États-Unis ont incontestablement secoué la torpeur générale. Mais, dans le même temps, les Américains reculent devant tout ce qui risquerait de les entraîner à s'engager militairement dans cette crise et, même lorsqu'il n'est question que de fournir une protection à des opérations humanitaires ou de participer à ces opérations humanitaires, ils restent extrêmement prudents. Plusieurs responsables, dont M. George Bush, ont ainsi précisé ces jours derniers les limites de la disponibilité américaine : aucun engagement à terre, appui aérien et naval aux opérations humanitaires éventuellement, si l'ONU le demande, mais en espérant qu'il ne sera pas nécessaire. Quant aux appareils mis à la disposition des Nations unies pour acheminer les secours à Sarajevo, les conditions n'étaient toujours pas réunies, selon Washington, pour qu'ils décollent jeudi.

À la façon dont l'administration américaine s'abrite derrière les Nations unies en même temps qu'elle incite leur secrétaire général à la prudence contraste avec la manière forte dont elle avait usé l'année dernière envers le Conseil de sécurité pour se prémunir de la caution dans la guerre contre l'Irak. Elle contraste aussi avec le forçant auquel vient de se livrer la France (le président de la République, puis les Transalpins) pour ouvrir le pont humanitaire vers Sarajevo sans attendre le feu vert de l'ONU.

M. Mitterrand a incontestablement marqué un point dans la lutte d'influence qui, sur bien des sujets, oppose la France aux États-Unis lorsqu'elle se prétend le catalyseur d'aspirations européennes à davantage d'autonomie ; des aspirations dont il faut bien reconnaître qu'elles ne sont pas, parmi les Douze, que virtuelles.

Lire nos informations page 6

Un entretien avec le président de la République tchécoslovaque

M. Vaclav Havel : « L'Occident doit contribuer à la stabilité du monde postcommuniste »

Le premier tour de l'élection présidentielle tchécoslovaque devait avoir lieu vendredi 3 juillet au Parlement de Prague. A la veille de ce scrutin, qu'il a peu de chances de remporter en raison de l'opposition des députés tchécoslovaques, le président sortant, M. Vaclav Havel, a accordé, mercredi 1^{er} juillet, au cours d'une

journée passée à Bratislava, capitale de la Slovaquie, un entretien au « Monde » dans lequel il a notamment déclaré que « l'Occident doit agir pour la stabilité du monde post-communiste ». M. Havel a annoncé mercredi la composition du nouveau gouvernement fédéral, qui sera dirigé par l'économiste tchèque Jan Straský.

BRATISLAVA

de nos envoyés spéciaux

« Vous avez toujours dit que vous ne présideriez pas la liquidation de la Tchécoslovaquie. Pourtant, vous maintenez votre candidature à l'élection présidentielle alors que la Fédération paraît condamnée sous peu. Pourquoi ? »

— Tout d'abord, pour que l'on parle de liquidation, il faudrait qu'il y ait eu une décision et des organes pour la mettre en œuvre. En ce qui me concerne, je préfère créer du nouveau plutôt que de liquider de l'ancien. Pour l'in-

stant, les organes fédéraux existent encore : une assemblée fédérale qui vient d'être élue, un gouvernement fédéral sur lequel nous nous sommes mis d'accord aujourd'hui. Il faut aussi un président fédéral. A la demande de plusieurs partis, j'ai accepté d'être candidat. Le jour où la fédération cessera d'exister et où la fonction présidentielle sera assimilable à celle d'un liquidateur, je pourrai toujours démissionner.

— Accepteriez-vous alors d'être le président de la seule République tchèque ?

— Pour cela, il faudrait d'abord

que la République tchèque ait sa propre Constitution, que cette constitution prévoie un président et définisse ses compétences. Bien des partis politiques me demandent d'être candidat. A ce moment, je réfléchirai et éventuellement j'accepterai... Pour l'instant, la République tchèque fait partie de la Tchécoslovaquie, et je suis candidat au poste de président fédéral.

Propos recueillis par SYLVIE KAUFMANN et JEAN-PIERRE LANGELLIER Lire la suite et nos informations page 6

L'application du permis à points

Le gouvernement a fait une concession aux routiers

Tout en maintenant l'application du permis à points et en menaçant de sanctionner les routiers qui barrent les grands axes de circulation, le gouvernement a fait une concession aux protestataires. Pendant une période dont le terme n'a pas été fixé, les chronotachygraphes, disques de contrôle de vitesse, ne seront pas utilisés comme moyen de prouver les infractions. Un barrage sur l'autoroute A-6 a été levé jeudi matin.

Le « tout-camion » menacé

par Alain Faujas

En prenant en otage non seulement les vacanciers de juillet, mais aussi l'économie nationale, pour s'opposer à la création du permis de conduire à points, les chauffeurs routiers sont en train de scier la branche sur laquelle ils croissent depuis vingt ans.

Car le développement considérable du trafic des poids lourds sur les routes - le double de celui des voitures individuelles - ne s'explique pas seulement par la spécialisation croissante des

outils de production ou la suppression des frontières intra-européennes qui exigent et facilitent les échanges de marchandises. Cette explosion s'explique également par la mise en application depuis une vingtaine d'années de la théorie des « flux tendus », censés minimiser les frais de stocks.

Lire la suite et les articles de CHRISTOPHE DE CHENAY, MARTINE LARONCHE, GÉRARD BUÉTAS et ROBERT MARNOZ, page 10

En quête d'un référendum tranquille

M. Mitterrand ne veut pas faire de la ratification du traité de Maastricht un enjeu de politique intérieure

par Thomas Ferenczi

En adoptant un « profil bas » dans sa brève allocution télévisée du 1^{er} juillet, M. Mitterrand a voulu, à l'évidence, répondre par avance à ceux qui le soupçonnent de chercher à transformer, le 20 septembre, à six mois des élections législatives, une éventuelle victoire du « oui » au référendum en un succès de politique intérieure. La tentation est grande, en effet, de profiter de la consultation sur l'Europe pour appeler ensuite les Français à confirmer en mars 1993 leur vote en faveur du président de la République ou pour les inciter à faire entrer alors à l'Assemblée nationale une nouvelle majorité, « recomposée » autour de l'approbation du traité. M. Mitterrand avait

déjà annoncé qu'il se garderait de tout amalgame et qu'il s'astreindrait à distinguer soigneusement les deux questions. Il a tenu parole, la solennité de la circonstance donnant plus de poids encore à sa promesse. Si, comme l'a assuré le chef de l'Etat, il n'y a pas, à l'issue du scrutin, « un camp vainqueur face à un camp vaincu », cela voudra dire qu'en cas de succès du « oui » les vainqueurs - en l'occurrence les socialistes et l'UDF - ne se rassembleront pas derrière le même drapeau pour se préparer à gouverner ensemble. Il était important que M. Mitterrand donne cette assurance à ceux qui, dans l'opposition, sont favorables au traité de Maastricht et n'entendent pas pour autant faire un « cadeau » au président de la République.

Lire la suite et nos informations page 8

Deux mois quatorze

Le ministre de la Défense, Jean-Louis Léonard, a annoncé que les forces armées françaises en Allemagne seraient réduites à 14 000 hommes d'ici 1994.

Le ministre de la Défense, Jean-Louis Léonard, a annoncé que les forces armées françaises en Allemagne seraient réduites à 14 000 hommes d'ici 1994.

Le ministre de la Défense, Jean-Louis Léonard, a annoncé que les forces armées françaises en Allemagne seraient réduites à 14 000 hommes d'ici 1994.

Le ministre de la Défense, Jean-Louis Léonard, a annoncé que les forces armées françaises en Allemagne seraient réduites à 14 000 hommes d'ici 1994.

Le ministre de la Défense, Jean-Louis Léonard, a annoncé que les forces armées françaises en Allemagne seraient réduites à 14 000 hommes d'ici 1994.

Le ministre de la Défense, Jean-Louis Léonard, a annoncé que les forces armées françaises en Allemagne seraient réduites à 14 000 hommes d'ici 1994.

Le ministre de la Défense, Jean-Louis Léonard, a annoncé que les forces armées françaises en Allemagne seraient réduites à 14 000 hommes d'ici 1994.

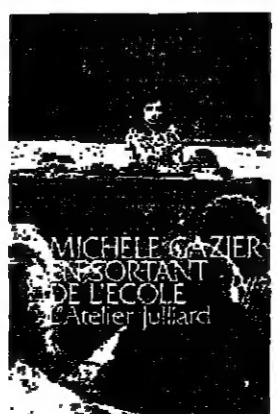
MICHÈLE GAZIER

EN SORTANT DE L'ÉCOLE

JULIARD

« Michèle Gazier réussit, dans ce livre qui est moins un recueil de nouvelles qu'une suite de variations sur le temps, à nous parler non seulement de l'école, mais de toute la vie »

JEAN-NOËL PANCRAZI - LE MONDE



PDG en l'état

Dans le renouvellement des patrons des entreprises nationalisées, le pouvoir a choisi la logique économique

par Michel Noblecourt

Onze ans après l'arrivée au pouvoir de M. François Mitterrand, les mauvais génies qui, au congrès du PS à Valence en 1981, réclamaient que des « têtes » tombent n'ont décidément plus le vent en poupe.

Sur la petite quarantaine de renouvellements de PDG des entreprises nationalisées, d'importance inégale, qui ont déjà eu lieu, la continuité l'a emporté sur le changement, puisqu'on compte vingt-quatre reconductions pour onze départs et quatre permutations.

Si le petit jeu des luttes d'influence et des batailles de coterie n'a pas été absent des palais ministériels, jusqu'à l'arbitrage final rendu par M. Pierre Bérégovoy ou même souvent par le chef de l'Etat, la logique économique semble bien avoir été plus forte que la logique politique. Que l'Etat ait ainsi renoncé à abuser

de ses prérogatives en évitant le grand chambardement à la tête des grandes entreprises industrielles et financières est en fait conforme aux engagements de ses dirigeants.

Dès 1988, dans sa Lettre à tous les Français, M. Mitterrand s'était déclaré résolu à éliminer « les mauvaises mœurs de la chasse aux sorcières ». Et plus récemment, M. Bérégovoy avait affirmé : « Nous garderons les meilleurs et les changements seront peu nombreux ». On se retrouve ainsi dans un scénario proche de celui du précédent renouvellement de 1989, où une trentaine de PDG d'entreprises nationalisées avaient été reconduits sur les quarante-trois mandats qui arrivaient à expiration. Le mimétisme est tel que, comme il y a trois ans, on ne compte aucune femme dans la cuvée 1992.

Lire la suite page 17

M0147 - 0703 0 - 7.00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4.50 DA ; Maroc, 5 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2.50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2.25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.R., 86 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1.20 £ ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2.75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Suisse, 1.90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (other), 2.50 \$.

DÉBATS

Europe

Les deux tâches de la Russie postcommuniste

par Alain Touraine

Le gouvernement russe a invité un groupe d'experts internationaux à discuter avec lui les aspects sociaux et politiques de sa politique. A la suite de rencontres avec MM. Bourboulle, secrétaire d'Etat, Gaïdar, qui fait fonction de premier ministre et Chokhine, vice-premier ministre, Alain Touraine, membre de ce groupe avec M. Castella (Espagne), F.H. Cardoso (Brésil), S. Cohen et M. Carnoy (USA), donne ici son analyse de la situation russe.

La Russie, comme les autres pays entrés dans le postcommunisme, doit faire face aujourd'hui à deux problèmes distincts : détruire l'ancien régime et construire un nouveau type de société en même temps qu'un nouvel Etat. Or ces deux tâches ne sont pas parallèles ; elles imposent même des logiques d'action opposées.

La première tâche est de détruire le contrôle de toutes les activités sociales par le Parti communiste et la nomenklatura qui en exécutait les décisions. Pour prendre le langage de Louis Dumont, il s'agit de sortir d'une société holiste et de donner de l'indépendance à chaque domaine d'activité particulier. Or la seule manière de détruire la régulation générale de la société par le pouvoir politique est de créer, par une réforme brutale, par une révolution d'en haut, une économie de marché. Il ne s'agit pas ici de créer un nouveau type de société ; le rôle du marché, même quand il existe sous des formes gravement insuffisantes ou perverses, est de briser le pouvoir de la nomenklatura. Aucun gouvernement ne peut éviter cette première phase de destruction, quel qu'en soit le coût social. Les Polonais ont été les premiers à le comprendre. Boris Eltsine est arrivé au pouvoir parce qu'il a saisi qu'il n'y a pas de démo-

cratie possible si l'on ne brise pas le pouvoir du parti, ce qui est le sens le plus réel du démantèlement en cours qu'on appelle par convention de langage passage au marché. Ceux qui n'ont pas voulu détruire le parti et son appareil, et par conséquent qui ont hésité à passer à l'économie de marché, ont été entraînés vers un régime autoritaire. C'est ce qu'a démontré l'année 1991 : la nomenklatura, pour se transformer en pays d'élite politico-administrative en classe dirigeante, a besoin d'un régime autoritaire. Au contraire, ce sont les « forces de gauche » qui ont été partout le plus favorables au développement d'un secteur privé.

Ces derniers jours, le Parlement russe et en particulier son président, Khasboulatov, ont combattu la politique du gouvernement russe. Il est tentant de leur donner raison tant sont dramatiques les conséquences de la réforme économique déclenchée le 2 janvier 1992. Mais ce serait une erreur grave de jugement, au nom de l'idée fondamentale que la Russie est placée devant deux tâches différentes et que, pour l'instant, il faut d'abord détruire l'ancien système. La phase actuelle ne peut pas être appelée une réforme économique ; il s'agit encore des implications directes de la destruction du Parti communiste.

Le contrôle politique et social de l'économie

Les Polonais, qui ont deux ans d'avance sur les Russes, ont déjà entré dans un débat sur la reconstruction de leur société, mais ils ont la sagesse de maintenir le cap et de ne pas céder à la tentation populiste, car où peut mener l'abandon de l'économie de marché dans un pays où l'appareil de contrôle politique central a été détruit, sinon au chaos ? Ajoutons qu'il serait faux d'imputer à la réforme en cours l'entière responsabilité de l'augmentation des prix et de la pénurie. Ceux-ci s'étaient développés au cours des dernières années de la perestroïka. On a heureusement de bonnes raisons de penser que l'équipe au pouvoir l'emportera, non

seulement parce que l'opinion publique n'appuie pas un Parlement élu avant la suppression du Parti communiste, mais surtout parce qu'elle ne veut pas d'un retour en arrière. C'est seulement quand on se place de manière irréversible à l'intérieur de la nouvelle situation créée par la destruction du Parti communiste, et donc du contrôle politique de l'économie, qu'on peut porter un jugement sur les objectifs qui doivent être ceux du gouvernement russe.

Le risque principal est ici encore de confondre les deux tâches à parcourir et de croire que la création d'une économie de marché doit être le but principal du nouveau régime. Ce que nous nommons le développement, dans n'importe quelle partie du monde, a toujours comporté deux opérations contraires mais complémentaires : libérer l'économie de tout contrôle politique, religieux, familial ou autre, et, en second lieu, établir un contrôle social de l'activité économique afin que la concentration des investissements reste associée à la distribution des produits de la croissance, puisque c'est l'association des deux qui constitue le développement.

En Occident, comme l'a montré le grand livre de K. Polanyi, nous avons vécu une longue période de capitalisme brutal avant de commencer à rétablir, à partir de la fin du dix-neuvième siècle, un contrôle social de l'économie. Encore faut-il ajouter aussitôt que la création de l'économie de marché dans nos pays avait été précédée par des siècles de constitution d'un ordre politique et juridique stable et que notre culture comportait de forts systèmes de contrôle moral et même de censure à l'égard de l'argent. Ce qui a limité d'un côté au moins la sauvagerie du capitalisme. E. Gaïdar nous a demandé : comment pouvons-nous créer une vraie bourgeoisie ? La réponse de l'Histoire occidentale est : par des lois impensables et respectées, par un pouvoir d'Etat fort et par l'association de la loi et du droit. Mais le monde dont parle Max

Weber, à quoi s'ajoutent le développement de la pensée scientifique et le goût des aventures en haute mer. Notre capitalisme a été encadré par en haut, ce qui lui a permis de créer des classes juridiques et de protéger les travailleurs prolétaires.

La Russie d'aujourd'hui n'a ni Etat fort, ni lois respectées, ni morale chrétienne, ni syndicats. Le risque majeur pour elle est de créer non pas une économie capitaliste mais une foire d'espérance où la spéculation, le marché noir, la création défectueuse de monopoles mettront à sac le pays tandis que la production continuera à diminuer. Un jugement s'impose donc : la Russie est forcée de tout faire à la fois, c'est-à-dire de créer des règles juridiques et un Etat central fort, d'organiser un système politique de représentation des intérêts et de favoriser la formation d'acteurs sociaux capables d'action organisée et à long terme, en même temps que d'organiser l'économie de marché.

Clientélisme et corruption

Ce serait une erreur dramatique de croire qu'aujourd'hui l'économie est la locomotive qui tire le train de la société. L'économie de marché, ou plus précisément le développement économique, ne peut pas se mettre en place si n'est pas créé en premier lieu un système juridique précisant le droit de propriété, les obligations et les garanties des contractants, etc. Elle ne peut pas fonctionner si n'existe pas une forte capacité centrale de décision, car aujourd'hui, si l'Etat est omnipotent, il est partout impuissant, dissous dans la nomenklatura et le clientélisme, et, depuis lors, dans une corruption généralisée. Enfin, et c'est le point le plus évident, il ne peut pas y avoir de projet à long terme en l'absence d'une stabilisation économique. L'exemple de l'Argentine vient de le prouver une nouvelle fois : le succès depuis six mois du plan Cavallo a permis le redressement de la production, tandis que commencent à rentrer les capi-

taux qui s'étaient évadés et que la politique de privatisation attire les capitaux étrangers. Mais ce succès a reposé sur la volonté de diminuer brutalement le déficit budgétaire et d'en finir avec une économie de subventions et de rentes.

Ensuite, le plus vite possible, il faut recréer un système politique. Eltsine et ses ministres élaborent un projet de Constitution, et de nouvelles élections seront nécessaires. Certains pensent que les partisans d'Eltsine doivent former un parti qui serait majoritaire ; d'autres préfèrent qu'Eltsine reste au-dessus des partis, comme le fait Walesa en Pologne. Il me semble personnellement que la situation est assez fragile pour rendre la première formule mieux adaptée, mais de telles décisions ne sont prises qu'en fonction de la situation au moment où un choix doit être fait. C'est seulement après la stabilisation économique et juridique, et après la reconstitution du système politique, que pourront se former des acteurs sociaux, une bourgeoisie industrielle, des syndicats et des intellectuels en particulier. Encore le processus a-t-il besoin d'une réforme profonde de l'éducation qui diffuse des valeurs non autoritaires, qui encourage l'initiative, la liberté de jugement, la volonté de changement. La Russie a besoin de donner priorité à la capacité de décision, de gestion et de négociation sur l'association de compétence, de respect des directives et de débrouillardise qui a fait fonctionner l'ancien système.

Ce processus de reconstruction politique et culturelle sera difficile à réaliser, car les pays postcommunistes réagissent avec une grande violence contre la logorhée du régime antérieur, contre le règne de la politique et de l'idéologie, et se jettent à corps perdu dans ce qui en est le plus loin : l'argent et l'imitation du monde extérieur. De là ce qui frappe le plus l'observateur : l'absence d'idées, de débats, de participation active. L'Occident a été bouleversé d'hui au pouvoir, où il représente la seule protection contre le chaos et un autoritarisme brutal ?

c'est l'argent qui se soulève contre le règne du volontarisme et de l'idéologie. Jamais l'économie n'a semblé à ce point commander la politique et la vie culturelle. Au point que le capitalisme pourrait être plus sauvage dans la Russie de demain que dans l'Occident d'hier, où il était encadré entre une modernité juridique et politique et des protestations sociales.

Le passage de la première phase à la seconde, qui impose un renversement de politique, est le moment le plus difficile de cette révolution contre la révolution, celui où la société peut se briser. Le risque est d'autant plus grand en Russie qu'existe en même temps un autre risque de rupture, atteignant une société nationale qui se dégage difficilement de l'URSS qu'elle dominait et qui est menacée par des séparatismes internes. Si la République fédérative de Russie se disloquait, la création d'une société nouvelle serait impossible, et le chaos l'emporterait. C'est pourquoi le gouvernement russe a traité avec tant de prudence les problèmes tchétchène et tatar.

On comprend que le gouvernement russe pare au plus pressé : poursuivre la réforme économique et stabiliser le rouble, empêcher la désagrégation de la Russie. Mais il est aussi urgent de construire un Etat central efficace, un système politique représentatif et d'assurer la formation culturelle d'acteurs sociaux autonomes et responsables, car, sans ces éléments politiques, juridiques et culturels, l'économie de marché ne pourrait pas se transformer en développement économique et en gestion des tensions sociales liées à des mutations dramatiques. Bien que l'expression puisse choquer ceux qui se dégagent à peine du pouvoir totalitaire du Parti communiste, il faut dire aujourd'hui aux Russes : politique d'abord ! Mais n'est-ce pas parce qu'il l'a compris le premier et parce qu'il a eu le courage de défendre ses choix que Boris Eltsine est aujourd'hui au pouvoir, où il représente la seule protection contre le chaos et un autoritarisme brutal ?

Identité et littérature

La France en mal de fiction

par Olivier Mongin

La fiction contemporaine balaie le monde du malaise français ? La création romanesque parvient-elle à traduire la crise d'identité historique que traverse la société française ? Rien n'est moins sûr. Aujourd'hui, les récits dits de fiction se confondent trop souvent avec une biographie déguisée quand ils ne racontent pas un épisode de l'histoire de France. Ils rassurent dans les deux cas, glorifiant l'individu ou l'Histoire.

Si l'on en juge par la pléthore d'ouvrages qui se contentent de déguiser les faits et gestes quotidiens de leur auteur, on a la fâcheuse impression que la rédaction d'un journal intime est l'unique médecine susceptible de sauver le romancier impuissant. A défaut d'un récit, d'une histoire simple à la Flaubert, on badigeonne d'un « coup de plume » sa vie privée afin qu'elle ne soit pas trop reconnaissable, ou bien on la présente dans toute sa nudité dans ce qu'il faut bien appeler un roman-journal (jamais loin du roman-photo au demeurant). Alors que Flaubert accompagnait ses romans ou contes par l'écriture d'un journal où il crachait son venin, écrivait contre lui-même et les autres, se plaignait des douleurs de la création, le roman-journal tient lieu désormais de fiction accomplie. Mais le « journal romanesque » relève-t-il encore du journal intime, ces récits dits de création sont-ils encore des « baromètres de l'âme » (1) ?

A la différence d'une tradition littéraire dont Montaigne, Amiel et Michel Leiris demeurent les symboles, le « journalier » s'autoglorifie et dispose de son Moi avec une telle passion narcissique qu'il en devient grossier et ridicule. Plutôt que de se confronter à ce qui trouble et affaiblit un Moi reçu, le journalier d'aujourd'hui consigne sa « vie exemplaire ». Il ne connaît d'autre héros que lui-même : aucun trouble,

déballage des sentiments. Le *reality show* a donc fait son entrée en littérature grâce au travestissement de la vieille tradition du journal intime, ce qui consacre l'apothéose de l'individualisme en littérature.

Si le journal romanesque traduit le narcissisme de l'individu, le roman historique souligne pour sa part la relation que la fiction entretient avec l'Histoire. Les romans historiques à succès de Jeanne Bourin, par exemple, tirent leur trame de l'histoire de France, ou bien de la fascination que des personnages historiques continuent à exercer sur les contemporains. A côté du roman-journal qui raconte des petites histoires, le roman historique épouse la cause de la grande Histoire.

Oscillant entre l'autosatisfaction individualiste et la nostalgie de l'Histoire, la fiction française soustrait l'imagination à l'histoire présente. Y avons-nous renoncé à l'heure où la France ne vibre plus de ses accents universalistes d'hier ? Ce n'est pas sûr. Le succès populaire que représente *Un si long dimanche de fiançailles* de Sébastien Japrisot concerne un livre où Verdun n'est pas le simple décor d'une histoire d'amour fou. Ce livre parle à sa manière de la France, et d'un sentiment de défaite qui n'est pas sans lien avec la crise historique actuelle.

N'y aurait-il pas dans cette description de la littérature française un mauvais procès d'intention ? Le roman n'est-il pas mort comme on l'a décrété, purement et simplement ? Le croire serait pourtant faire peu de cas de la vitalité actuelle du roman anglo-saxon, et plus encore de la littérature dite d'immigration de langue anglaise.

Alors que la littérature française issue de l'immigration demeure une peau de chagrin, les écrivains les plus novateurs de langue anglaise sont des immigrés qui se battent avec deux

se séparant, et celui de la liberté. Alors que le Français se laisse séduire par les illusions du Moi ou par l'assurance-vie que représente la tradition historique, l'histoire réside chez ces écrivains de langue anglaise dans une relation polémique entre « leurs » deux cultures.

Avec le *Boudha de banlieue*, un roman d'éducation sentimentale aux accents rébelles, Hanif Kureishi n'épargne personne et ne se plie à la loi d'aucune communauté. Sont ainsi mis au pilori par le jeune Karim aussi bien l'avant-garde théâtrale ou politique londonienne, la bourgeoisie émancipée que le milieu de l'immigration pakistanaise dont il est issu. Dans un autre registre, Kazuo Ishiguro décrit dans *Les Vies du jour* le personnage d'un majordome qui, comme lui, regarde avec d'autant plus d'inquiétude la liberté des modernes qu'il a observé silencieusement les mensonges et les ambigüités du lord « conservateur » dont il a été longtemps le serviteur.

Laïcité outrancière

Chez tous ces auteurs l'individu ne vit pas dans l'illusion d'avoir « totalement » rompu avec sa culture d'origine, d'être parfaitement émancipé, il s'expose à deux mondes dont il connaît la part d'aliénation respective. Voulu cependant devenir libre, il s'invente comme un individu dont l'histoire ne se résume pas dans le passage brutal d'une culture à l'autre (2). Echappant à l'oscillation hexagonale entre l'Histoire et un individu sans histoire, le roman britannique issu de l'immigration raconte une histoire qui prend corps au confluent de deux cultures.

Avec ce contre-exemple, il apparaît que la fiction est peut-être victime en France d'une conception outrancière

Ayant été neutralisés au niveau de l'Etat qui doit rester froid, neutre, elles ne peuvent se dire que dans les niches privées où leur destin est de s'embraser ou de s'évaporer.

Entre le neutralisme laïc et l'opinion privée, la France ne sait pas mettre en scène les convictions des individus, elle n'offre pas un espace pour accueillir, calmer, apaiser la violence naturelle des convictions en permettant l'échange de *neuf douleurs mutuelles* (Rushdie). La « chair du social » trouve d'autant moins l'occasion d'être traduite dans des récits que l'intolérance des convictions doit se retrancher dans la vie privée ou se taire, à défaut de se métamorphoser au contact des autres.

Dans un rapport remis au Commissariat du Plan, le sociologue Didier Lapeyronnie a montré que les politiques d'immigration française et britannique, opposées le plus souvent comme assimilationniste et communautariste, avaient tendance à se rapprocher. Si les convergences ont des chances de prendre le dessus sur les différences, une opposition de taille perdure cependant : l'esprit de la laïcité – légitime tant qu'il affecte la sphère de l'Etat – pèse si lourdement sur la société que l'échange des cultures et des expériences ne parvient plus à dynamiser une histoire. Subsiste alors une entreprise de glorification historique qui laisse croire que la France est encore le dépositaire de l'universel ou bien le miroir que des individus vidés de tout sentiment d'appartenance historique – et vivant de l'illusion d'une émancipation parfaite – se tendent à eux-mêmes.

Si la France a tant de mal à exprimer ses inquiétudes, son désarroi historique, c'est que le « malaise de la représentation » est à la fois politique et esthétique.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, L. M. Gaudou
94852 IVRY CEDEX
1991

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2031

PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde
PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Michel Cros, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Arty
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-71
Téléc : MONOPUB 634 123 F
Téléc : 46-62-50-13 - Société Officielle
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composés 38-15 - Tapez LEMONDE
ou 38-15 - Tapez LM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

| TARIF | FRANCE | SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS | AUTRES PAYS Voie normale-CE |
|--------|---------|--|--------------------------------|
| 3 mois | 460 F | 572 F | 790 F |
| 6 mois | 890 F | 1 123 F | 1 560 F |
| 1 an | 1 620 F | 2 086 F | 2 960 F |

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

سكنا مع الامين

ÉTRANGER

PHILIPPINES : l'accession de M. Ramos à la présidence

Le bilan de M^{me} Cory Aquino est un catalogue de frustrations

La nouvelle chef de l'Etat, M. Fidel Ramos, a annoncé à ses compatriotes une ère de « lourds sacrifices » pour remédier aux « maux endémiques » dont souffrent les Philippines. Si, en effet, M^{me} Cory Aquino a eu le mérite de préserver, dans des conditions difficiles, la démocratie dont son accession à la présidence avait marqué le retour, son bilan économique et social est beaucoup moins brillant.

Le nom de M^{me} Corason Aquino reste lié à un moment magique de l'histoire des Philippines : un moment d'espoir et d'optimisme d'un peuple en quête de confiance en lui, un moment où il a cru être maître de son destin. « Cory » a éveillé chez ses compatriotes un sentiment oublié : le sens de la dignité. De cela, ils lui sauront toujours gré. Veuve de Benigno « Ninoy » Aquino, qui incarne la résistance à la dictature, M^{me} Aquino restera celle qui a su unir les Philippines contre Marcos puis, en février 1986, abattre son régime. Mais elle ne fut jamais mue l'utopie dont elle était porteuse en imagination politique.

autre grande famille, de politiciens cette fois, Ninoy Aquino, pour connaître une destinée autre que celle d'une épouse éfaccée. « Jusqu'au 23 août 1983 [jour de l'assassinat de son mari] est Ninoy qui décidait. Lorsqu'il a été emprisonné, j'ai commencé à apprendre à résister, à être forte », nous disait-elle en février 1986.

Son milieu et son éducation avaient formé M^{me} Aquino à être à l'aise avec le pouvoir. Elle fit campagne contre Marcos sans se départir de ce naturel, de cette spontanéité à la fois chaleureuse et retenue, propres aux femmes de la haute société philippine. En privé, elle se laissait encore aller aux doutes devant ceux qu'elle avait connus autrefois - pour se reprendre incontinent et dire, droit dans les yeux : « Vous n'avez pas cela, n'est-ce pas ? ». « Je me présente pour la mémoire de Ninoy mais aussi pour moi-même, nous expliquait-elle alors. « J'ai cinquante-deux ans. J'ai cinq enfants. J'ai été heureuse, j'ai vécu des drames ; mais je ne suis pas une femme qui se laisse aller. Mais j'ai pensé que je ne serai jamais en paix avec moi-même si je refusais de faire campagne contre Marcos. »

L'antithèse des Marcos

On ne pouvait rêver meilleur symbole à opposer au dictateur. Ceux qui poussaient « Cory » à se présenter pensaient qu'il serait toujours temps, si elle était élue, de pallier son inexpérience. C'était « un pari », convient sa belle-sœur Mme Kashiwara, cinéaste, qui « forgea » la figure de la candidate, jouant de ses maladrotes pour les mener en un geste de spontanéité et de sincérité. Ainsi naquit Cory super-star.

Feu de chose séparait Ferdinand Marcos et Ninoy Aquino. Ils étaient brillants, intelligents, charismatiques et manœuvriers l'un et l'autre. Ils différaient sur un point : leur femme. Imelda compensait dans la flamboyance et des rêves jamais assouvis de richesse une éducation pauvre, signifiant l'ambition de Ferdinand. « Cory », elle, avait, dans son effacement apparent, la sérénité des privilégiés et préchait la modération au bouillonnant Ninoy. Cette femme à la silhouette élancée, toujours vêtue d'une simple robe jaune - couleur qui devint le symbole de sa lutte, - au maquillage discret et aux grosses

lunettes, allait, de sa petite voix au ton acide et chantant, mobiliser tant les classes moyennes que les humbles. « Cory ! Cory ! Cory ! », répondait la foule : le peuple's power était né.

Dans ce pays du verbe et du mysticisme, M^{me} Aquino n'eut pas d'illusions sur les puissances pour et avoir pris ombre. Mais il tardait à sentir les retombées de la grande majorité de la population est chrétienne - et finalement catapultée par la révolte des jeunes officiers, du général Fidel Ramos et de M. Juan Ponce Enrile (alors ministre de la défense), elle parvint au pouvoir à la suite d'élections qui avaient discrédité Ferdinand Marcos.

« Sainte Cory » disposait d'une immense force morale, mais son inexpérience et son indécision ne tardèrent pas à se faire sentir. Soudaine de se démarquer de Marcos, elle fit élaborer une nouvelle Constitution qui entra en vigueur en 1987. Elle poursuivit par ailleurs une politique de réconciliation nationale et d'ouverture vers les communistes, qui se traduisit par un cessez-le-feu de courte durée mais qui lui aliéna son armée. Très vite, la présidente tendit à devenir l'otage du haut commandement militaire - d'autant que commençait la saison des putschs des jeunes officiers du Mouvement de réforme des forces armées (RAM) qui avaient porté l'estocade à Marcos : six coups de force eurent lieu entre 1986 et 1989. M^{me} Aquino en sortit chaque fois plus affaiblie.

Seule, au pouvoir

Au pouvoir, elle s'était retrouvée seule. Elle avait ses convictions, ses principes et son courage. Mais elle hésita à user de sa puissance pour remédier aux maux du pays. Et commença la dérive ! Tous ses conseillers furent loin d'être à la hauteur. Parce qu'elle avait aussi besoin pour elle-même de s'affirmer, elle tendit à écarter les proches de Ninoy - ceux qui l'avaient connue passant les petits fours et vis-à-vis desquels elle se sentait en infériorité. Si elle conserva longtemps son aura dans l'imaginaire populaire, elle le dut à son image de victime manipulée. Mais peu à peu il fallut se rendre à l'évidence : Cory ne gouvernait pas.

L'enlèvement des réformes (notamment la réforme agraire, votée par un Parlement bourré de propriétaires terriens) accéléra la conviction que la « révolution » de février n'était qu'une restauration. Le retour de cette grande bourgeoisie bien-pensante - non dénuée d'allure comparée aux parvenus dont s'entourait Marcos - se matérialisa dans la redistribution aux anciens possédants des richesses dont le dictateur les avaient spoliés. Le moralisme de la campagne électorale avait tout fait : l'étendue de la corruption n'avait rien à envier à celle du régime

défaut ; simplement, elle était moins monopolisée. La présidente, elle-même inattaquable, ferma les yeux sur les « indécidables » de son entourage, et en particulier de son propre frère, « Peiping » Cojuangco.

Le peuple philippin ne nourrit pas de illusions sur les puissances pour et avoir pris ombre. Mais il tardait à sentir les retombées de la « révolution ». « Cory Aquino s'est préoccupée de ce qu'elle connaissait, de ce dont elle avait souffert [absence de liberté] ; mais la pauvreté, elle a toujours ignoré ce que c'est. » Terrible commentaire d'un journaliste qui fut l'un de ses conseillers. La dégradation des conditions de vie, la corruption conjuguée à l'arbitraire et la répression, tout ceci engendra déception et mécontentement. Le peuple's power se fanait, sur les T-shirts et dans les coeurs.

Confrontés par la communauté internationale et épauleés par les Etats-Unis et le Japon qui injectèrent des milliards dans l'économie, les Philippines quittèrent un peu l'ornière. Mais ce décollage ne profitait qu'à une minorité. Fin 1989, une grave crise des services publics, conjuguée à l'inflation et au chômage, élargit le fossé entre les nantis et la majorité. Les catastrophes naturelles des deux dernières années et la récession mondiale ont aggravé la situation.

M^{me} Aquino paraissait assaillie. Grâce à l'intervention américaine, elle avait échappé de peu au putsch de 1989. Ce coup de force révéla le vide du pouvoir : la présidente ne pouvait plus compter sur son armée, et elle avait perdu ce rapport quasi mystique avec les Philippines qui l'avait attendu d'elle qu'elle gouverne. Même si l'Eglise continuait à la soutenir, Cory avait perdu le « mandat du ciel ». Simplement peut-on prédire qu'elle rejoindra la galerie des héros mythiques de son pays, dont la saga, déformée et magnifiée par l'imaginaire, finit par l'emporter sur l'histoire tout court.

PHILIPPE PONS

MONGOLIE : menace de crise

Les anciens communistes sont gênés par l'ampleur de leur victoire électorale

La trop belle victoire des communistes « réformés » aux élections du 28 juin (ils ont, officiellement, recueilli plus de 70 sièges sur 76) fait planer la menace d'une crise sur la Mongolie, premier pays d'Asie à avoir rejeté, en 1990, le marxisme pour la démocratie.

OUULAN-BATOR

de notre envoyé spécial

Qui, de l'opposition, du pouvoir ou de la population, est le plus désemparé en Mongolie après la trop belle victoire de l'ex-PC le 28 juin ? L'objectif inavoué du Parti révolutionnaire populaire mongol (PRPM) était de conserver le pouvoir tout en laissant un espace significatif à une opposition « fautive ». C'est manqué ! Les quelques sièges dont les partis démocratiques disposeront au Grand Khoural ne refléteront pas le vote du pays : selon l'opposition, en effet, ses candidats ont eu 45 % des voix.

« Les gens sont déçus. On a l'impression d'avoir fait une élection pour rien », confiait un responsable de l'opposition à l'annonce de résultats officiels que le PRPM se refusait à confirmer. Cette situation paradoxale résulte d'une loi électorale que les anciens communistes - divisés entre modernistes responsables de la démocratisation introduite depuis deux ans et une aile encore très stalinienne - avaient pris soin de tailler sur mesure.

Les partis de l'extérieur

Le scrutin majoritaire à un tour laissait peu de chances à une opposition qui se présentait dispersée. Mais pour être, selon une image très mongole, « passés de l'autre côté du cheval », le PRPM, qui se réclame aujourd'hui d'une « doctrine du juste milieu », mêlant de façon floue progrès social, unité nationale et « philosophie orientale », en sont réduits à aller à la quête des opposants.

Les partis démocratiques (quatre formations réparties en deux camps distincts) ont rejeté les offres faites en sous-main de négocier le retrait discret de quelques députés du PRPM en vue de renforcer leurs rangs au parlement. Leurs chefs, dont certains participaient depuis deux ans au pouvoir, n'ont en général pas contesté la validité

du scrutin. Ils ont affirmé vouloir créer une formation d'opposition unifiée.

Ces partis, qui ne cachent rien de l'assistance qu'ils ont reçue des Etats-Unis et de d'Allemagne, entre autres, doivent aussi se déterminer face au « danger » que certains d'entre eux désignent désormais publiquement : une main mise économique de la Chine populaire sur le pays, par le biais de l'ex-parti communiste. « Pendant deux cent cinquante ans, nous avons subi la domination des Mandchous » [alors occupants du trône chinois], a souligné l'un de leurs leaders, représentant de l'embryon de classe moyenne né des réformes. Puis, pendant soixante-dix ans, le PRPM a mené une politique pro-soviétique. Il y a deux ans seulement que la Mongolie a pu se donner les moyens d'une politique réellement indépendante. Cette politique est aujourd'hui menacée », a-t-il ajouté par allusion à la complicité notoire de Pékin dans la victoire du PRPM.

L'aile réformiste de ce parti est cependant consciente du risque. Un fort sentiment de méfiance envers Pékin s'y fait jour à présent que le « bouclier » soviétique s'est évanoui. Dès lors, il pourrait désormais se produire une cassure au sein de l'ex-parti communiste. La statue de Vladimir Ilitch Oulianov, qui trône toujours près de la place centrale d'Oulan-Bator, va peut-être elle aussi disparaître à son tour, après celle de Staline, abattue en 1990 dans l'euphorie de la « révolution douce » mongole.

FRANCIS DERON

□ SRI-LANKA : plus de 200 morts dans les combats entre l'armée et les rebelles tamouls. - D'intenses combats ont eu lieu mardi 30 juin autour d'une tête de pont établie par l'armée srilankaise à l'orée de la péninsule de Jaffna. Ils ont provoqué la mort de 19 soldats et d'au moins 200 rebelles du LTTE tamoul, selon un porte-parole militaire. Ces affrontements portent à 293 tués le bilan de l'offensive lancée le 28 juin en vue de couper une nouvelle fois la route reliant la péninsule, aux mains des « Tigres » indépendantistes, au reste de l'île. Le LTTE a pris les armes en 1983 pour créer un Etat séparé, l'Eelam, pour les quelque 2 millions de Tamouls vivant dans le nord-est de Sri-Lanka. Les affrontements ont fait plus de 30 000 morts. - (AFP.)

JAPON : un rappel à l'ordre du gouvernement

Les manuels scolaires doivent mentionner le droit du pays à posséder une armée

Les manuels qui seront utilisés l'an prochain par les écoles japonaises ont été révisés à la demande du ministère de l'Education, afin que soit mentionné le droit du Japon à posséder une armée à des fins d'autodéfense, rapporte la presse du mercredi 1^{er} juillet. Sept éditeurs, qui avaient omis une mention explicite, ont été rappelés à l'ordre. Le ministère leur a ordonné d'insérer plusieurs notions dans leurs manuels d'éducation civique destinés aux collégiens : que chaque pays a le droit de se défendre et

fait en effet des efforts pour sa propre autodéfense ; et une présentation de l'objectif et des tâches assignées aux forces d'auto-défense, appelation de l'armée japonaise créée en 1954. Le sujet est très sensible. Les retouches ont suscité des polémiques, sans parler des vives réactions de plusieurs pays asiatiques, dont la Chine et la Corée, victimes du militarisme japonais avant et pendant la deuxième guerre. - (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Reprise des combats à Kaboul

Des combats ont eu lieu mercredi 1^{er} juillet à Kaboul entre militaires ouzbeks et fondamentalistes sunnites. La bataille, qui a fait 15 morts et une quarantaine de blessés, a repris lorsque les hommes du général Rashid Dostom ont voulu arrêter un char du groupe ittehad (l'islamisme du Hazar).

Commencés près du vieux bazar, les affrontements, à la mitrailleuse et à la grenade, ont vite gagné de nombreux quartiers de la capitale, avant d'être mieux circonscrits. Le calme avait régné depuis la désignation, le 28 juin, de M. Burhanuddin Rabbani à la tête de l'Etat.

La prochaine installation comme premier ministre de M. Abdul Fares, un ingénieur membre du parti de M. Gulbuddin Hekmatyar, suscite l'inquiétude dans la capitale : un porte-parole de cette faction fondamentaliste a en effet annoncé que M. Fares entrerait dans la ville accompagné de mille hommes armés. La milice ouzbèke a plus de 20 000 combattants à Kaboul. - (AFP.)

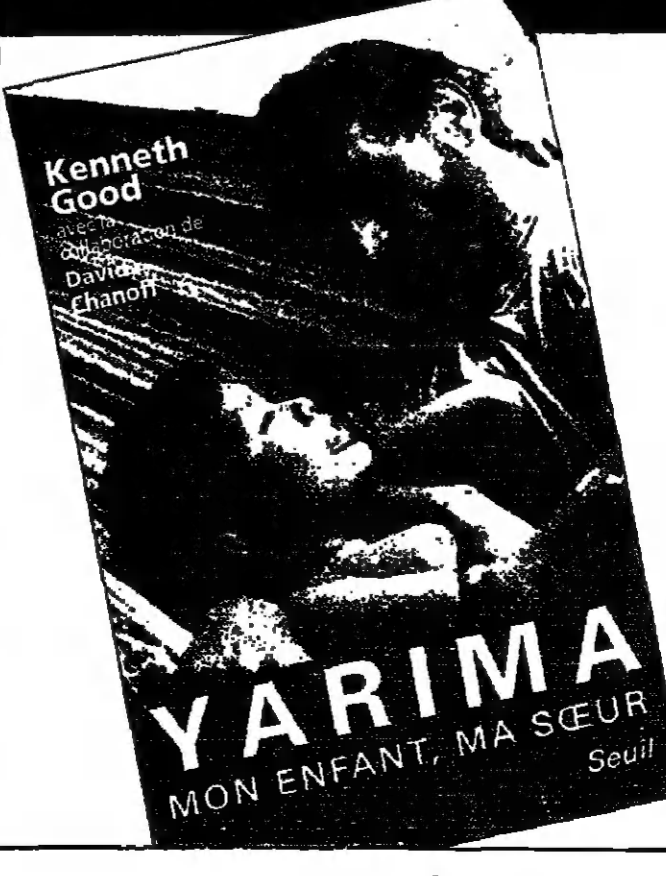
AFRIQUE DU SUD

Les syndicats annoncent une grève générale « sans précédent » en août

Une grève générale « de proportions sans précédent » sera lancée, à partir du 3 août, si le gouvernement ne s'est pas engagé, d'ici là, à la mise en place rapide d'un « gouvernement transitoire non racialement supérieur » la transition vers la démocratie », a annoncé, mercredi 1^{er} juillet, à Johannesburg, le COSATU, la plus importante des confédérations syndicales, qui revendique 1,3 million d'adhérents. La durée de cette grève sera fixée en concertation avec le Congrès national africain (ANC) et le SACP (Parti communiste), a précisé le secrétaire général du COSATU, M. Jay Naidoo.

Dès ce mois-ci, des « actions de masses » devraient débuter, avec l'occupation de bâtiments gouvernementaux et municipaux, dont ceux de la radio et de télévision d'Etat - où les employés noirs sont en grève depuis six semaines. Le COSATU prévoit aussi de lancer, début août, une grève des impôts sur le revenu, dont le montant serait versé à un « fonds pour une Afrique du Sud démocratique », utilisable par un futur « gouvernement démocratique ». - (AFP, Reuters.)

L'amour fou aux sources de l'Orénoque...



...Un étonnant roman d'amour entre un intellectuel de la « middle class » américaine et la sauvageonne de la forêt vierge.

Jean-Michel Barroult / Le Figaro

Je recommande ce livre chaudement, et plutôt deux fois qu'une. Voilà un document exotique, dépaysant, qui nous amène à nous interroger sur la valeur de notre civilisation.

Michel Polac / L'Evénement du jeudi

Le récit d'une passion qui brise tous les obstacles et ouvre les chemins de la connaissance de l'autre.

Georges Balandier / Le Monde

La première famille américano-yanomami de l'histoire de l'humanité. Jean-Philippe Chatrier / Elle

Editions du Seuil

AFRIQUE

ALGÉRIE : selon l'agence officielle de presse APS

L'assassin de Mohamed Boudiaf, un officier du contre-espionnage aurait agi par conviction religieuse

On estime à plus de cent mille le nombre de personnes descendues dans les rues d'Alger pour assister, mercredi 1^{er} juillet, aux obsèques nationales du président Mohamed Boudiaf. M. Slimane Amirat, soixante-trois ans, président du Mouvement démocratique pour le renouveau algérien (MDRA) a succédé, mercredi, à une crise cardiaque après avoir été pris d'un malaise en se recueillant devant la dépouille mortelle de Mohamed Boudiaf. Compagnon de Krim Belkacem, l'un des chefs historiques du FLN

assassiné en exil à Francfort en 1970, M. Slimane Amirat avait été un farouche opposant au régime du colonel Boumedienne en créant le MDRA. En janvier dernier, il avait salué l'arrivée au pouvoir de Mohamed Boudiaf à la tête du Haut Comité d'Etat comme « l'apparition d'un authentique patriote ».

La veuve de Mohamed Boudiaf a, pour sa part, renouvelé l'appel lancé, mardi 30 juin, par son fils aux autorités pour que celles-ci révoquent la vérité sur l'assassinat de son père (le Monde du 2 juillet).

« Moi, son épouse, et ses enfants exigeons que toute la lumière soit faite et que justice soit rendue. Qui a tué Mohamed Boudiaf? Quels en sont les commanditaires? » M^{me} Fathia Boudiaf, qui estime qu'en tuant son mari « on a voulu assassiner l'espoir », a souligné que « malgré le peu de temps passé à la tête de notre pays, [Mohamed Boudiaf] est déjà le symbole de cette Algérie nouvelle, comme il a été le symbole de notre indépendance ».

Selon l'agence officielle de presse APS citant

« une source autorisée », l'assassin de Mohamed Boudiaf, qui a été arrêté, serait un sous-lieutenant du contre-espionnage algérien affecté à la garde rapprochée du président. Selon les informations d'APS qui n'ont pas été officiellement confirmées, cet officier aurait déclaré aux enquêteurs avoir agi par conviction religieuse. Aucune indication sur son appartenance éventuelle à la mouvance islamique ou sur l'identité d'autres commanditaires n'a pu être obtenue.

Des obsèques sous le signe de l'émotion et de la colère

ALGER

de notre envoyé spécial

Ils vociféraient et tendaient le poing, gens de toutes conditions sociales, jeunes et vieux, posés sur les hauteurs d'Alger, aux abords de la présidence. En attendant que démarre le cortège funéraire qui allait conduire la dépouille de Mohamed Boudiaf à la Grande Mosquée pour une ultime cérémonie religieuse, ils donnaient libre cours à leur exaspération plus qu'à leur chagrin. « On nous a tellement menti que l'on veut maintenant savoir qui est derrière ce crime, lançait une femme en pleurs. On réclame justice. »

Quarante huit heures après l'assassinat du président du Haut Comité d'Etat (HCE), beaucoup d'Algériens se font une opinion : il y a eu bel et bien complot mais les islamistes n'y sont pour rien. Qu'on ne leur raconte pas d'histoires, que l'on n'évoque pas, comme M. Aboubakar Belkaid, ministre de la communication et de la culture, « des mobiles immatériels » qui auraient guidé la main des tueurs ou plutôt celle de leurs commanditaires.

« Le crime était signé : Mafia », titrait à une, mercredi, le quotidien *la Nation* qui passe pour refléter les vues d'un FLN nouvelle manière. Mais, personne ne sait, au juste, ce qui se cache derrière ce mot mystérieux de Mafia, introduit, dans la terminologie politique du pays, par M. Mouloud Hamrouche, alors premier ministre, puis repris par M. Sid Ahmed Ghazali, son successeur, et enfin par Mohamed Boudiaf lui-même.

Comme s'ils n'avaient rien d'autre à se mettre sous la dent, beaucoup, le long des trottoirs d'Alger, allaient au plus facile et criaient : « Chadli, assassin ». Sur le nom de l'ancien chef de l'Etat, ils rassemblaient ainsi toute leur haine d'un passé difficile à gommer. Et, du coup, oubliant les

reproches d'immobilisme qu'ils adressaient, très récemment encore, à celui que l'on portait en terre, ils découvraient que s'il n'avait pas dérangé quelqu'un, quelque part, il n'aurait pas été si lâchement assassiné. « Il aimait le peuple et c'est pour ça qu'ils l'ont tué », remarquaient un groupe de jeunes qui agitaient une banderole avec ce serment : « Par la vie et par le sang, nous sommes avec toi, Boudiaf. »

Ses obsèques sans faste, suivies par quelques dizaines de milliers de ses compatriotes, ne donnèrent lieu à aucun vrai débordement comme l'on en avait connu, au mois de décembre 1978, lors des funérailles nationales d'un prédécesseur, Houari Boumedienne. De la retenue certes, mais de l'émotion aussi pour saluer un homme de bonne volonté qui aura passé 168 jours seulement au pouvoir, victime d'un « système pervers » dont il maîtrisait mal les rouages.

Point de non-retour?

Cette ville avec laquelle il n'avait pas encore eu le temps de se familiariser, trop occupé qu'il était à lever les inconnues d'un pouvoir dont, a priori, il ne voulait pas « si cela devait faire des histoires », il la traversait pour la dernière fois. Dans un beau désordre, des milliers de gens faisaient, en courant, escorte à sa dépouille qui avait été placée à bord d'un simple camion militaire. Les administrations et les entreprises avaient donné congé, pour quelques heures, à leur personnel. Gendarmes en tenue de combat et policiers gourdins à la main, assistés de civils en armes recrutés Dieu sait dans quels bas-fonds, suffirent à assurer la bonne marche des choses, tandis que l'armée demeurait invisible.

Place des Martyrs, au pied de la Casbah, l'air était chargé de cris et de slogans, et des invocations religieuses, des

chants patriotiques. Le président de la Chambre nationale de commerce, ancien officier de wilaya pendant la guerre de libération, livrait, sur la chaussée, son sentiment sur la suite des événements. « Ce ne sera pas un accomplissement sans douleur », estimait-il, mais l'Algérie peut encore produire d'autres Boudiaf. » Et de conclure son propos sur un ton résolument optimiste : « Nous avons atteint un point de non-retour sur le chemin de la liberté. »

A l'heure de la première prière de l'après-midi, comme le veut la tradition, le cercueil de Mohamed Boudiaf était déposé sur le seuil de la mosquée où l'imam du lieu confiait le sort de « l'absent » à la miséricorde d'Allah. Puis, pour des raisons de sécurité, le convoi mortuaire longeait de nouveau le port plutôt que de traverser le centre-ville, pour gagner le cimetière de Dar el-Aziz, aux portes de la capitale. Les sirènes des bateaux à quai se mirent alors à rugir. La mer était calme et sans rides. Contraste saisissant avec l'Algérie, fiévreuse et agitée.

A l'entrée du cimetière, des voix s'élevaient de la foule pour conspuer l'ancien parti unique : « A bas le FLN », d'autres, beaucoup plus audacieuses, pour rappeler les vices de l'ex-FIS : « Pour l'islam, nous combattons jusqu'à la mort ». Parvenu au cimetière des Martyrs, la révolution, où sa dépouille devait être inhumée aux côtés de l'émir Abd-el-Kader, le héros national algérien, et de Houari Boumedienne qu'il ne portait pourtant pas dans son cœur, Mohamed Boudiaf reçut l'hommage officiel des siens.

Il y avait là, autour de sa famille et notamment de son fils Nacer - dont les dires tendraient à conclure que son père avait été victime d'une confiance excessive dans son entourage - les quatre membres restants du HCE, dont l'émigration générale Khaled Nezzar, ministre de la défense, en civil et s'aidant d'une canne pour marcher. Il y avait aussi le dernier carré des « chefs historiques », et parmi eux, MM. Hocine Ait Ahmed, secrétaire général du Front des forces socialistes (FFS), et Ahmed Ben Bella, le premier chef de l'Etat algérien, avec lesquels Mohamed Boudiaf n'était plus sur la même longueur d'onde politique.

M. Roland Dumas représentait la France, et le général de Gaulle, le chef d'Etat présent à la cérémonie - une Union du Maghreb arabe (UMA) bien mal en point. Hassan II, qui, à la requête des autorités algériennes, alors mal disposées à son endroit, avait dû s'abstenir d'envoyer une délégation officielle aux obsèques de Boumedienne, avait expédié son ministre des relations avec le Parlement aux funérailles de celui qui, pendant son long exil, avait élu domicile au Maroc. Eternel pèlerin, M. Yasser Arafat, chef de l'OFP, était aussi de la partie : il fut le premier à jeter une poignée de terre sur le cercueil, après la sonnerie aux morts et la salve d'honneur.

Il revint à M. Sassi Lamouri, ministre des affaires religieuses, et l'un des représentants de l'aile modérée de la mouvance islamique, de prononcer l'éloge funèbre du défunt dont il comparait, d'embellie, le sort à celui de M^{me} Indira Gandhi, victime, elle aussi, de la confiance qu'elle avait placée dans ses gardes du corps. « Les grands hommes sont toujours éliminés par des médiocres », fit-il remarquer sur un ton déclamatoire qui convenait aux circonstances. Combien de lions, au cours de l'histoire, ont-ils été tués par des chacals? »

Au même endroit, le 29 décembre 1978, M. Abdelaziz Bouteflika, alors ministre des affaires étrangères, avait pris à témoin les étrangers Boudiaf que « la Révolution socialiste allait continuer sous l'égide du FLN ». Des promesses qui, aujourd'hui, résonnent dans le vide. C'est justement son souci de liquider cet héritage, de rompre avec le passé, qui a peut-être valu à Mohamed Boudiaf de mourir de mort violente. Les Martyrs de Dar-el-Aziz ne seraient-ils pas tous ceux d'une seule cause?

SERGE MARTI

JACQUES DE BARRIN

La succession du président du Haut Comité d'Etat

Pour le pouvoir à nouveau le même dilemme

Pour la deuxième fois en moins de six mois, l'Algérie vit la même situation : celle de la succession du chef de l'Etat. L'épisode d'aujourd'hui est certes plus tragique que celui de janvier dernier, lorsqu'il ne s'agissait que de pourvoir au remplacement d'un président démissionnaire. Mais, à cette différence près, le scénario est identique : le pouvoir politique paraît désemparé devant la difficulté de définir ce qu'il convient de faire.

En janvier dernier, la coalition des militaires, des ministres et des représentants de la société civile, qui avaient poussé le président Chadli à la démission, avait dû improviser lorsque M. Benhabiles, président du Conseil constitutionnel, pressenti pour prendre la succession du chef de l'Etat, avait prudemment décliné l'offre. Il avait fallu plusieurs jours d'intenses négociations pour que, finalement, Mohamed Boudiaf, qui ne demandait rien, accepte de prendre le relais et se laisse propulser à la tête d'une structure collégiale inédite. Tout le monde avait le sentiment, alors, que le nouveau chef de l'Etat était la dernière chance d'un système dont les gérants, profondément divisés, n'étaient d'accord que sur un seul point : débarrasser le pays de l'hypothèque islamiste.

Deux solutions s'offraient alors à Mohamed Boudiaf : soit tenter de briser les reines des « barbus » en assumant une répression sans concessions, soit privilégier une thérapeutique douce, faite de répression sélective et d'intégration politique, y compris en suscitant la formation d'un gouvernement d'union nationale, où l'aile « modérée » du Front islamique du salut (FIS) aurait eu sa place. D'une certaine façon, Mohamed Boudiaf est mort pour n'avoir pas pu, ou voulu, choisir entre ces deux options. Depuis, trop isolé pour faire passer dans les faits ses déclarations d'ouverture, il a fait du « rétablissement de l'autorité de l'Etat » l'axe presque unique de sa politique, alors que la pression internationale, comme ses propres convictions, lui interdisaient de mener ce processus à son terme. Au même moment, le gouvernement de M. Sid Ahmed Ghazali, trop marqué par ses origines, se révélait incapable d'offrir aux Algériens des perspectives politiques nouvelles, susceptibles de les détourner du mirage islamiste. Très rapidement, Mohamed Boudiaf, malgré son intégrité et ses discours sur le « changement radical », est apparu prisonnier d'un système qui l'avait « digéré », quasi incapable d'agir sur les événements.

Les pouvoirs de l'armée

Son successeur devra affronter le même dilemme. Quelle que soit la solution que retiendra le Haut Comité d'Etat (HCE) pour remplacer Mohamed Boudiaf - désignant à la tête du HCE d'une nouvelle personnalité civile ou militaire, voire d'un triumvirat - le mutisme actuel des dirigeants montre assez bien la difficulté de la tâche. Cependant, dans les conditions dramatiques d'aujourd'hui, la ligne « dure » a plus de chances que d'autres de prévaloir. Ce qui pose avec acuité la question de l'armée.

« Les autres pays ont une armée, l'armée algérienne, elle, a un pays », estimait un historien, M. Mohamed Harbi. De fait, peu d'institutions algériennes ont, autant de pouvoir que l'armée. Bien qu'elle ait toujours pris un soin jaloux à ne pas apparaître à l'avant-scène, dissimulant soigneusement les repères qui permettraient d'évaluer son influence et sa puissance - le budget militaire n'est pas rendu public - nul ne doute de son rôle éminent.

Organisme quasi autogéré, l'armée algérienne ne rend de comptes qu'à elle-même, décide de ses promotions internes, de sa doctrine d'emploi et des moyens qu'elle met en œuvre. Depuis l'indépendance, aucun président n'a été installé à la tête de l'Etat, sans qu'elle ait joué un rôle décisif dans sa nomination, justifiant sa réputation de seul parti réellement organisé sur l'ensemble du territoire.

Pour autant, l'armée, malgré les mystères dont elle s'entoure, est moins homogène qu'il n'y paraît. L'inculpation de l'ancien chef d'Etat-major, le général Mostefa Beloucif, a ainsi laissé entrevoir qu'il pouvait mener les discours du défunt président sur la corruption, pour peu que les actes suivent les paroles. En accusant, sans les nommer, plusieurs de ses pairs de spéculation immobilière ou de prélevement de commissions occultes, le général Beloucif a clairement fait comprendre qu'il n'était pas disposé à faire seul les frais des vertueuses déclarations du pouvoir. Fondées ou non, ces accusations sont venues renforcer les convictions de la majorité des Algériens quant à la moralité de leurs dirigeants, fustigeant le général. Si les poursuites engagées contre le général Beloucif devaient être menées à leur terme, voire s'étendre à d'autres dignitaires, il est probable que plusieurs militaires de haut rang seraient rapidement éliminés, ce qui fragiliserait d'autant une institution qui ne paraît pas au meilleur de sa forme.

La pression islamiste

Car, autant que l'on puisse en juger à partir d'indiscrétions parcellaires, la cohésion politique de l'armée paraît avoir été quelque peu entamée par les arbitrages qu'elle a été obligée de rendre entre les différentes factions du pouvoir civil, comme par les conséquences, dans ses rangs, de la situation politique. En avril dernier, déjà, un hebdomadaire algérien s'était ainsi attiré les foudres des responsables militaires, en révélant que plusieurs centaines de gendarmes avaient préféré ne pas renouveler leur engagement.

Plusieurs journalistes ont par ailleurs été inquiétés pour avoir évoqué son rôle dans la répression des islamistes. Traditionnelle dans un pays où toute information sur l'armée, si banale soit-elle, est vécue comme attentatoire à la sécurité nationale, cette susceptibilité s'explique aussi par les contraintes économiques du moment. Corps longtemps privilégié, l'armée est désormais touchée par le manque de moyens dont pâtit l'Algérie, et qui l'oblige à reconsidérer les rythmes de sa modernisation et la masse de ses effectifs, non sans susciter inquiétudes et interrogations chez nombre de ses cadres.

Enfin l'ANP, armée de conscription, n'échappe pas à la pression islamiste qui agit sur toute la société. Bien que les responsables

militaires nient farouchement toute forme de contagion, plusieurs éléments permettent de penser que la réalité est autrement plus contrastée. Les circonstances mêmes de l'assassinat du président Boudiaf ne laissent pas d'inquiéter. S'il s'avérait que les islamistes en sont les auteurs, on ne pourrait que constater que les tueurs, qui étaient bien renseignés, ont pu pénétrer sans difficultés le dispositif de protection présidentielle, bénéficiant à l'évidence de complicités qui ne s'expliquent que par une conviction commune.

Plusieurs signes laissent d'ailleurs deviner la profondeur du mal. Il y a quelques semaines, une bombe artisanale avait déjà explosé à la grande mosquée d'Alger, quelques heures à peine avant que le président Boudiaf et le premier ministre ne viennent s'y recueillir pour la fête de l'Aïd. En mai dernier, c'était un tribunal militaire qui condamnait à mort deux sous-officiers d'active pour leur participation à l'attaque menée contre l'Amirauté, à Alger. Plus récemment, enfin, le ministre de l'Intérieur, M. Larbi Belkheir, lui-même ancien général, devait démentir les rumeurs de « défections massives » qui auraient touché la troupe, tout en étant obligé de reconnaître, pour la première fois, qu'un « petit groupe » de militaires, désormais « neutralisés », avaient bien pris la maquis dans la région de Lakhadria, à 70 kilomètres à l'est d'Alger.

Au dire de plusieurs spécialistes, l'épidémie est donc bien plus sérieuse que ne le reconnaissent les services officiels, provoquant de réelles inquiétudes parmi nombre de responsables anciens ou actuels. « Dans ce pays, estimait, avant l'assassinat de Mohamed Boudiaf, M. Cherif Belkacem, l'un des plus importants ministres du président Boumedienne, l'unité de l'armée a toujours été la garantie de la pérennité du pouvoir. Or le risque de son éclatement n'a jamais été aussi grand. » Ce sombre pronostic revient à douter des moyens politiques dont disposerait une hiérarchie militaire qui se laisserait tenter par un durcissement du régime.

Pour autant, une solution d'ouverture politique en direction des islamistes ne paraît guère plus envisageable. Il faudrait pour cela que ceux qui ont encore en charge les affaires de l'Etat acceptent, hypothèse bien improbable dans les circonstances actuelles, de changer leur fusil d'épaule, quitte à payer ce revirement de leur départ du pouvoir.

A qui pourraient-ils même céder la place alors que les derniers mois ont montré le peu d'emprise qu'ont sur les événements les quelques partis qui prônent une politique de réconciliation nationale, ainsi que la vanité qu'il y a à construire, ex nihilo, ce « Rassemblement patriotique national » que le président Boudiaf appelait de ses vœux pour redistribuer les cartes?

Surtout, les islamistes seraient-ils disposés, aujourd'hui, à accepter une hypothétique politique de la main tendue? Ce qui semblait encore possible en janvier dernier, au lendemain de la démission du président Chadli, paraît désormais bien incertain. C'est tout le tragique paradoxe d'une situation lourde de menaces : malgré sa dissolution, ses emprisonnés et ses morts, le parti de M. Madani tient toujours dans ses mains le destin de l'Algérie.

GEORGES MARION

PROCHE-ORIENT

IRAK : l'arsenal militaire avant la guerre du Golfe

M. Bush affirme que les Etats-Unis n'ont pas aidé Bagdad à se doter d'armement

Les quatre cents « bérêts bleus » et quelque sept cents fonctionnaires de l'ONU chargés de l'aide humanitaire aux populations irakiennes ont entamé, mercredi 1^{er} juillet, leur deuxième année d'activité en Irak, alors que les négociations pour le renouvellement de l'accord régissant leur présence dans ce pays - et venu à expiration mardi - n'ont pas encore abouti. Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, s'attend néanmoins à « une réponse positive » à ce sujet de la part des autorités irakiennes. Par ailleurs, dans un entretien à la chaîne de télévision CBS, le président George Bush a démenti que son administration ait aidé l'Irak à se doter d'armes de destruction massive.

NEW-YORK

de notre correspondant

Répondant à « ces révisionnistes qui étaient contre nous lors de l'opération « Tempête du désert » et qui tentent maintenant d'apparaître sous un jour favorable à l'approche des élections », M. Bush a accusé ses rivaux politiques de répandre « de fausses

accusations ». « Nous ne sommes pas allés renforcer les capacités nucléaires, biologiques ou chimiques irakiennes. Nous n'avons pas fait cela. Vous répétez ce qui est faux », a répondu M. Bush au présentateur.

Ce dernier l'interrogeait sur les garanties de crédit accordées à l'Irak pour l'achat de denrées agricoles et dont le produit avait été détourné par Bagdad pour financer notamment son programme nucléaire, selon le témoignage fourni la semaine dernière devant la commission judiciaire de la Chambre des représentants par M. Frank Lemay. Ce haut fonctionnaire du département d'Etat avait indiqué aux parlementaires qu'il avait informé ses supérieurs de ses constatations. En vain.

Plusieurs commissions du Congrès ont entrepris une enquête pour déterminer si les administrations Reagan, puis Bush, ont volontairement ignoré la menace que constituait le développement du complexe militaro-industriel irakien, réalisé en partie grâce aux quelque 5,3 milliards de dollars de garanties d'emprunts (sur lesquelles 1,3 milliard n'ont pas été remboursés), obtenues des Etats-Unis par le président Saddam Hussein entre 1983 et 1990.

Washington avait justifié cette aide comme étant le seul moyen de contrer la montée en puissance de l'Irak.

SERGE MARTI

150-11-11

سكنا على الامم

AFRIQUE

La fin du sommet de Dakar

L'OUA diffère l'adoption du projet sur « un mécanisme de prévention et de règlement des conflits »

Au cours du vingt-huitième sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui s'est clos mercredi 1^{er} juillet à Dakar, les chefs d'Etat africains ont appelé le Conseil de sécurité des Nations unies à se réunir sur le thème de la violence en Afrique du Sud et ont pris leurs distances à l'égard du gouvernement de Pretoria. Le projet de création d'un organisme pour la prévention et le règlement des conflits (le Monde du 30 juin) a été longuement débattu, mais aucune décision n'a été prise.

DAKAR

de notre envoyé spécial

L'OUA a l'utilité d'une cour de village où tout se négocie et où tout se règle par la palabre», annonçait la brochure officielle préparée par le pays hôte, le Sénégal. Il fallut effectivement de longues palabres pour que les vingt-sept chefs d'Etat fassent leur idée, chère au secrétaire général de l'Organisation, de créer « un mécanisme de prévention, de gestion et de règlement des conflits en Afrique ».

Un mécanisme pourtant guère contraignant. M. Salim Ahmed Salim, qui a créé une division administrative chargée des conflits au secrétariat général, souhaite simplement que cette division soit prise en charge, au niveau politique, par le bureau du sommet (composé du président et des vice-présidents). La constitution d'une force chargée du maintien de la paix, à partir d'unités qui resteraient au sein des armées nationales, sous-tend le projet. Mais il n'en fut pas question à Dakar, le principe même de la création du mécanisme fut finalement adopté, mais seulement du bout des lèvres : le secrétaire général a été chargé d'entreprendre une étude approfondie de la question, laquelle ne fera l'objet d'une décision que dans un an, lors du prochain sommet.

Autocrates contre « progressistes »

La « cour de village », que constituent les chefs d'Etat africains, est de plus en plus composite. Pour preuve, la dichotomie entre les détracteurs du projet – soucieux avant tout de régler sans ingérence leurs conflits internes – et les « progressistes ». A classer dans cette catégorie : le chef de la délégation togolaise, M. Aboudou Touré Cheika, ministre des affaires étrangères, pour lequel « l'instauration d'une vraie démocratie pluraliste est finalement le meilleur moyen de prévenir les conflits. S'il est donné à chaque catégorie sociale de la population de participer librement au débat national et à la gestion démocratique des affaires nationales, le recours à la force devient inutile », notait-il, au grand dam des autocrates.

L'un des plus récents membres de la « cour » fut encore plus direct. Dans un discours remarqué, le nouveau président – élu de la Zambie, M. Frédéric Chiluba, a souligné qu'« il y a quelque chose qui ne va pas sur le continent » (...), sinon comment peut-on expliquer la misère et la destruction qui ont pris place et qui continuent de prendre place en

Afrique ? ». Et d'ajouter : « Nous avons glorifié nos gouvernements, nos partis politiques, nos drapeaux nationaux, l'Etat, mais balayé la seule garantie pour une nation de réaliser pleinement son potentiel : les droits de l'homme et les libertés ».

Plus d'un des chefs d'Etat présents a pu se sentir interpellé par ce discours. C'est le cas du président malgache, M. Didier Ratsiraka, s'il n'avait disparu juste après l'ouverture du sommet, conformément à l'arrangement négocié avec le premier vice-premier ministre de l'île, M. Francisque Ravony. M. Ratsiraka, qui a perdu ses prérogatives de chef de l'Etat tout en gardant le titre, a en effet tenu à venir rencontrer ses anciens collègues à Dakar, alors que le gouvernement malgache avait dépeché M. Ravony. Il fallut trouver une Cadillac supplémentaire et rajouter un fauteuil pour le président, en mal de « crédibilité vis-à-vis des autres chefs d'Etat », selon le chef de la délégation malgache officielle.

« Précipitation indécente »

M. Sassou N'Gessou, qui vit au Congo la même situation précaire que M. Ratsiraka, avait fait, lui aussi, le voyage. Le général togolais Gnassingbé Eyadéma, touché également par le syndrome de la Conférence nationale fatale aux chefs d'Etat, y avait en revanche renoncé. C'est d'ailleurs à Lomé que devait initialement se tenir ce vingt-huitième sommet, avant que la situation intérieure au Togo n'oblige à un transfert à Dakar. Ce qui vaut au président sénégalais, Abdou Diouf, la présidence de l'OUA pour un an, avant que ses homologues égyptien, puis tunisien, ne prennent le relais (le Monde du 29 juin). Le ministre égyptien des affaires étrangères eut, par ailleurs, à s'en expliquer devant l'Assemblée réunie à huis clos.

Sans être nommés, le Nigeria, le Sénégal et le Maroc (même s'il n'est pas membre de l'OUA) étaient également dans la ligne de mire, du fait de leurs contacts avec le gouvernement de Pretoria. Alors que la course semblait engagée entre pays africains, soucieux d'être parmi les premiers à nouer des relations avec l'Afrique du Sud, le massacre de Boipatong – qui a entraîné la suspension du dialogue entre l'ANC et le pouvoir – a obligé les uns et les autres à freiner leurs ardeurs.

Collectivement du moins, engagement est pris d'attendre et de voir. « Il nous faut rester vigilants », a répété le président Abdou Diouf, pour lequel ce sommet de Dakar fut « celui de la fidélité à des principes ».

MARIE-PIERRE SUBTIL

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : l'ANC et les Jeux olympiques de Barcelone. – Les athlètes sud-africains pourront revenir sur la scène olympique, dont ils étaient exclus depuis 1960, mais ils devront s'y faire le porte-parole de la « paix et de la démocratie » en Afrique du Sud, a annoncé, mercredi 1^{er} juillet, à Johannesburg, le Congrès national africain (ANC), donnant ainsi un feu vert conditionnel pour une participation aux Jeux olympiques de Barcelone. – (AFP.)

BURKINA : des militaires en expédition punitive. – Des militaires, « armés de carabines et de chaînes », ont mené, la semaine dernière, une expédition punitive contre les habitants de Fada-N'Gourma, à 200 kilomètres d'Ouagadougou, blessant quatre-vingt-trois personnes, a indiqué, mercredi 1^{er} juillet, le Mouvement burkinabé des droits de l'homme et des peuples (MBDPH). Cette opération aurait été menée en représail

saillies après une altercation entre un militaire et un civil. – (AFP.)

MAURITANIE : arrestation de maoïstes touaregs. – Plus d'une dizaine de maoïstes du Front islamique arabe de l'Azawad (FIAA, mouvement d'origine malienne) ont été arrêtés, cette semaine, à Nouakchott, a-t-on appris, mercredi 1^{er} juillet, de source informée. Parmi eux figure, selon l'ordre national des avocats mauritaniens, M. Malainine Ould Bady, secrétaire général du FIAA, qui fut l'un des artisans du « pacte national » signé le 11 avril avec le gouvernement malien. – (AFP.)

TCHAD : libération de prisonniers. – Soixante-deux maoïstes du Mouvement pour la démocratie et le développement (MDP) ont été relâchés, mercredi 1^{er} juillet, a annoncé la radio nationale. Ces prisonniers avaient été arrêtés lors des combats de décembre 1991, dans la région du lac Tchad. – (AFP.)

AMÉRIQUES

SALVADOR

L'« adieu aux armes » des guérilleros

SAN-JOSÉ (Costa Rica)
de notre correspondant

Contrastant avec la Colombie, où les négociations entre le gouvernement et la guérilla sont de nouveau dans l'impasse, le Salvador a fait un pas décisif vers la consolidation de la paix avec la démobilisation, mardi 30 juin, d'un premier contingent de rebelles. Quelque 20 % des effectifs du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN), soit 1 681 combattants sur un total d'environ 8 000, ont remis leurs armes au cours de cérémonies organisées simultanément dans plusieurs régions du pays, en présence des observateurs de la mission des Nations unies pour le Salvador, l'ONUSAL.

Cet « adieu aux armes », selon l'expression utilisée sur les ondes de Radio-Venceremos, la station des rebelles désormais installée en plein cœur de la capitale, aurait dû

commencer le 1^{er} mai, conformément au calendrier établi lors de la signature des accords de paix le 16 janvier à Mexico. Des divergences sur l'interprétation des textes et la méfiance entre les deux parties – bien compréhensibles après douze années de guerre civile – avaient retardé jusqu'à la semaine dernière le regroupement des forces du FMLN dans quinze campements et la concentration des troupes de l'armée sur 62 positions (le Monde du 6 mai).

Le désarmement des guérilleros se poursuivra au rythme de 20 % des effectifs par mois jusqu'à la démobilisation totale du FMLN le 31 octobre. Les armes entreposées dans des conteneurs (fusils d'assaut américains M-16, kalachnikovs soviétiques, lance-roquettes, pièces d'artillerie) resteront sous la surveillance des insurgés et des représentants de l'ONUSAL. Elles seront détruites entre le 15 et le 31 octobre pour

être « transformées en monuments dédiés à la paix », selon le FMLN.

Les effectifs de l'armée réduits de 50 %

En contrepartie, les autorités ont promis de réduire de 50 % les effectifs de la police nationale – la police fiscale et la garde nationale – que le président Alfredo Cristiani avait tenté de réintégrer dans un nouveau corps. Le FMLN avait estimé qu'il s'agissait d'une « violation flagrante » des accords de Mexico. Au cours des prochains mois, les effectifs de l'armée seront réduits de 50 %, de 83 000 hommes à 31 000. Les cinq bataillons de lutte contre-insurrectionnels devront être dissous au rythme d'un par mois à partir du 15 juillet. Les rebelles démobilisés auront le choix entre trois options : poursuivre leur activité politique dans le cadre d'un parti que le FMLN s'apprête à créer ; retourner à l'agriculture, d'où viennent la plu-

part d'entre eux ; passer les épreuves pour devenir membres de la nouvelle police nationale civile.

Dans une allocution prononcée à Perquin (200 kilomètres au sud-est de la capitale), qui fut longtemps un bastion de la guérilla, le principal dirigeant du FMLN, le « commandant » Joaquín Villalobos, s'est félicité de voir le Salvador se diriger enfin vers une « vraie démocratie ». Il a cependant tenu à rappeler qu'il y avait « encore beaucoup à faire pour permettre la réinsertion des combattants dans la société, en particulier par la distribution de terres ». En guise d'avertissement aux secteurs minoritaires d'extrême droite qui continuent de s'opposer aux accords, il a souligné que les rebelles encore en armes représentaient une « garantie » jusqu'à la fin du processus en cours.

BERTRAND DE LA GRANGE

ÉTATS-UNIS : selon une commission d'enquête

M. Bush n'a pas intrigué pour retarder la libération des otages américains de Téhéran en 1980

M. George Bush, alors candidat à la vice-présidence, n'a pas participé à une réunion qui se serait tenue à Paris en octobre 1980 entre des membres de l'équipe de campagne de M. Reagan et des représentants iraniens pour retarder la libération des otages de l'ambassade américaine de Téhéran, selon une commission d'enquête de la Chambre des représentants.

Mais le président de la commission, M. Les Hamilton, un démocrate de l'Indiana, a souligné que l'enquête se poursuivait pour déter-

miner si l'équipe de campagne de M. Ronald Reagan avait conspiré avec l'Iran pour retarder la libération des otages afin de compromettre la réélection du président Jimmy Carter.

« Toutes les preuves crédibles conduisent à la conclusion que le M. Bush était aux Etats-Unis, entre le 18 et le 22 octobre 1980 et qu'il n'a assisté à aucune réunion secrète à Paris », a déclaré mercredi 2 juillet M. Hamilton au cours d'une conférence de presse. La commission a été mise en place en février pour enquêter sur cette affaire.

Les cinquante-deux otages de l'ambassade américaine de Téhéran avaient été libérés le 20 janvier 1981, quelques minutes après que M. Reagan eut prêté serment. Très peu de temps après, l'Iran avait commencé à recevoir des armes en provenance d'Israël. Ces faits avaient suscité des interrogations sur un éventuel accord entre l'équipe de M. Reagan et l'Iran, aux termes duquel l'Iran se serait engagé à libérer les otages pour favoriser les chances électorales de M. Reagan. – (AFP, Reuters.)

DIPLOMATIE

Le coup d'envoi de la présidence britannique de la Communauté

M. Major et M. Delors affirment vouloir travailler « côte à côte »

Le premier ministre britannique, M. John Major, et le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, ont donné, mercredi 1^{er} juillet, à Londres, le coup d'envoi de la présidence britannique de la CEE. Ils ont affirmé leur intention de travailler « côte à côte ». Au cours de leur conférence de presse conjointe, a été dressée la liste des principaux sujets qui seront à l'ordre du jour des six prochains mois communitaires : mise en place du marché unique, financement futur de la CEE, préparation des négociations en vue de l'élargissement, suite du processus de ratification du traité de Maastricht, et définition du principe de subsidiarité limitant les pouvoirs de Bruxelles.

M. Major a affirmé son souhait que le concept de « subsidiarité » (qui veut que le communautaire n'intervienne que là où les Etats ne peuvent le faire avec plus d'efficacité) soit défini avec précision. M. Delors a ajouté qu'il n'était pas toujours très simple de « trouver la limite entre ce qui est mieux fait à un niveau communautaire et à un niveau national ».

Les Danois soulagés

D'autre part, M. Major a rejeté à nouveau l'idée d'une mise en quarantaine du Danemark. Il a affirmé que ce pays prendrait bien le relais de la Grande-Bretagne pour la présidence de la CEE, le 1^{er} janvier 1993. En revanche, il n'a pas exclu que le Parlement britannique ne puisse pas ratifier le traité de Maastricht avant la date-butoir de la fin de l'année 1992. Dans un entretien au Figaro, publié jeudi 2 juillet, le ministre britannique des affaires étrangères, M. Douglas Hurd, a précisé pour sa part que, si le Danemark maintenait

son « non », le traité de Maastricht ne pourrait pas entrer en vigueur : « Autant dire que la responsabilité du Danemark est considérable ».

Le gouvernement de Copenhague a enregistré, non sans un certain soulagement, la prise de position britannique sur la prochaine présidence semestrielle de la CEE, rapporte notre correspondant à Copenhague, Camille Olsen. Après les résultats du référendum négatif du 2 juin dernier, les autorités danoises craignaient de voir cette présidence tourner à leur échec.

Les optimistes du royaume de Margrethe II voient dans cette mesure « conservatoire » un bon signe, et ce d'autant plus qu'avant même le déroulement du référendum le bruit avait couru que M. Delors et son équipe envisageaient – même si les accords de Maastricht étaient ratifiés sans aucune difficulté – de priver les « petits pays » membres, après un éventuel élargissement, de la possibilité d'accueillir chez eux les sommets de la CEE aussi régulièrement que les « grandes nations ». Le président de la Commission européenne avait, quant à lui, démenti ces « rumeurs », qui auraient eu une certaine influence sur le « non » danois.

L'Assemblée du Conseil de l'Europe souhaite la création d'un tribunal pour juger les crimes de guerre. – Réunie en session d'été à Budapest, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (l'« Europe des 27 ») s'est prononcée, mercredi 1^{er} juillet, pour la création d'un tribunal international permanent pour juger les crimes de guerre, crimes contre la paix et crimes contre l'humanité, y compris le crime de génocide. Cette juridiction pourrait être saisie par tout Etat ou organisation internationale ou nongouvernementale. – (AFP.)

Le Monde

HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

Chaque samedi - date dimanche-lundi

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

sans visa

Le charme, la qualité, l'accueil, les prix
4000 adresses commentées

LE GUIDE DU ROUTARD
HOTELS, RESTOS
de FRANCE



Les étapes buissonnières

HUGO BOSS

SOLDES

à partir du
30 juin 1992

2. Place des Victoires

75008 Paris

BOSS

HUGO BOSS

EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE : un mois après les élections législatives

Le président Havel a formé un gouvernement fédéral de transition

Le président tchèque Vaclav Havel a annoncé, mercredi 1^{er} juillet à Bratislava, où il effectuait sa première visite depuis les élections législatives des 5 et 6 juin, la formation du nouveau gouvernement fédéral. Il est composé de dix membres, sept de moins que dans le précédent, désignés paritairemment par le Parti démocrate civique (ODS) de M. Vaclav Klaus et le mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) de M. Vladimir Meciar.

PRAGUE

correspondance

Le mandat du gouvernement dirigé par M. Jan Strasky (ODS) doit venir à échéance le 30 septembre, date à laquelle devra être décidée la partition éventuelle de la Tchécoslovaquie en deux États indépendants, selon les termes de l'accord politique passé entre les partis aux commandes dans les deux Républiques. M. Strasky (cinquante

et ans), économiste libéral proche de M. Klaus, était premier vice-premier ministre chargé de la réforme économique dans le gouvernement tchèque sortant. Il sera secondé par un représentant du HZDS, M. Rudolf Filkus, qui devient premier vice-premier ministre de ce gouvernement de transition chargé de la réforme économique. M. Filkus, économiste plus libéral que ses collègues du HZDS de tendance social-démocrate, était ministre de l'économie dans le premier gouvernement de M. Meciar, de juin 1990 à avril 1991.

Les ministères des affaires étrangères et de la défense, postes qui ont été l'objet de tractations serrées en raison des conditions posées par M. Havel, chef des armées et inspirateur de la politique extérieure du pays, ont été attribués à des candidats du premier ministre slovaque. Le chef de la diplomatie tchécoslovaque, actuel président de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), sera M. Jozef Moravcik, un juriste de quarante-sept ans, membre du conseil législatif du gouvernement fédéral sortant. Le ministre de la

défense sera le général Imrich Andrejak, ex-commandant de la région militaire Est (Slovaquie sous le régime communiste) et vice-ministre de la défense dans le gouvernement sortant. Le président Havel, qui aurait préféré un civil à ce poste, a toutefois affirmé, lors d'une conférence de presse donnée à l'issue de ses entretiens avec MM. Klaus et Meciar à Bratislava, qu'il « fera un bon ministre ».

Le chef de l'Etat « satisfait »

Le HZDS a reçu encore deux autres portefeuilles : celui de vice-premier ministre chargé des questions législatives revient à l'académicien Milan Ciz (soixante ans), ex-ministre communiste de la justice et premier ministre slovaque de janvier à juin 1990. Le ministère de l'économie a été confié à M. Jaroslav Kubecka, vice-ministre de l'économie du gouvernement slovaque sortant.

Les deux derniers postes de vice-premier ministre sont revenus à M. Miroslav Macok (ODS, quarante ans), chargé de la liquidation du

ministère fédéral des affaires sociales et du travail ainsi que de la commission pour l'environnement, et à M. Antonin Baudys (quarante-six ans), président de l'union chrétienne-démocrate (KDU), allié de l'ODS, qui devra préparer la dissolution des ministères des postes et des transports. Les ministères de l'intérieur et des finances seront également entre les mains de la droite tchèque, avec à leur tête M. Petr Cernak (trente-neuf ans, vice-président de l'ODS) et M. Jan Klak, adjoint de M. Klaus aux finances dans le gouvernement sortant.

M. Havel s'est déclaré « satisfait » de ce gouvernement dont il attend qu'il « remplisse toutes ses fonctions constitutionnelles » et a refusé de le considérer comme de « second ordre ». Selon les premières réactions politiques à l'annonce de la composition de ce gouvernement, on estime, au contraire, que ce cabinet fédéral jouera un rôle moins important que les gouvernements slovaque, formé la semaine dernière, et tchèque, dont la nomination était attendue jeudi, dirigés respectivement par MM. Meciar et Klaus.

MARTIN PLICHTA

Stabiliser le monde post-communiste

Suite de la première page

« Ce n'est pas à moi de dire si je tiens au pouvoir comme-pardonnez-moi, cette expression tchèque-la merde à la chemise. Mais je peux dire que je ne succombe pas aux tentations du pouvoir. Exercer le pouvoir procure certains avantages, mais, à mes yeux, bien plus d'inconvénients. En acceptant cette fonction, j'y voyais en quelque sorte la poursuite de ma dissidence au service de la société. Vivre toute la journée entouré de gardes du corps sauf dans sa salle de bains, ce n'est pas vraiment un plaisir magnifique. D'autant que j'ai déjà vécu ça quand j'étais dissident. Garder la source et la cravate, devoir répondre aux questions des journalistes, tout cela n'est pas spécialement gratifiant.

« Vous êtes, semble-t-il, l'un des rares hommes politiques tchèques à comprendre les aspirations des Slovaques. Pourquoi, dans ces conditions, refusez-vous leur souhait d'une Confédération ?

« Il nous faut décider si l'on veut un Etat commun fédéral avec toutes ses institutions, ou bien deux États souverains, qui peuvent négocier entre eux un lien confédéral sur une base contractuelle. Mais les deux choses sont différentes. On ne peut pas les mélanger. Le problème n'est pas l'opposition entre mon point de vue et celui des Slovaques. Le problème, c'est que j'aimerais bien qu'on y voie clair. Or, certains partis slovaques avancent des idées confuses.

« Exemple : ils voudraient que la Slovaquie soit un sujet de droit international à part entière, qu'elle mène sa propre diplomatie. En même temps, ils souhaiteraient que la défense relève du pouvoir fédéral. Pour moi, c'est inacceptable. La défense et la politique étrangère, c'est la même chose. Imaginez-vous deux États avec deux politiques étrangères et une défense ? Et je pourrais citer d'autres exemples.

« Mais n'assiste-t-on pas déjà à la mise en place de structures confédérales ?

« C'est vrai, à première vue, le danger existe que les deux Républiques amorcent leur existence indépendante et qu'enfin le processus se fige dans un état hybride. Cela me paraît très dangereux car cela créerait des difficultés sans fin. On se retrouverait avec un Etat commun qui aurait deux monnaies, deux banques centrales, deux systèmes fiscaux, et pas de douane.

« Vous êtes pourtant favorable à l'autodétermination des Slovaques. Accepteriez-vous qu'ils exercent seuls ce droit par référendum ?

« Oui, bien sûr. Mais vous devriez poser aussi la question aux députés slovaques.

« Un danger pour l'Occident »

« N'avez-vous pas contribué à aggraver vos relations avec le dirigeant slovaque, Vladimir Meciar en lançant avant le scrutin du 5 juin de sévères mises en garde aux électeurs ?

« Je crois que l'aversion de M. Meciar à mon égard a des causes plus profondes. Mais je ne pense pas avoir commis d'erreur, car j'ai pour habitude de dire ce que je pense. Ce n'est pas parce que je suis au-dessus des partis que je suis un rouge sans âme et sans opinion.

« Je ne me suis identifié à aucun parti. Je n'ai pas donné de consignes de vote, mais je crois en certaines valeurs et je le dis, qu'il y ait campagne électorale ou pas.

« Certaines déclarations de M. Meciar ont choqué les Tchèques. Par exemple, la menace de supprimer les émissions fédérales. Cela vous inquiète-t-il aussi ?

« Oui, cela m'inquiète vraiment. Tant que la Fédération existe, la télévision fédérale doit exister. On l'a vu en Yougoslavie, la suppression des chaînes de télévision communes a précédé les événements dramatiques. De même, cela m'inquiète que le parti vainqueur des élections en Slovaquie s'estime en droit d'influer sur la nomination du président de la Cour suprême.

« Avant l'éclatement de la Yougoslavie, l'Europe comptait trente-trois Etats pour une cinquantaine de peuples. Certains de ceux-ci veulent s'émanciper. Comment jugez-vous ce processus ?

« Je ne suis pas l'ami de l'Etat-nation. Je ne suis pas non plus partisan d'un Etat qui se définit par l'idéologie ou par la religion, car il met au-dessus de tout le reste une seule dimension humaine. Chacun de nous est membre d'une nation, des convictions religieuses, politiques. Mais lorsqu'une de ces dimensions est érigée en principe d'Etat, c'est la

démocratie qui est menacée. Quant à la désintégration de l'Europe, je l'avais prévue, notamment en Union soviétique, lors d'un voyage que j'avais effectué à travers plusieurs de ses Républiques, il y a vingt-sept ou vingt-huit ans. J'avais réalisé clairement qu'il s'agissait du dernier empire colonial, qui, tôt ou tard, devrait s'effondrer, qu'il ne pouvait échapper au processus général de libération des nations. Il est vrai que ce processus d'émancipation a revêtu un caractère beaucoup plus dramatique que prévu. Il a surpris le monde entier et d'abord les démocraties d'Europe occidentale.



« C'est une espèce de défi qui leur est lancé. L'Occident doit combattre les dangers d'une telle situation, et surtout prendre des initiatives pour contribuer à la stabilité du monde post-communiste, et lui permettre de s'insérer dans la communauté démocratique. Ces nations ont un retard historique. Il faut les aider à le rattraper le plus vite possible. Il ne faut pas se contenter de les observer de loin en attendant la suite des événements. Cela représenterait même un danger pour l'Occident, car il s'agit d'un processus infectueux.

« Actuellement, l'Europe est surprise par les événements de Tchécoslovaquie. Certains craignent qu'il n'y ait là les germes d'une nouvelle Yougoslavie, d'un nouveau Karabakh. Mais nous avons ici des traditions différentes. Si vous ne permettez une comparaison dans un domaine qui m'est cher - le théâtre, ce qui, ailleurs, en Russie, dans les Balkans, prend la forme d'une tragédie antique, chez nous relève plutôt du théâtre de l'absurde, d'une comédie de boulevard, voire d'une farce. Ce qui est tout de même mieux.

« Vos amis anciens dissidents viennent d'essuyer un échec électoral cuisant. Le temps des intellectuels en politique est-il révolu ?

« En effet, on dit beaucoup chez nous que c'est la fin des dissidents, qu'ils vont tomber dans les oubliettes de l'Histoire. Je ne suis pas du tout sûr, je me demande même si ce n'est pas maintenant qu'ils vont jouer leur rôle. Plus tard, j'écouterai longuement pourquoi je le crois.

« Tout de même, cela ne vous agace-t-il pas que ceux qui réussissent en politique minimisent le rôle historique des dissidents ?

« Je le prends comme ça vient. La vie m'a appris à n'être surpris de rien ni à me laisser déprimer par ce genre de choses.

« Après les récentes bavures à propos de l'épuration des collaborateurs de l'ancien régime, pensez-vous encore possible de régler ce problème de manière juste ?

« Tout espoir n'est pas perdu d'avoir une approche un peu plus noble, plus civilisée de ce problème. Je vais vous raconter une histoire : j'ai reçu récemment une lettre d'une jeune femme médecin qui me montrait le drame de sa mère. Celle-ci, dans les années 50, alors qu'elle était enceinte, avait été soumise à un chantage de la part de la StB (la police politique communiste), qui la força à signer un engagement de collaboration. Il y a quelques semaines, cette femme a découvert son nom sur une liste des prétendus collaborateurs depuis 1948, publiée par un journal qui se vendait dans le métro. Elle a voulu se suicider. Il se trouve que dans l'émission que je fais chaque dimanche à la radio j'ai condamné cette publication et j'ai dénoncé les dangers de telles pratiques. Après m'avoir entendu, elle a changé d'avis et a renoncé à se tuer. Dans la lettre qu'elle m'envoie, sa fille me remercie d'avoir sauvé la vie de cette dame. Cette histoire - il est vrai microscopique - illustre bien le caractère dangereux et immoral de ces méthodes. Elle montre aussi qu'il est toujours possible et utile de faire front.

Propos recueillis par SYLVIE KAUFMANN et JEAN-PIERRE LANGELLIER

BOSNIE-HERZÉGOVINE : alors que l'aide humanitaire commence à être distribuée dans Sarajevo

Le président Bush est réticent à l'envoi de soldats américains

Le président George Bush, tout en se déclarant « épouvanté » par la situation à Sarajevo, a clairement exprimé, mercredi 1^{er} juillet, une très grande réticence à utiliser des forces américaines dans l'ex-Yougoslavie en année électorale américaine. Rappelant que les Etats-Unis disposaient actuellement de deux groupes navals croisant en Méditerranée et dans l'Adriatique, le président Bush a

indiqué qu'il « n'envisageait pas pour le moment » d'utiliser ces forces et a exprimé l'espoir que la situation puisse s'améliorer « sans que les forces américaines aient à intervenir ». Ces propos interviennent, rapporte notre correspondant à New York Serge Marti, après l'annonce mardi par le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, que les Etats-Unis se contenteraient de fournir, sous les

auspices des Nations unies, un appui aérien et naval pour protéger l'acheminement des convois humanitaires vers Sarajevo. De son côté, le secrétaire d'Etat, M. James Baker, a indiqué, le 1^{er} juillet, que deux avions militaires C-130 avaient été mis à la disposition de l'ONU, à la demande de celle-ci, pour transporter les vivres destinés à la Bosnie-Herzégovine.

Les déclarations américaines ont été sévèrement critiquées à Belgrade. Même si le Pentagone a souligné qu'aucun soldat ne serait déployé en Yougoslavie, l'agence officielle Tanjug estime qu'il est probable que Washington attend l'occasion d'intervenir et que « ce n'est un secret pour personne que les Américains veulent la chute du gouvernement serbe ». En revanche, il semble que le gouvernement de Belgrade cherche à apaiser ses relations avec Washington avec la nomination, mercredi, de M. Milan Panic au poste de premier ministre de la Yougoslavie, désormais réduite à la

Serbie et au Monténégro. M. Panic, un homme d'affaires californien possédant la double nationalité américaine et yougoslave, aurait, selon certaines sources gouvernementales, repoussé une première offre à la mi-juin en attendant que les autorités américaines l'assurent qu'il pourrait conserver sa double nationalité.

80 000 manifestants à Belgrade

Quatre pays de la CEE (la Grèce, l'Italie, l'Espagne et la Grande-Bretagne) ont par ailleurs proposé de nouveaux avions pour participer au pont aérien de la Communauté européenne entre la capitale croate, Zagreb, et Sarajevo, a annoncé, mercredi, un porte-parole de la Commission européenne. Pour le moment, six avions (cinq français et un britannique) sont prévus pour participer au pont aérien en faveur des habitants de la capitale bosniaque, qui commencent jeudi à les conditions d'accès à l'aéroport le permettent.

A Sarajevo même, une trentaine de tonnes d'aide humanitaire française, la première à être parvenue dans la ville par avion, ont commencé à être distribuées mercredi à la population, assiégée depuis près de trois mois. Les vivres ont été acheminés par camion de l'aéroport à quatre entrepôts répartis dans le centre-ville et confiés aux associations caritatives locales. Il s'agit encore de quantités modestes, puisque les besoins de base quotidiens des 400 000 habitants sont évalués à environ 250 tonnes par jour.

Le premier convoi canadien de mille « casques bleus » de l'ONU est arrivé jeudi matin à Sarajevo pour assurer la sécurité de l'aéroport, après avoir été retardé en raison de petits accrochages au nord de la ville. Les premiers éléments d'un régiment d'infanterie de marine déployé par la France ont d'autre part atterri mercredi à Sarajevo pour aider à la mise en place du pont aérien humanitaire. Ces soldats, qui font partie d'une unité qui a activement participé à la guerre du Golfe, vont prêter main forte aux « casques bleus » déjà sur place, dont le travail est sérieusement entravé par les combats entre factions rivales. Leur tâche prioritaire est d'assurer la sécurité du couloir humanitaire reliant l'aéroport à la ville. Malgré ces difficultés, M. Roland Dumas, le ministre français des affaires étrangères, s'est félicité de l'amélioration de la situation, estimant que « le bilan est là » après le voyage du président Mitterrand à Sarajevo.

Le président serbe, M. Slobodan Milosevic, rendu responsable par une grande partie de la communauté internationale pour la détérioration du conflit en Bosnie-Herzégovine, continue de subir la pression de l'opposition à Belgrade. Mercredi soir, environ 80 000 personnes ont défilé dans le centre de la capitale à l'appel du Mouvement démocratique de Serbie (DEPOS), qui manifeste depuis dimanche pour réclamer la démission de M. Milosevic. Un porte-parole du DEPOS a informé la foule qu'il avait décidé de mettre jeter un terme à ce mouvement continu de protestation. (AFP, Reuters, AP)

« HONGRIE : le président de la République refuse de signer le décret de limogeage des présidents de la télévision et de la radio. - Le président de la République, M. Arpad Göncz, a refusé de signer le décret gouvernemental entraînant le limogeage des présidents de la radio et de la télévision, MM. Csaba Gombár et Elemer Hankiss, a annoncé, mercredi 1^{er} juillet, la radio hongroise. Dans une lettre au premier ministre conservateur, M. Jozsef Antall, qui demandait ce limogeage, M. Göncz estime que la personnalité proposée pour succéder à M. Hankiss, à savoir le vice-président de la télévision, M. Gabor Nahlik, ne serait pas en mesure d'assurer l'indépendance de l'information. Depuis plusieurs semaines, le chef de l'Etat hongrois, qui appartient au principal parti de l'opposition libérale, est engagé dans une épreuve de force avec son premier ministre à propos du sort des présidents de l'audiovisuel public (le Monde du 13 juin). - (AFP)

« TURQUIE : guérilla et contre-guérilla. - Après les informations de source officielle turque faisant état du massacre de dix villageois à la sortie d'une mosquée par des membres de la guérilla kurde, (le Monde daté 28-29 juin), le Front de libération nationale du Kurdistan affirme dans un communiqué en date du 29 juin qu'il s'agissait d'une attaque contre « une maison où s'entraînait un groupe de contre-guérilla (...) auteur de nombreux assassinats dans la région ».

« ITALIE : remise en liberté d'un ancien terroriste des Brigades rouges. - Alberto Franceschini, ancien membre des Brigades rouges, âgé de quarante-quatre ans, emprisonné depuis 1974, a été libéré, mercredi 1^{er} juillet, conformément à une décision prise la veille par la cour d'appel de Cagliari, en Sardaigne. Les juges ont suivi la thèse des défenseurs, selon lesquels leur client a renoncé en prison à la « révolution armée ».

UNE GUERRE EN EUROPE



Tout à la fois essai, manuel d'histoire, livre de voyage et analyse des derniers événements, le livre de Paul Garde représente une clé indispensable pour décrypter le déferlement quotidien d'informations contradictoires.

Marc Semo, Libération

Le très utile précis de Paul Garde.

Jacques Julliard, Le Nouvel Observateur

C'est sans doute le livre le plus clair et le plus pédagogique publié sur le drame yougoslave.

Jean-Claude Kiefer, Dernières Nouvelles d'Alsace

FAYARD

150 000 exemplaires

صكنا به الامم

POINT / LES GUERRES EN EUROPE

Nationalismes postcommunistes

L'effondrement du communisme a fait exploser la chape de plomb sous laquelle couvaient depuis des décennies tensions et conflits entre voisins et donné libre cours aux revendications à caractère national. Le Caucase a été le premier à s'embraser : avant même la chute du régime, sous le règne de M. Gorbatchev, Arméniens et Azerbaïdjanais ont commencé dès 1988 à s'affronter au Haut-Karabakh. Quatre ans après, c'est une guerre qui continue dans la région et qui a déjà coûté

la vie à plus de deux mille personnes. Dans l'ex-URSS, deux autres conflits armés tuent quasi quotidiennement : la guerre entre Ossètes et Géorgiens, toujours dans le Caucase, et celle qui met aux prises les forces de la République moldave, limitrophe de la Roumanie, et les séparatistes russophones (essentiellement russes et ukrainiens) de l'est du Dniestr. En Moldavie et en Ossétie, la pression sur la Russie s'accroît, et le président Eltsine y tente des règlements négociés.

En Europe du Sud-Est, c'est la Yougoslavie qui a explosé la première. La Serbie n'a pas toléré la proclamation d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, où la guerre a été déclenchée en 1991. Elle s'est étendue cette année à la Bosnie-Herzégovine et, à moins d'intervention extérieure ou de retournement de la situation à Belgrade, les craintes sont grandes qu'elle n'atteigne aussi le Kosovo et la Macédoine, avec un risque d'embrasement de tous les Balkans.

CROATIE

Un cessez-le-feu illusoire

Le 15 janvier 1992, l'acte de décès de la Yougoslavie, fondée en 1918, était officialisé avec la reconnaissance internationale de la Croatie ainsi que de la Slovénie, qui avaient unilatéralement proclamé leur indépendance le 25 juin 1991. La Serbie, s'appuyant sur l'appareil militaire-communiste de l'ex-fédération, n'avait pas attendu cette date pour mettre tout en œuvre afin de mater ce que Belgrade considérait comme une « rébellion fasciste » des Croates.

Dès juin, arguant d'une mission d'« interposition », l'armée fédérale – l'une des plus puissantes d'Europe centrale – intervenait pour, officiellement, empêcher la poursuite des heurts entre communautés croate et serbe (cette dernière forme quelque 12 % de la population de Croatie). En fait, jamais les militaires « fédéraux » ne s'en sont pris à des Serbes, tandis qu'ils n'ont pas hésité à ouvrir le feu sur les Croates. En août, l'armée, dont l'encadrement était majoritairement serbo-monténégrin, a profité d'un déséquilibre flagrant des forces

pour pousser son avantage et occuper toutes les régions croates à forte minorité ou à majorité serbe (Slavonie et Krajina) afin de les soustraire à l'autorité de Zagreb et, à terme, les réunir à la Serbie. A l'automne, plus d'un tiers de la Croatie était aux mains de l'armée et des irréguliers serbes, qui ont eu recours à des bombardements massifs sur des villes (comme Vukovar, dans l'est de la République, qu'ils ont rasée).

Aujourd'hui, malgré un « cessez-le-feu » resté purement formel et le déploiement de quelque 14 000 « casques bleus », la guerre en Croatie est loin d'être terminée, les Serbes continuant leurs bombardements – notamment sur des objectifs civils – et les Croates ayant juré de reprendre toutes les régions conquises par les Serbes. Zagreb chiffre à près de 4 000 le nombre de personnes tuées depuis près d'un an (dont 1 773 civils). Ce bilan est toutefois largement inférieur à la réalité, les pressions serbes et croates fixant ce bilan à plus de 20 000 morts dans les deux camps.

MOLDAVIE

Roumains contre russophones

La Moldavie soviétique est essentiellement un territoire pris à la Roumanie en 1944 par l'URSS, qui en a donné les franges du nord et du sud à l'Ukraine et qui lui a, par contre, ajouté la zone est du Dniestr, peuplée de Slaves. Profitant de la perestroïka, la Moldavie soviétique proclame sa souveraineté en juin 1990, avec comme unique langue d'Etat le moldave, c'est-à-dire le roumain. Deux mois après, à l'est du Dniestr, la majorité russophone (25 % de Russes et 28 % d'Ukrainiens, contre 40 % de Moldaves) proclame sa propre souveraineté. Au sud, les 150 000 Gagauzes (Turcs christianisés) commencent à s'organiser. Les trois premiers mois du conflit tombent le 2 novembre 1990, à Dubossary (Dniestr), lors d'une intervention de volontaires moldaves.

Après l'échec du putsch d'août 1991 à Moscou, la Moldavie proclame son indépendance, immédiatement reconnue par la Roumanie. La Transnistrie vota alors son indépendance de la Moldavie et sa « garde » russe.

sophone, soutenue par la XIV^e armée soviétique, prend le contrôle de ses « frontières ». En mars 1992, la police moldave est pratiquement boutée hors de Transnistrie, où elle ne reste qu'entendue dans quelques tranchées. Le 17 avril, une commission de conciliation (Russie, Ukraine, Moldavie, Roumanie) décrète un cessez-le-feu, mais, le 19 juin, de très meurtriers combats reprennent à Bendary, seule ville russophone sur la rive ouest du Dniestr.

Réunis à Istanbul le 25 juin, les présidents russe, ukrainien, moldave et roumain conviennent d'un nouveau cessez-le-feu – qui n'est pas respecté – ainsi que de nouvelles négociations sur le statut du Dniestr, auquel les autorités moldaves refusent le droit à la sécession en cas de réunification avec la Roumanie. Mais les russophones, qui ont reçu entre-temps l'appui ouvert de l'Ukraine, réclament aujourd'hui « l'indépendance totale ».

OSSÉTIE

L'imbroglio caucasien

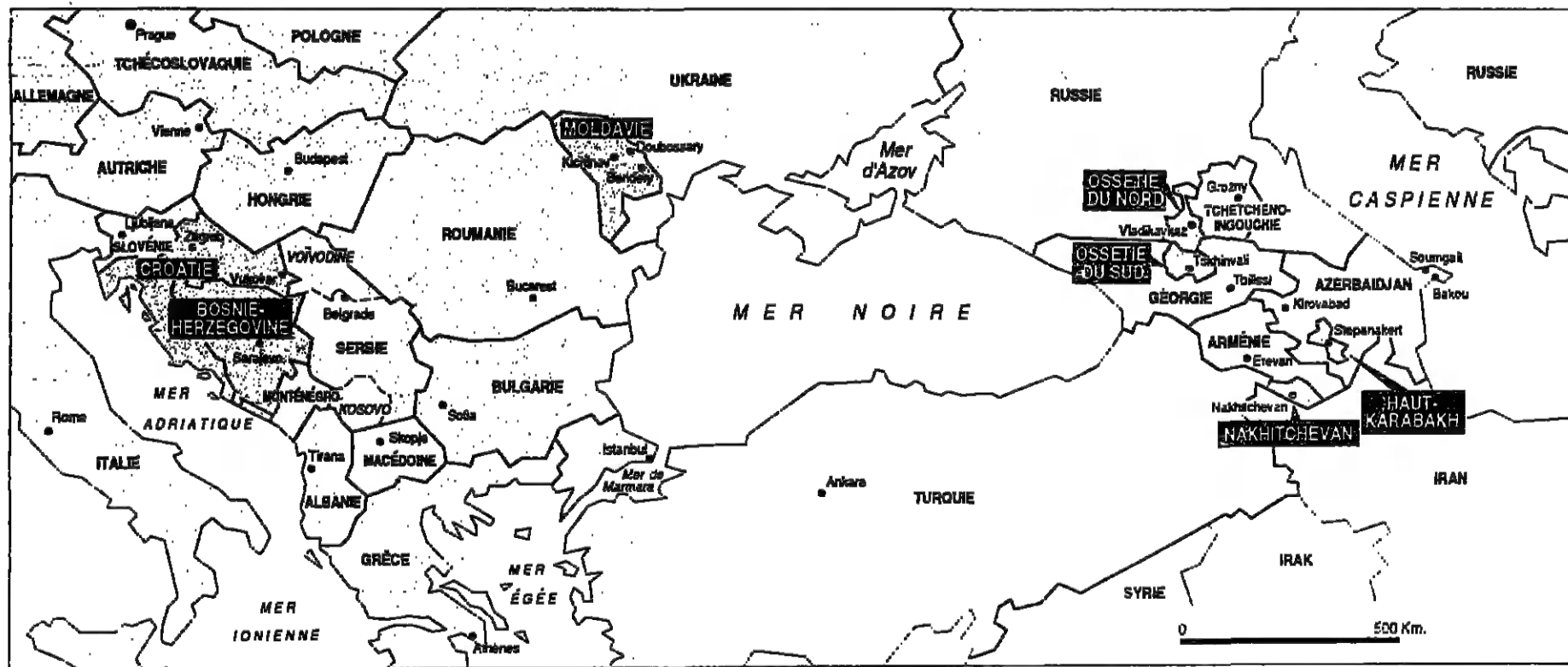
Descendants des Alains et des Scythes de l'Antiquité, partiellement islamisés mais en majorité chrétiens, les Ossètes ont fait alliance avec la Russie dès le dix-huitième siècle. Divisés en Ossétie du Nord (600 000 habitants), intégrée à la Fédération de Russie, et en Ossétie du Sud (100 000 habitants), partie de la Géorgie, ce peuple du Caucase a, dès 1925, demandé son unification, que Staline lui a refusée. Pour récompenser les Ossètes de leur loyauté pendant la seconde guerre mondiale, Staline a agrandi le territoire de l'Ossétie du Nord en 1944 en lui attribuant Vladikavkaz, que les Ingouches, peuple caucasien voisin, considéraient comme leur terre sacrée, ce qui achève de compliquer la situation.

Les difficultés actuelles ont commencé en 1989, quand les Ossètes du Sud se sont insurgés contre la vague montante du nationalisme géorgien. En septembre 1990, ils ont élu leur propre Parlement ; les autorités géorgiennes ont réagi en annulant le statut de « République autonome » dont jouissait l'Ossétie du Sud au sein de la

Géorgie. La proclamation unilatérale d'une « République indépendante » d'Ossétie du Sud, en décembre 1991, a consacré la rupture.

Depuis 1990, la guerre est quasi quotidienne. Du seul côté ossète, les victimes se chiffrent à quelque 700 tués, 1 500 blessés et plus de 100 000 réfugiés en Ossétie du Nord. Tskhinvali, la capitale de l'Ossétie du Sud, est constamment sous le feu des Géorgiens. L'arrivée au pouvoir à Tbilissi de M. Chevardnadze n'a rien arrangé. L'ex-armée soviétique a évacué la zone, n'y laissant qu'une petite garnison, alors que la pression ossète en faveur d'une intervention de la Russie s'accroît.

Le président russe, M. Boris Eltsine, et le numéro un géorgien, M. Edouard Chevardnadze, ont signé le 24 juin un accord jetant les bases d'un cessez-le-feu en Ossétie, où la situation reste extrêmement fragile.



BOSNIE-HERZÉGOVINE

Quarante mille morts ?

Un temps citée comme un exemple de cohabitation pacifique entre diverses communautés ailleurs hostiles, la Bosnie-Herzégovine a finalement connu le sort de la Yougoslavie, dont elle était un concentré : un mélange de peuples vivant imbriqués les uns dans les autres.

Les Musulmans (des Slaves islamisés lors de l'occupation ottomane et représentant près de 44 % de la population) ont, ainsi, vécu pendant des dizaines d'années en bonne intelligence avec Serbes (31,5 %) et Croates (18 %).

Mais, lorsque la Fédération yougoslave a commencé à craquer, la Bosnie a subi les mêmes influences centrifuges, malgré les tentatives désespérées d'une grande partie de la population d'éviter le sort que voulaient lui réserver certains dirigeants nationalistes, au pre-

mier rang desquels les Serbes. Devant la volonté des musulmans (majoritaires au Parlement) d'ériger la Bosnie-Herzégovine en Etat souverain, les Serbes – soutenus, comme en Croatie, par Belgrade et l'armée « fédérale » – ont décidé de faire sécession, refusant de vivre sous ce qu'ils désignent comme un « joug musulman ». Ils ont, pour ce faire, dressé à coups de canons les contours de leurs « régions autonomes », vidant ces zones des populations non serbes.

De leur côté, les Croates (qui bénéficient, dans le sud-ouest et le nord, de régions « homogènes », contrairement aux Serbes et aux Musulmans) ont accepté l'idée d'un Etat bosniaque indépendant à condition qu'il soit découpé en cantons. Tout en menaçant de recourir au partage si cette « cantonisation » ne réussissait pas, les

Croates se sont alliés aux Musulmans contre les Serbes. Précédée de heurts localisés, la guerre a pris son tour le plus violent après le référendum de fin février, par lequel l'écrasante majorité des Musulmans et des Croates s'est prononcée pour l'indépendance. Réclamée par l'Europe et boycottée par les Serbes, la consultation a été considérée par ces derniers comme une véritable déclaration de guerre.

Une guerre accompagnée de massacres et marquée notamment par le dramatique siège de Sarajevo, dont le bilan est difficile à établir, le dernier chiffre cité par les autorités bosniaques étant de quelque 40 000 morts. De plus, des centaines de milliers de personnes ont été jetées sur les routes.

NAKHITCHEVAN

L'enclave

Peuplée au siècle dernier en majorité d'Arméniens, l'enclave du Nakhitchevan, République autonome azerbaïdjanaise depuis 1923, n'en comptait plus un seul en 1989. Un couloir pourrait relier cette enclave à l'Azerbaïdjan, en échange d'une accapitation par Bakou du corridor ouvert par la force entre l'Arménie et le Haut-Karabakh. Mais Erevan n'en veut pas, car cela couperait l'Arménie de sa fenêtre sur l'Iran.

La Turquie se considère garante du statut du Nakhitchevan depuis le traité de Kars signé avec Staline. C'est pourquoi le chef des forces unifiées de la CEI, le maréchal Chapochnikov, a mis en garde, lors de la reprise en mai 1992 des affrontements arméno-azéris autour du Nakhitchevan, contre « les risques de troisième guerre mondiale » partant de cette région, où les mondes turco-islamique et arménio-russo-chrétien sont directement en contact.

HAUT-KARABAKH

Pogroms et exodes croisés

Le conflit qui oppose Azerbaïdjanais et Arméniens pour le contrôle de l'enclave du Haut-Karabakh, « région autonome » rattachée à l'Azerbaïdjan en 1923, a fait, depuis 1988, plus de 2 000 morts, dont le moitié sans doute au cours des seuls six derniers mois. Les 120 000 Arméniens qui vivaient au début de 40 000 Azéris sur ce territoire de la taille d'un petit département français ont réclaté en janvier 1988 leur rattachement à l'Arménie. Des manifestations et affrontements locaux ont été suivis par le pogrom anti-arménien de Soumgaï, en Azerbaïdjan (32 morts), où le KGB semble avoir joué un rôle. Ce fut le signal d'un exode croisé entre les quelque 250 000 Azéris d'Arménie et les 500 000 Arméniens d'Azerbaïdjan, Haut-Karabakh compris. Il fut ponctué par d'autres pogroms anti-arméniens (le dernier à Bakou, suivi par l'entrée sanglante de l'armée soviétique en janvier 1990), ainsi qu'anti-azéris : lors de l'expulsion des derniers Azéris d'Arménie

en décembre 1989, plus de 200 Azéris sont morts, selon Bakou.

L'armée soviétique, voulant favoriser l'Azerbaïdjan toujours aux mains des communistes (alors que l'Arménie avait inauguré le processus des indépendances en URSS), dépeupla en printemps 1991 des dizaines de villages arméniens, dans et autour du Haut-Karabakh. Puis les Arméniens, à la faveur de la victoire des « démocrates » à Moscou et de complicités dans l'armée qui commencent à se retirer de la région, se procurent des armes lourdes et reprennent ces villages. Ils achèvent en mai 1992 l'expulsion de tous les Azéris du Haut-Karabakh et ouvrent un corridor, par Choucha et Latchine, vers l'Arménie. Les forces de Bakou ont cependant repris en juin la région de Choucha, tentent de récupérer des villages azéris du Haut-Karabakh et réclament la restitution de Latchine et Choucha. Les efforts de médiation de la CSCE marquent le pas.

POLITIQUE

L'intervention du président de la République à la radio et à la télévision

L'UDF se félicite que M. Mitterrand n'ait pas engagé sa responsabilité sur le référendum

Dans son adresse télévisée aux Français, mercredi soir 1^{er} juillet, M. François Mitterrand a pris la précaution de dissocier complètement le référendum du 20 septembre sur la ratification du traité de Maastricht des considérations de politique intérieure. La question posée aux électeurs portera strictement sur le projet de ratification adopté mercredi par le conseil des ministres. Le gouvernement va proposer que tous les mouvements politiques, y compris ceux qui ne sont pas représentés au Parlement, bénéficient d'un temps de parole lors de la campagne officielle à la radio et à la télévision qui sera ouverte le 5 septembre. Le ministre de l'Intérieur, M. Paul Quilès, qui était jeudi matin l'invité de France Inter, a également précisé que les jeunes qui ont eu dix-huit ans depuis les élections régionales et cantonales de mars dernier pourraient s'inscrire dès à présent et jusqu'au 10 septembre pour voter au référendum du 20 septembre.

Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, s'était déclaré « convaincu », mercredi, au cours d'une réception au Sénat, que le référendum sur la ratification du traité de Maastricht se traduira par « une victoire qui ne sera pas sans effet sur la suite ». « C'est ma conviction profonde », a-t-il précisé, ajoutant : « Le temps nous est compté. Il faut bien l'utiliser. » Jeudi matin, sur Europe 1, le premier ministre a souligné, à la suite du président de la République : « Nous ne souhaitons pas que la politique intérieure soit mêlée à ce qui est un grand enjeu pour l'avenir des Français, qu'ils soient de gauche ou qu'ils soient de droite. » Il a précisé qu'il allait s'engager lui-même « résolument » dans « une campagne

d'explication » qui sera, a-t-il dit, « dépassionnée par rapport aux problèmes de politique intérieure ». Le PS sera « au premier rang » de la campagne pour le « oui », a indiqué pour sa part M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, parce que, selon lui, « l'avenir de la France ne peut pas se concevoir sans l'Europe ».

« Des arguments trop négatifs »

Du côté de l'UDF, la volonté affichée par M. Mitterrand de dissocier le débat européen des considérations de politique intérieure a été bien accueillie. M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, s'est « réjoui », sur RTL, que le chef de l'Etat se soit « retiré derrière l'enjeu » et n'ait « pas dramatisé ». « Il n'a

certainement pas engagé sa responsabilité et son mandat sur cette affaire », a-t-il assuré. M. Jacques Barrot, président du groupe UDC à l'Assemblée nationale, a estimé que, « en dégageant le référendum des enjeux de politique intérieure, le président de la République s'est efforcé de prévenir le mélange des genres et la dérive plébiscitaire ». « Le président a clairement laissé entendre qu'il ne faut pas son sort au résultat du référendum », a commenté M. Bernard Stasi, député centriste de la Marne, pour qui « ceux qui auront voté « non » pour le faire partir en seront pour leurs frais ». « Les arguments utilisés par le président pour susciter le vote favorable sont trop négatifs », a toutefois regretté M. Stasi. « Il demande aux Français de voter « oui » à l'Europe, nous aussi », a affirmé M. Pierre

Méhaugier, président du CDS, qui a ajouté : « Nous sommes persuadés que la sanction contre sa politique, celle de son gouvernement et du Parti socialiste, arrivera à son heure, celle des élections législatives. »

« Double manipulation » selon M. de Villiers

Du côté des « anti-Maastricht », M. Philippe de Villiers, député PR de la Vendée, a dénoncé « la double manipulation » de M. Mitterrand qui « fait croire que tous ceux qui sont contre Maastricht sont contre l'Europe » et a déploré qu'un grand débat démocratique ait lieu cet été alors que les Français sont en vacances. Estimant, lui aussi, que M. Mitterrand « a eu tendance par avance à caricaturer les positions des adversaires du traité

de Maastricht », M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, a regretté que le référendum « ait lieu si tôt » parce que « cela laisse peu de temps pour la campagne d'explication ».

Pour sa part, M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a affirmé : « Si l'on veut que les Français puissent se déterminer librement, en toute connaissance de cause, il faut qu'ils soient pleinement informés sur les graves dangers de Maastricht. »

M. Carl Lang, secrétaire général du Front national, a dénoncé dans l'intervention présidentielle une « tentative de passage en force » qui, selon lui, « révèle l'inquiétude croissante du pouvoir devant la prise de conscience des Français et la montée en puissance du non ».

Le texte de la déclaration

« Laissons maintenant la démocratie s'exprimer »

M. François Mitterrand, qui s'exprimait en direct du palais de l'Élysée, mercredi 1^{er} juillet à 20 heures, à la télévision et à la radio, a déclaré :

« Mes chers compatriotes, j'ai signé ce matin le décret qui soumet à vos suffrages le traité d'Union européenne ou traité de Maastricht, et j'ai fixé au dimanche 20 septembre prochain la date de ce référendum. Pourquoi un référendum ? J'aurais pu me contenter de l'approbation du Parlement, où il existe, cela vient d'être démontré, une forte majorité favorable au traité, mais j'ai pensé que sur un tel sujet, qui engage comme rarement dans notre histoire l'avenir de la France, je devais m'adresser directement à vous. Le 20 septembre, vous mesurerez, j'en suis sûr, l'importance de votre choix. En disant « oui » à la question très simple, dégagee de tout esprit partisan, qui vous sera posée, vous déciderez de mener à bien la construction européenne, commencée au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Il y a plus de quarante ans, et poursuivie depuis lors, chacun à sa manière, par tous ceux qui ont la charge du pays. Mais, si vous votez « non », vous refuserez à l'Europe le moyen de se faire. Vous connaissez ma propre conviction. L'Union européenne représente à mes yeux un immense projet, l'un des plus ambitieux que nous ayons connus. Elle réunit de grandes, de vieilles nations, qui se sont longtemps combattues jusqu'au jour où elles ont compris qu'elles sacrifiaient en vain leurs enfants, et donc leur espoir. Elle rend toute guerre impossible entre ceux qui la constituent. Comment ne pas songer à cela au moment où se réveille à l'est de l'Europe tant de rivalités sanglantes, de haines ancestrales ? D'un côté, l'Europe qui s'unit, de l'autre, celle qui se déchire dans d'atroces convulsions. On comprend pourquoi, partout sur notre continent, il n'est pas de peuple qui ne rêve de nous rejoindre et d'appartenir le plus tôt possible à notre Communauté. Mais il est d'autres raisons qui nous invitent à préférer l'Europe au repli sur soi. Je ne les énumérerai pas ce soir. »

« Bien entendu, rien ne sera acquis pour autant. Il faudra continuer de lutter pour plus de justice et de prospérité, comme dans toute société humaine. Lors du référendum du 20 septembre, il n'y aura pas un camp vainqueur face à un camp vaincu. Il n'y aura pas de bons et de mauvais Français, mais simplement des hommes libres, maîtres de leur destin. »

« De plus, se développera avec le temps, dans tous les peuples de la Communauté, le sentiment d'être citoyens de l'Europe, comme ils sont déjà citoyens de leur propre patrie. »

« En ce mercredi soir 1^{er} juillet, premier jour des grandes vacances, fallait-il en dire davantage ? François Mitterrand n'a pas jugé opportun de recourir aux grandes orbes. Il n'a sans doute pas au tort compte tenu des aléas de l'actualité qui allaient donner de la France, quelques instants plus tard, à la télévision, sur les routes, l'image d'un pays livré aux humeurs irresponsables de quelques grosses caisses. La « formidable explication » aura lieu à la rentrée. L'essentiel, dans l'immédiat, était de donner le ton. M. Mitterrand l'a fait en privilégiant la clarté et la sobriété. Au risque de paraître un peu ternes à tous ceux qui l'avaient vu si lyrique les semaines précédentes. Mais son option était réfléchie. Affirmé dans la

Une affaire simple

par Alain Rollot

En quatre minutes quatre secondes, tout était dit. La parole donnée au peuple souverain parce que l'enjeu sera historique pour le destin de la France. L'appel à dire « oui » à l'Europe de l'espérance, loin de l'enfer du Sarajevo. L'invitation au rassemblement des forces face au double défi américain et japonais. L'exaltation de la citoyenneté européenne, vouée à transcender les sentiments patriotiques. Et, surtout, la nécessité primordiale, la condition sine qua non du succès, l'impératif de préserver le référendum du 20 septembre de toute altération de politique intérieure.

On l'attendait au tournant et il le savait pour avoir utilisé lui-même, par la passé, toutes les ficelles du métier d'opposant politique. Il avait dit le 5 juin aux étudiants de l'Institut d'études politiques de Paris : « Il ne faut pas mélanger les affaires. Georges Pompidou avait commis une imprudence que je ne commettrai pas. » Il s'est bien gardé de prêter le flanc à ceux de ses adversaires qui veulent l'accuser de dévoiement plébiscitaire.

Une approche préventive

On n'a pas vu le président de la République dramatiser en mettant en garde contre le « schéma du malheur » — comme Georges Pompidou l'avait fait en 1972, avant le référendum sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun — ou affirmer — comme celui-ci — qu'une approbation « massive » du traité de Maastricht le mettrait « en

mesure de faire prévaloir » sa politique intérieure dans ses orientations européennes.

On ne l'a pas entendu dire que chaque « oui » équivaudrait à une adhésion à sa personne et à sa politique comme Charles de Gaulle l'avait dit à la veille du référendum de 1962 sur l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel : « Chaque « oui » de chacune de celles, de chacun de ceux qui me l'aura donné, me sera la preuve directe de sa confiance et de son encouragement. »

M. Mitterrand a cherché, au contraire, à dégarer la consultation de toute interférence de politique intérieure. Au soir du 20 septembre 1992, il n'y aura pas un camp vainqueur face à un camp vaincu ; il n'y aura pas de bons et de mauvais Français. Et comme la V^e République n'est plus bipolaire, cette approche préventive n'a pas été aussitôt récusée. On a même vu des centristes et des gauchistes s'en réjouir.

Ses prédécesseurs étaient naturellement conduits par le jeu des institutions à transformer le recours au référendum en affaire personnelle. Si M. Mitterrand, après s'être moulé dans leurs habits, réussissait à réduire cette pratique en affaire simple, qui s'en plaindrait ?

En quête d'un référendum tranquille

Suite de la première page

Ceux-ci en ont aussitôt pris acte en se félicitant, comme M. Jacques Barrot, président du groupe centriste de l'Assemblée nationale, que le chef de l'Etat ait refusé de « mélanger les genres ». Pour M. Mitterrand, il est vrai, le risque était réel, s'il avait agi autrement, de détourner du « oui » des électeurs « pro-européens » mais peu soucieux de renforcer par leur suffrage la position des socialistes. Son intérêt, autant que ses principes, lui commandait donc de marquer nettement la séparation des enjeux. A la différence du général de Gaulle, dont l'engagement personnel avait pour effet d'augmenter les chances du « oui », sauf en 1969 où il eut l'effet contraire, M. Mitterrand est aujourd'hui dans une situation telle qu'en liant son sort à celui du référendum il aurait plutôt accru que diminué les risques d'un échec. Certes, une fois la consultation passée, il sera libre d'en exploiter le résultat à sa guise, mais, sauf à se déjuger, on voit mal comment il pourrait « récupérer » ouvertement à son avantage personnel le vote des Français.

A l'inverse, il va de soi que, si le « non » l'emportait, le président de la République ne semblerait pas tenu de renoncer à sa fonction. Se privant d'un atout incertain, il s'en donne ainsi un autre, qui n'est pas sans valeur. Paradoxalement, la bataille du référendum apparaît donc comme une parenthèse avant celle

des législatives, pour laquelle chaque « camp » fourbit avec application ses armes. Elle en est en même temps le prélude. Car, si M. Mitterrand a de bonnes raisons pour ne pas monter en première ligne, il n'entend pas pour autant laisser M. Cocard d'Estaing, l'un des plus actifs propagandistes du « oui », occuper tout le terrain, comme il sait le faire avec un professionnalisme accompli.

A droite, en effet, l'embaras de M. Chirac, les malheurs de M. Lott, la faiblesse des dirigeants centristes et le silence de M. Le Pen offrent à l'ancien président de la République un vaste champ, dont il ne manque pas d'user. Chef de file incontesté des partisans de Maastricht dans l'opposition, il aspire à être reconnu comme le principal porte-parole des « pro-européens » en France. Il apparaît désormais comme un des candidats les plus plausibles au poste de premier ministre en cas de cohabitation. Son ambition est d'autant plus légitime que l'UDF compte quelques députés de plus que le RPR et pourrait accroître son avance en 1993. La campagne du référendum aura peut-être ainsi pour conséquence indirecte, si ce nouveau rapport de forces se confirme, de modifier le visage de la droite, en réduisant en son sein, d'une manière qui pourrait être décisive trente-cinq ans après la naissance de la V^e République, l'influence des gaullistes.

Le visage de la gauche est appelé, lui aussi, à changer. La répartition

des rôles entre M. Mitterrand, M. Bérégovoy, M. Fabius, voire M. Delors et M. Rocard, dans la campagne du référendum ne sera pas sans conséquences sur l'avenir du PS. Le premier ministre a indiqué, jeudi matin, qu'il allait s'engager « résolument » dans « une campagne d'explication » qu'il veut « dépassionnée par rapport aux problèmes de politique intérieure ». Le premier secrétaire du PS va rassembler son parti à Bordeaux, du 10 au 12 juillet, avant de le lancer dans la bataille. Le président de la commission des Communautés européennes et le candidat « virtuel » du PS à la présidence de la République ne resteront pas non plus inactifs.

Quel que soit le vainqueur de cette compétition, les idées qui vont émerger de la campagne, au lendemain du congrès de « rénovation » du PS, favoriseront tout de même, le moment venu, sinon la naissance d'une sorte de camp de l'Europe, comme le suggère imprudemment M. Jean-Pierre Soisson en contredisant le chef de l'Etat, au moins un rapprochement entre ceux qui vont faire campagne pour le « oui ».

L'éditorialiste de *Synthèse flash*, le bulletin des amis de M. Jean Popere, n'a pas tort de souligner que, du débat sur la révision constitutionnelle au report de la réforme de la taxe d'habitation, en passant par la « fin de la guerre scolaire », les socialistes ont accompli à l'égard de l'UDF « des gestes de concession » plus que « des actes de compromis ». On n'en est pas encore aux alliances, mais, estime-t-il, « la nouvelle politique est là : elle est déjà dans les actes ». De sorte qu'aujourd'hui la question n'est sans doute plus de savoir si la « recomposition » aura lieu en 1995, sinon en 1993, mais au bénéfice de quel « camp » elle se fera.

THOMAS FERENCZI

Le traité de Maastricht sera diffusé dans les mairies

« Le gouvernement entend répondre aux souhaits d'information de nos compatriotes », a expliqué M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement en rendant compte des travaux du conseil des ministres du mercredi 1^{er} juillet. Il a donc décidé un premier tirage d'un million d'exemplaires du texte du traité de Maastricht : il sera dès le 6 juillet diffusé dans les mairies, accompagné d'une notice explicative de huit pages. Un deuxième tirage va permettre rapidement, d'après M. Malvy, de renforcer cette distribution dans les lieux de villégiature. Bien entendu, tous les électeurs recevront aussi à domicile ce texte du traité au début de la campagne officielle précédant le référendum.

Mais le gouvernement étant conscient de la difficulté du texte lui-même, il a fait réaliser par le service d'information et de diffusion du premier ministre une brochure intitulée *Comprendre le traité de Maastricht-La France au cœur de l'Europe*. Celle-ci sera mise en vente chez les marchands de journaux au prix de 10 francs.

Le Monde sans visa

La question posée

Le texte de la question qui sera posée le 20 septembre aux Français est précisé dans un décret du président de la République publié jeudi 2 juillet au Journal officiel et dont les trois articles sont les suivants :

Article 1^{er} : le projet de loi annexé au présent décret, délibéré en conseil des ministres après avis du Conseil d'Etat, sera soumis au référendum du 20 septembre 1992, conformément aux dispositions de l'article 11 de la Constitution.

Article 2 : les électeurs auront à répondre par « oui » ou par « non » à la question suivante : « Approuvez-vous le projet de loi soumis au peuple français par le président de la République autorisant la ratification du traité sur l'Union européenne ? »

Article 3 : le présent décret sera publié au Journal officiel de la République française.

Le texte du projet de loi annexé au décret présidentiel après avoir été adopté, mercredi 1^{er} juillet, par le conseil des ministres, sur proposition du premier ministre au nom du gouvernement, comporte un article unique ainsi libellé : « Est autorisée la ratification du traité sur l'Union européenne conclu entre le Royaume de Belgique, le Royaume du Danemark, la République fédérale allemande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République d'Irlande, la République italienne, le Grand Duché de Luxembourg, la République du Portugal, le Royaume des Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, signé à Maastricht le 7 février 1992 et dont le texte est annexé à la présente loi. »

Le Dictionnaire Mitterrand, meilleur livre politique de l'année. — Le prix Espaces 89 du meilleur livre politique 1991-1992 a été attribué, mardi 30 juin, à MM. Pierre Favier et Michel Martin-Roland, journalistes à l'AFP, pour leur ouvrage *La Décennie Mitterrand* (Le Seuil), dont les deux premiers tomes, *Les Ruptures* et *Les Epreuves*, ont déjà paru. Un troisième est attendu dans les prochains mois. D'autre part, le jury, composé de journalistes, a attribué un prix spécial à M. Yves Mény, professeur de sciences politiques, pour son livre *La Corruption de la République* (Fayard).

Démission du maire de Vézelay. — M. André Ginsty (div. d.), âgé de soixante-dix-huit ans, s'est démis de son mandat de maire de Vézelay (Yonne), qu'il détenait depuis quinze ans. M. Ginsty était de plus en plus contesté au sein de l'équipe municipale et il avait été mis en minorité sur une proposition de cautionnement d'un emprunt, par la commune, pour le financement d'un terrain de golf. Les Vézéliens devront élire deux conseillers puis que M. Marc Meneau, le célèbre restaurateur de Saint-Père, adjoint au maire, a quitté le conseil municipal début juin. — (Interim.)

150 000 000

551 60 100

POLITIQUE

Recus par M. Bérégovoy et par les chefs de certaines formations politiques

Les Verts et Génération écologie privilégient le dialogue « de fond » avec les autres partis

Quelques peu déçus, au printemps, du grand débat sur la ratification du traité de Maastricht, en raison de leur absence du Parlement, les écologistes ont refait surface avec la reconnaissance de facto de leur poids politique, concrétisée par la décision du premier ministre, le 29 juin, de suspendre le redémarrage de Superphénix (le Monde du 1^{er} juillet).

Oubliés de ses foudres de la fin mars, lorsqu'il avait présenté son départ du gouvernement de M. Edith Cresson comme une rupture avec les socialistes, le président de Génération Ecologie, M. Brice Lalonde, a été le premier à lancer officiellement, mardi 30 juin, quelques heures après un petit déjeuner avec M. Pierre Bérégovoy, son comité national pour le « oui », le label Génération Europe (1). Le même jour, c'est avec un semblable sentiment de satisfaction que M. Antoine Waechter s'est vu reconnaître au bas du grand escalier de l'hôtel Matignon, devant les caméras de télévision, par un premier ministre visiblement tout aussi satisfait de s'afficher en compagnie du porte-parole des Verts.

Pendant deux jours, mardi et mercredi, les principaux responsables des Verts ont en effet rencontré, outre le premier ministre lui-même, pour la première fois depuis trois ans, une délégation du Mouvement des radicaux de gauche, des dirigeants du CDS (MM. Bernard Bosson et Pierre Méhaignerie) et le premier secré-

taire du Parti socialiste, M. Laurent Fabius. Deux autres rencontres sont programmées la semaine prochaine, l'une avec M. Valéry Giscard d'Estaing à Strasbourg, l'autre avec M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale. De son côté, M. Lalonde, de retour d'une conférence internationale en Ecosse sur la protection des baleines, en tant que représentant officiel de la France, doit s'entretenir à son tour avec M. Fabius le 3 juillet.

Après sa rencontre avec le premier secrétaire du PS, M. Waechter s'est plu à souligner combien « un dialogue de fond peut profiter à la vie politique ». Insidieusement, il a relevé que ses interlocuteurs du PS et du CDS avaient accepté d'engager la discussion sur la base du programme des Verts et souligné combien les interrogations des uns et des autres se rejoignent. « Nous cherchons à identifier les gens qui sont les plus proches de nous, ce qui nous permet, aussi, d'évaluer nos propres faiblesses. Nous vérifions, du même coup, si le scénario d'une éventuelle alliance « vert-roses-bleus », déjà énoncé par M. Lalonde, est le plus pertinent », a encore affirmé l'ancien candidat à l'élection présidentielle.

La discussion entre « les nôtres en politique » et le parti au pouvoir n'a pas encore débouché, semble-t-il, sur le type d'accord électoral (circonscriptions réservées, accord de désistement au second tour) à mettre en œuvre pour les prochaines échéances électorales. Ce dernier sujet devait être évoqué, jeudi 2 juillet, avec M. Laurent Fabius. Il devrait l'être aussi prochainement avec M. Pierre Bérégovoy.

Si la question de la « protection » des députés MRG sortants ne doit pas, estime-t-il, l'objet d'une discussion, le président du Mouvement souhaite que vingt-cinq à trente sièges bénéficient de l'investiture du PS ou du label de la majorité gouvernementale dans des circonscriptions « gagnables ». Observant que le Parti socialiste ne tire aucun profit de l'« effet Bérégovoy », ni de « l'image technique, sage et modérée » du gouvernement, M. Hory s'insurge à la certitude de circonscriptions où M. François Mitterrand avait dépassé la barre des 50 % au second tour de la présidentielle de 1988 et qui avaient élu des candidats de l'opposition aux législatives de juin 1988. Il estime que, dans l'ensemble, soit investitures, soit « primaires » organisées, il devrait y avoir quelque deux cents candidats « réformistes » lors du prochain scrutin.

ANNE CHAUSSEBOURG

Après son élection à la présidence du MRG

M. Hory veut installer des comités pour l'Europe

Confiant dans la « spontanéité » européenne des radicaux de gauche, M. Jean-François Hory, élu président du Mouvement des radicaux de gauche le 14 juin dernier (le Monde du 16 juin), compte sur le débat référendaire pour permettre le rapprochement, sur le terrain, des radicaux avec des écologistes, des militants du Mouvement européen, des représentants de la société civile et des catégories socioprofessionnelles.

La construction européenne est, aux yeux de M. Hory, qui siège également à l'Assemblée de Strasbourg, un moyen pour le MRG de « renouer avec ce qu'il pense et ce qu'il croit ». Les critiques faites au mouvement France unie de M. Jean-Pierre Soisson tenaient à une action jugée par les radicaux trop parisienne et trop politicienne. Les débats du congrès de Lyon, les 13 et 14 juin dernier, avaient signifié que le MRG ne se sentait plus partie prenante du mouvement du président de la région Bourgogne.

Ces comités pour l'Europe qui s'installent au niveau départemental ou régional auront pour première tâche de faire de la pédagogie sur le traité de Maastricht, mais rien n'interdit à ces comités de perdurer après le référendum du 20 septembre, « l'Europe étant un sujet qui restera un thème d'actualité pour les années à venir ».

Parallèlement à cette initiative, M. Hory a tiré les leçons des aspirations des militants à une réaffirmation de l'identité radicale. Il sou-

La nouvelle direction

Le comité directeur du MRG a procédé, mardi 30 juin, à l'installation des instances dirigeantes, dont le renouvellement est consécutive à l'élection à la présidence de M. Jean-François Hory. Comme il l'avait annoncé, M. Hory a constitué un directeur composé de ses six prédécesseurs à la tête du mouvement : MM. Jean-Michel Baylet, Yvon Collin, Michel Crépeau, François Doublin, Roger Gérard Schwartz et Emile Zuccarelli. Ce directeur sera consulté sur les questions d'alliance et de stratégie.

M. Collin est en outre président délégué et porte-parole. En plus de M. Jean-Pierre Defontaine, député du Pas-de-Calais, choisi comme vice-président représentant les députés, six vice-présidents ont été élus à bulletin secret. Il s'agit de

La mort de Pierre Billotte

Au service du gaullisme

Le général Pierre Billotte, ancien ministre, est décédé lundi 29 juin à l'hôpital Ambroise-Paré de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), à l'âge de quatre-vingt-six ans.

L'armée et la politique, mais au service d'une seule fidélité, le gaullisme : le général Pierre Billotte a conduit successivement une carrière militaire et un engagement militant dans l'orbite constante du général de Gaulle. Sorti de Saint-Cyr à vingt ans en 1926, ce fils de général, né à Paris le 8 mars 1906, le devint lui-même après avoir débarrqué en Normandie à la tête de la brigade blindée de la division Leclerc. Il servait dans cette unité en 1944 après avoir été chef d'état-major du général de Gaulle et secrétaire du comité de défense nationale à Londres. Pendant la « drôle de guerre », il avait réussi, dans les Ardennes, à retarder l'avance des panzers allemands. Fait prisonnier, il s'évade et gagne l'Union soviétique, mais il est aussitôt interné jusqu'à ce que, Hitler envahissant la Russie, il devienne le représentant officiel de la France libre auprès de Staline.

Un tempérament impétueux

Avec les valeurs de la colonne Leclerc, il participe à la libération de Paris et il fait prisonnier le général Von Scholtz, gouverneur allemand de la capitale. D'un tempérament impétueux, bien qu'il ait atteint les plus hautes fonctions militaires et politiques, il est resté à l'ONU, il est en désaccord avec les conceptions atlantistes des premiers gouvernements de la IV^e République, et donne en 1950 sa démission de l'armée, en signe de protestation contre le « système » et son alignement excessif sur les positions américaines.

Pierre Billotte entame alors une seconde carrière en adhérant au RPF que de Gaulle vient de fonder et en conquérant, de haute lutte, un mandat de député de la Côte-d'Or, le 17 juin 1951. Ayant cependant voté l'investiture du gouvernement Pinay, il rejoint à l'Assemblée nationale le groupe des dissidents gaullistes de l'Action républicaine et sociale. Spécialiste des questions de stratégie, il présente aux députés les accords de Londres et de Paris, milites et remplace le projet mort-né de Communauté européenne de défense, qu'il avait ardemment combattu. M. Edgar Faure en fit son ministre de la défense nationale pour quelques semaines, car, aux élections du 2 janvier 1956, il perdit son siège. Pendant la guerre d'Algérie, il dénonça l'emploi de la torture dans un retentissant article au Monde du 6 octobre 1957. Dès le retour de de Gaulle au pouvoir, il rejoignit les fondateurs de l'Union démocratique du travail, un

petit groupe de gaullistes de gauche, n'hésitant pas à se comporter en compagnon exigeant, mais parfois grognon. En 1962, de Gaulle décide de le nommer haut-commissaire en Algérie, tandis que se déroulent les élections d'Évian. Mais le président de la République y renonce très vite, trouvant les projets de Pierre Billotte politiquement trop audacieux et ne convenant pas au premier ministre, M. Michel Debré. Il lui préfère M. Paul Delouvrier. La même année, Pierre Billotte revient au Palais-Bourbon comme député de la quatrième circonscription de la Seine, puis est élu en 1965 maire de Créteil, et enfin, en janvier 1966, de Gaulle le nomme ministre des DOM-TOM dans le gouvernement Pompidou.

Pendant deux ans, il développe outre-mer des mesures d'assimilation combinées avec une certaine autonomie interne. Toujours gaulliste de gauche, cofondateur et président du Mouvement pour le socialisme par la participation, qui regroupe, en 1971, plusieurs mouvements soutenant à la fois MM. Georges Pompidou et Jacques Chaban-Delmas, il ne quitte sa mairie qu'en 1977, après avoir jeté les fondements d'une vaste ville nouvelle et l'Assemblée nationale en 1978, où il était inscrit au groupe RPR. Son gaullisme ombrageux et parfois capricieux ne l'a pas empêché de demeurer toujours proche des successeurs du général de Gaulle, qu'il soutenait avec constance contre les communistes et les socialistes. Il a ainsi apporté le soutien du MSP à M. Jacques Chirac dès 1974, avant d'en faire un « mouvement associé » au RPR en 1976. Ce soldat valeureux avait fondé un Haut Comité français pour la défense civile, et dans le Monde du 9 octobre 1984 il avait lancé un cri d'alarme devant la prolifération terrifiante des armements à travers le monde.

Grand officier de la Légion d'honneur et compagnon de la Libération, Pierre Billotte avait publié plusieurs ouvrages de Mémoires sur le gaullisme et sur la géopolitique.

ANDRÉ PASSERON

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

EXAMENS D'UNIVERSITÉ

- DROIT
- SCIENCES ÉCO.

1^{re}, 2^e et 3^e années

TOUTES ÉPREUVES SUCCÈS CONFIRMÉS

Enseignements annuels et stages intensifs d'été

Centre Italie 45.85.59.35

Centre Aulieu 45.27.10.15

PLUS COUTIN INSTITUT, UNE INSTITUTION

Pionnier de l'« ouverture »

M. Soisson estime que le débat sur Maastricht « peut contribuer à la recomposition politique »

M. Jean-Pierre Soisson estime que le débat sur la ratification du traité de Maastricht « crée, en France, une sorte de « camp de l'Europe ». Pour le secrétaire général de France unie, cette nouvelle donne « peut contribuer à la recomposition politique » qu'il appelle de ses vœux.

Lors d'une conférence de presse réunie mercredi 1^{er} juillet, l'ancien ministre a expliqué que le choix essentiel du deuxième septennat de M. François Mitterrand « sera le choix de l'Europe », ajoutant que c'est sur celui-ci que le président « sera jugé ». Le président du conseil régional de Bourgogne assure que « l'Europe et l'ouverture ont cause liée », mais, ajoute-t-il, l'ambition de l'« ouverture », telle qu'elle a été pratiquée depuis 1988, « ne consiste pas seulement à modifier les limites de la majorité et à faire que le Parti socialiste puisse s'ouvrir au centre ». Il considère, en

effet, qu'elle répond « à un besoin de changement plus profond », devant permettre « l'émergence d'un nouveau paysage politique ».

Le secrétaire général de France unie n'a pas écarté la perspective d'un changement d'organisation et d'intitulé de la structure qu'il avait mise en place, il y a deux ans, pour rassembler les non-socialistes de la majorité présidentielle. Cette éventualité résulte, en partie, de l'attitude du MRG. Toutefois, M. Soisson veut continuer à travailler pour l'« affirmation » d'un « pôle réformiste » au centre gauche. Il souhaite que l'Europe permette, « au-delà des mois d'ordre des partis », de faire, « ensemble, un bout de chemin ». A ce titre, il se réjouit de l'initiative de M. Brice Lalonde, qui vient de lancer le mouvement Génération Europe pour le « oui » au référendum.

A. Ch.

Dans la perspective des élections législatives de mars 1993

M. Fabius entend rajeunir l'équipe dirigeante du PS

Le bureau exécutif du PS, réuni mercredi 1^{er} juillet, a décidé que le congrès extraordinaire des 10 et 12 juillet, à Bordeaux, sera suivi le 15 juillet d'une session du comité directeur, qui devra ratifier les candidatures aux élections sénatoriales et approuver la refonte du secrétariat national. Le premier secrétaire, M. Laurent Fabius, souhaite rajeunir et rajeunir le secrétariat dans la perspective des élections législatives de mars 1993.

Quant aux élections sénatoriales, les dirigeants du PS sont attentifs à éviter que trop de députés ne profitent de cette occasion pour quitter le Palais-Bourbon, laissant ainsi le gouvernement à la merci d'une motion de censure. Seuls MM. Pierre Mauroy (Nord) et Roland Huguet (Pas-de-Calais), pour le moment, ont fait connaître

leur ferme intention d'émigrer vers le palais du Luxembourg en septembre prochain.

La porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, a indiqué d'autre part, après la réunion du bureau exécutif, que dix-huit fédérations départementales avaient déjà voté sur les textes en discussion pour le congrès de Bordeaux, la participation moyenne au scrutin étant de 40 % des adhérents. Le projet de programme de la direction a recueilli environ 85 % des suffrages, celui de la Gauche socialiste, 5 %, et il y a eu environ 10 % de votes « contre » (position prônée par Socialisme et République). La réforme des statuts, qui bénéficie d'un accord général, a recueilli 95 % de votes favorables.

P. J.

A l'occasion de l'accord entre l'Etat et l'enseignement catholique

La majorité sénatoriale vote l'abrogation de la loi Falloux

Les sénateurs ont adopté, mercredi 2 juillet, le projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale, présenté par M. Jean Glavany, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique. La majorité sénatoriale a profité de l'examen de ce texte, qui contient les dispositions découlant du protocole d'accord conclu le 13 juin dernier entre l'Etat et l'enseignement catholique, pour abroger la loi Falloux, contre l'avis du gouvernement, du PC et du PS.

Fidèle soutien de l'enseignement privé, dont il a épousé la cause depuis belle lurette, le Sénat ne pouvait se contenter de prendre simplement acte, mercredi, de l'accord intervenu entre l'éducation nationale et l'enseignement catholique à propos du contenu relatif au forfait d'externat. L'opposition, qui y est majoritaire, s'est montrée

insensible à l'argumentation de M. Glavany, demandant instamment aux parlementaires de ne pas ouvrir « une guerre scolaire où les enfants pourraient être les victimes de balles perdues ».

La majorité UDF-RPR s'est fait un devoir, au contraire, de voter un amendement permettant aux « collectivités territoriales, dans le cadre de leurs compétences respectives, [de] concourir, par tout moyen de leur choix, au financement des dépenses d'investissement des établissements privés sous contrat du premier ou du second degré, implantés sur leur territoire ». Dans la foulée, cette même majorité a étendu « aux maîtres contractuels ou agréés qui assurent la direction d'une école privée » les avantages financiers et les décharges de services liées à la direction d'une école publique.

Cette nouvelle tentative d'abrogation, par le Sénat, de la loi Falloux, qui régit strictement, depuis près d'un siècle et demi, le financement de l'enseignement privé, a donné l'occasion aux socialistes de prendre nettement position contre un projet de loi que M. François Autain (PS, Loire-Atlantique) a alors jugé totalement « déséquilibré », mais qui avait déjà suscité, dans sa version initiale, une certaine grogne dans leurs rangs. M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, avait même dû venir devant le groupe, en début d'après-midi, pour tenter de convaincre les sénateurs du bien-fondé de l'accord intervenu avec l'enseignement catholique.

Les sénateurs ne se sont cependant pas contentés de bien mériter de l'enseignement privé. Ils ont aussi, décidés, de porter à cinq ans la durée du statut dérogatoire à la loi de 1984 des universités nouvelles et ils ont supprimé un article autorisant le ministre chargé de l'enseignement supérieur à déléguer, essentiellement aux présidents d'universités, ses pouvoirs en matière de recrutement et de gestion des personnels enseignants et non enseignants relevant de son autorité.

GILLES PARIS

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA LECTURE

Envoyer 80 F (timbre à 2,50 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (80 F d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

et à la télévision

d n'ait pas engagé référendum

Le président du CDS, M. Laurent Fabius, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

« Double manipulation »

selon M. de Villiers

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

e affaire simple

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

Le député de la Vendée, M. Philippe de Villiers, a déclaré que le référendum sur le traité de Maastricht « n'aurait pas engagé le référendum ».

ARTS

Villeurbanne reçoit Nouveau Musée la galerie Christian Stein

**VILLEURBANNE****envoyée spéciale**

Lorsque M^{me} Christian Stein décide, en 1966, d'ouvrir une galerie d'art contemporain à Turin, elle sait qu'elle choisit d'exposer des artistes qui se vendent pas bien. Ils s'appellent Fontana, Manzoni, Lo Savio, Boetti, Paolini, Schifano, Merz ou Kounellis. Le critique Germano Celant n'avait pas encore, ou tout juste, entrepris de regrouper les artistes de la "nouvelle scène" dans une "galerie d'Arte Povera", que M^{me} Stein, une sorte de Sonnabend d'Italie, aimait, souvent, quitter à regret : «*fortunes personnelles pour leur compte*» parfois toute une exposition (celle de Boetti, par exemple, en 1968). Elle leur a offert, depuis, une quarantaine d'expositions, trente ans d'exposer et d'acquiescer aussi Warhol, Twombly ou Serra, les Italiens et les Italiens toujours au parc de préoccupations. Sur les deux cent cinquante artistes d'une collection qui compte quarante-cinq biennales, dont quatre-vingts sont exposés à Villeurbanne pour réouverture du Nouveau Musée.

On peut ■■■■■ Povera, qui
n'est d'ailleurs ■■■■ pauvre du tout,
pour son originalité et ■■■■ poids
d'idées plastiques. Trouver que ■■■■
collection Stein, dont beaucoup
d'œuvres datent ■■■■ fin des
années 60 ■■■■ du début des
années 70, est tout à fait ridicule.
■ ■■■■ représentative du mouve-
ment, et ■■■■ individualités
qui, bon gré, mal gré, l'ont compo-
sée. Y reconnaître ■■■■ pièces
tout premier ordre ■■■■ quelques
rarités. Comme l'impressionne, tra-
versé ■■■■ néons de Mier, les
dittes ■■■■ d'expression, les
jeunes levés de Giovanni
Anselmo, ■■■■ plusieurs «traîtes»
de peinture, ■■■■ de sculpture, de Giu-
■ ■■■■ Paolini, l'enfant
collectionneuse. Ou encore décou-
vrir ■■■■ exemples du travail,
tout ■■■■ ■■■■ l'art, l'art, l'art.
■ ■■■■ (1901-1986), dont la sculp-
ture élevée ■■■■ l'esprit ■■■■ l'art
construit ■■■■ 30 ans d'écabri-
■ ■■■■ sur ■■■■ tard.

Enfin, on peut estimer qu'il ■■■
juste ■■■ rendre hommage à ■■■
galeries qui ■■■ pris des risques
■ montrant les œuvres qu'en
connaissent ils ■■■ gardés pour
■■■. Pourtant, ■ événement il y a
à Villeurbanne, c'est plus ■■■
redécouverte ■ musée, après tra-
■■■, que ■■■ ■■■■ provisoire,
lequel ■■■ désormais ■■■ connu
en France, où ■■ nombreux musées
ont montré, ■■■ dernières années,
■■■ œuvres, il ■■ vrai ■■■■
récentes, de Merz, Kounellis,
Penone, Paoletti ou Zorio.

EN même temps

Le Nouveau Musée, qui était fermé depuis deux ans, a été pris une bonne tournure. L'ancienne école a été achetée par le docteur Dolard, de la clinique de la rue de la Harpe, à l'instigation de M. le maire de Villeurbanne, M. Henna, toujours là, enveloppée : la façade est prise par un verrière (un grand lourde) qui a permis d'agrandir l'espace d'accueil. Les anciennes cours et les préaux ont été couverts, les murs ont été repeints, la place, de façon à respecter l'ancienne symétrie. Il y a enfin, 800 mètres carrés (pour réserves, ateliers pédagogiques, une salle de conférences) grâce à l'annexion d'une ancienne halle industrielle qui jouxtait l'école et qui a fait l'objet d'une donation à l'entreprise GFT.

La rénovation simple, due au d'architecture J.L.J. Bertin, a coûté 11 millions de francs (1), avec l'aménagement bureaux, la bibliothèque archives, qui ouvertes chercheurs. Le Nouveau Musée entend faire reconnaître institut d'art

contemporain, lieu du débat et de publications en relation avec l'Université.

Collection Christian Stein : un regard sur l'art italien. Jusqu'à 1981. Le Nouveau Musée.
11, rue du Docteur-Dolard, 14100
Leurbanne. Tél. : 05 43 27 30.

(1) Etat, région et ville à parts égales.

Il y a cent ans, Paul Signac fixait les lumières de Saint-Tropez

SAINT-TROPEZ

« C'est là de **charmantes** /
simples filles de la mer... de ces
bonnes petites filles / modestes, pou-
sées... » Ainsi, Guy de Maupassant
défini-il Saint-Tropez en 1887. «...
yacht la *Bel Ami* mouillait souvent
sur le port car le peuple baignait /
paradis des vieux marins (...) /
chauffé au soleil ». Dans «... bonne
petite ville modeste séjournaient
Henri-Edmond Cross, néo-impres-
sionniste, et Paul Signac. Ce dernier avait un /
huitième... » Ce petit voilier appelé *Olympia*. Cross lui déconseilla Saint-Tropez,
cross le peuple / *refugiés* de la
mer... » On trouve aussi dans le livre
trouva néanmoins un *cabanon* meublé
pour 55 francs par mois, une *plage*
en dessous d'un / mouillage
pour *Olympia*. L'anecdote date
de 1882.

La plage ornée désormais d'un restaurant de style néolithique. Pour construire des villas et des piscines dans la pierre, il a fallu percer des pins et tailler la colline. L'Olympia ferait aujourd'hui pâle figure, à l'ancrage des deux yachts de 30 mètres. Mais l'admirable atelier de Signac demeure sur le golfe et ses silhouettes des Muses de l'Estérel ; le Musée de l'Annonciade rend hommage au peintre-navigateur et le premier lit de Saint-Tropez.

un lieu villégiateur. Il y vivait ses
amis. Cress. Van Rysselberghe. Sige-
ne jusqu'à 1904.

Ils avaient parce que Lucien
ne détestait jour mécontent et
maître à mais ils allaient
leur s'est révolté
un remarquable payagiste un pein-
tre extrêmement adroit élegant.

Bien plus que le pittoresque au
lieu le fise la de lumière et
un peu moyen de l'atmosphère
fortement géométriques. Obliques des
quais des voiles, verticales des
mâts des maisons, horizontales de
la mer des jetées croisent
décapant la surface de la toile en
trapèzes et triangles. Mais on
peut percevoir un pan pas
jamais ni raide ni plat placé que
touches colorées ni palpit-

Quoique disciple ■ Seurat ■ adepte du divisionnisme, Signac n'applique la théorie néoimpressionniste qu'assez lâchement, sans dogmatisme ni scientisme. La loi des ■■■■ simultanés, la décomposition du cercle chromatique, il la connaît assurément, il lui arrive de les professer et cependant il s'en défie. A l'enseignement ■ Seurat, il additionne des ■■■■ venant ■ Van Gogh ■ réminiscent ■ plus anciennes, de Claude Lorrain à Delacroix et à Monet. Œuvres secrètes, ■ aquarelles et les esquisses sont exécutées ■ divisionnisme ■ ni touche séparée, construits par larges coulées ■ irisations. Signac

Dès 1892, les huiles trahissent
penchant naïf pour la liberté. Pourquoi
■ ■ ■ lumière rougeoiant en haut
d'une voûte? Pourquoi des irisations
■ ■ ■ bleu sur la pierre ■ ■ ■ par-
fait? Par là, la peinture l'exige, un
bleu ■ ■ ■ optique, le parrain
et l'ampleur ■ ■ ■ pris que
Signac le sent. ■ ■ ■ marines ■ ■ ■
■ ■ ■ orchestrées sur un thème
de nature ■ ■ ■ non point des descrip-
tions attentives. L'une, l'*Océan*, ■ ■ ■
bleu ■ ■ ■ d'un air vif et indé-
nissable, un peu ardoise, ■ ■ ■
indigo. *Voyez* et *purs* en rouge ■ ■ ■
jaune, écarlate ■ ■ ■ autrement dit, le
■ ■ ■ avive par ■ ■ ■ points de vert ou
magnifiquement audacieux. Malaise ■ ■ ■
■ ■ ■ ton.

Le chef-d'œuvre de l'exposition surprend plus encore, ■■■ du port ■■■ dominante blanche, d'un blanc tantôt pur tantôt suggéré par ■■■ gris, des ■■■ étroits et des ■■■ pâles. André Chastel disait ■■■ de ■■■ de 1902 qu'elle était ■■■ méditée ■■■ un Poussin ■■■ Méditée ■■■ effet, réfléchi longuement sans doute ■■■ exécutée sans que ■■■ réflexion étouffe ■■■ volupté, sans que le calcul amoindrisse le plaisir. Admirable ■■■

PHILIPPE DAGEN
► Musée de l'Annonciade,
Saint-Tropez. Jusqu'au
octobre. Tél. : 94-97-04-01.

APPEL POUR LA VIE

Parce que nous aimons la vie et la joie de vivre, nous n'acceptons plus de voir, chaque jour ■ France, 27 tués ■ 600 blessés, sur les ■ ■ ■ et dans les rues.

Parce que nous croyons que la route et l'automobile doivent servir les échanges entre les hommes, nous n'acceptons plus qu'elles soient des lieux de violence et d'indifférence aux autres.

Nous voulons que chaque automobiliste se ■■■■
responsable de ■■ vie ■■ de celle des autres.

Nous voulons, et ceci n'est pas une entrave à la liberté individuelle, que les obligations du code de la route soient respectées et que la force publique les fasse respecter.

Nous soutenons l'application, au 1er juillet, de la loi ■ le permis à points, comme une mesure d'auto-contrôle et d'incitation à une conduite maîtrisée.

La France est un pays civilisé, où il fait bon vivre : 10 000 morts et 200 000 blessés chaque année sur ses routes, cela n'est pas tolérable!

**Assez de cette guerre meurtrière, de ce massacre
au quotidien.**

Tant d'autres fléaux nous scandalisent, mais nous ne voulons pas oublier celui qui, chaque jour, casse la vie de centaines de familles et fait le drame de tant d'enfants.

Le permis à points est une mesure de prévention qui ■ fait ses preuves à l'étranger. Il ne constitue nullement, comme certains le croient - à tort - une menace sur l'exercice du métier de conducteur professionnel, que celui-ci conduise une voiture légère ou un poids lourd, au contraire.

Les signataires de ce manifeste soutiennent cette mesure et vous demandent de les rejoindre, pour que nos routes soient enfin pacifiées.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS **JUILLET
AOÛT
1992**

**FRAUDES,
ESCROQUERIES,
SUPERCHERIES.**

Les escrocs, les fraudeurs, mais aussi les plaignants sont parmi nous, dans tous les domaines : économie, sciences, arts et belles-lettres... Si certaines aventures, avec le recul, prêtent ■ sourire, d'autres mettent en lumière ambivalences et actes troubles, de quoi donner à réfléchir sur le vrai, le faux, le mensonge, la vérité, la déontologie, l'injustice.

Au sommaire ■ « clés de l'info » ■ la protection du littoral, l'été de tous les festivals, le groupe des Sept, les Anglais ■ le continent, le drame ■ la Bosnie, les Français et les HLM, le bilan de la conférence de Rio, l'accord entre l'Etat et l'enseignement privé, la gauche citoyenne de M. Chevènement, la PAC millésime 92.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 10 F

PREMIERS SIGNATAIRES

MICHEL ALBERT PDG AGF, PROFESSEUR GENEVIEVE BARRIER Directeur SAMU, HERVE BAZIN
Ecrivain, CLAUDE BEBEAR PDG AXA, ANDRE BERCOFF Editeur Journaliste, JEAN-CLAUDE BOULET
PDG Associé BDDP, PROFESSEUR CHRISTIAN CABROL Président France Transplant, NICOLE CROISIL
Artiste, PATRICK D'ELME Président Groupe Francom, JEAN DRUCKER PDG M6, PAUL GIANNOLI
Directeur de la rédaction Télé 7 Jours, ALAIN GRANGE-CABANE Vice PDG Union des Annonceurs, DIDIER
LECAT Journaliste, Maitre de conférence Sciences Politiques, Directeur de la Prévention Routière, PIERRE
LESCURE Directeur Général Canal Plus, MAURICE LEVY PDG Publicis Conseil, ROLAND LEJART Directeur
Général UAP, ROBERT LION PDG Caisse des Dépôts et Consignation, ENRICO MACIAS Artiste, JULIA
MIGENES-JOHNSON Artiste, PROFESSEUR ALAIN PATEL Chef du service de Chirurgie Orthopédique et
Traumatologique Hôpital Raymond Poincaré (Garches), RENE-VICTOR PILHES Ecrivain, DENIS PLOTON
Directeur Général Groupama, LINE RENAUD Artiste, HUBERT REEVES Directeur de recherche CNRS,
ANDRE ROUSSELET PDG Canal Plus, JACQUES SEQUELA Vice Président EURO-RCG, EMMANUEL DE
LA TAILLE Président du Press-Club, AROUN TZAFIEFF Ingénieur Géologue, Agronome, ancien ministre,
PIERRE ZEMOR - Conseiller d'état.

**Vous aussi, rejoignez-nous, écrivez à Patrick d'Elme, "Appel pour la Vie," BP 81
93364 Neuilly-Plaisance Cedex - Télécopie (16-1) 49 44 31 25**

Construire à l'échelle de l'Europe

Les villes d'Europe ■ préparent pour la troisième édition du grand bal de l'architecture, le **European III**, de construction tendu de l'Atlantique à l'Oural, il est lancé le 1 juillet.

Pour jouer à l'Européen, il suffit de connaître ces quelques règles :
 ■ Les pays d'Europe organisent chacun un concours d'architecture ouvert exclusivement aux jeunes architectes (moins de 35 ans)
 ■ Les lauréats sont des diplômés du Vieux Continent.
 ■ Grande variété de sites, mais un seul thème : les cinq lauréats de cinq mentions par pays au maximum.
 ■ Le jury arbitre par équipes d'architectes, des lauréats d'ouvrage et des spécialistes du thème de la

Après l'entrée d'une nouvelle
type 1901, chaque pays finance son
concours comme il l'entend (la
France finance ainsi les deux tiers
de son European grâce aux fonds
publics, alors que l'European belge
repose à 80 % sur des capitaux pri-
vés). Les concours European ont
été créés à tous les pays d'Europe
depuis 1988, qu'il s'agisse de parties ou
non de la CEE.

On distingue au sein d'Europac deux types de joueurs : les « organisateurs » (Allemagne,

Autriche, Belgique, Espagne, France, Grèce, Italie, Pays-Bas, Suède, Suisse, Yougoslavie), qui ouvrent des sites et organisent chacun un concours national, et les « associés » (Bulgarie, CEE, Grande-Bretagne, Hongrie, Portugal, Tchécoslovaquie), qui, faute de moyens ou de volonté politique, n'ouvrent pas de sites et n'organisent pas de concours, mais peuvent aligner leurs architectes au même titre que les organisateurs.

Au commencement d'European
le Programme d'architecture
nouvelle français, plus familier
chaque un de nous professionnels
le nom de PAN. C'était un
concours national réservé aux
architectes du moins de quarante
ans et il aura représenté, avec les
autres de la jeune architecture, un
des tremplins les plus efficaces
pour le renouvellement de la profession
française. On ne compte plus les
maîtres d'œuvre aujourd'hui célèbres
qui ont été passés par cette
difficile épreuve. Le PAN, qui
était organisé par le ministère et

l'équipement, avait une vocation
« découvreur de talents ». Une
option conservée au sein d'Euro-
pan, et expliquée par son secrétaire
général Didier Rebois : « Avant, les
jeunes découvraient leur talent en
allant travailler quinze jours en
grand architecte ; aujourd'hui, ils
ont plus d'autonomie. Nous
n'avons pas le regret de cette ten-
dence ».

Le PAN a fait un pas de plus, l'Européen doit aller plus loin : Les lauréats du PAN, explique Didier Rebois, n'accédaient à la

Ainsi, le jury allemand a retenu le projet de **trois** architectes soviétiques intitulé «Réflexion intellectuelle». Berlin, le projet d'un architecte **allemand** pour Sète a été récompensé par le jury français.

« Deux équipes italiennes ont été lauréates », **Suède**, souligne Didier Rebois, l'une [à Jönköping] **avait** un projet dans la typologie urbaine italienne **avec** intégration **de** **matériau**. Une régularité jusqu-là inconnue en Suède, dont la culture **est** beaucoup plus organi-

Le thème était aride, qui ■■■■■
■■■■■ friches industrielles, ■■■■■
sites complexes ■■■■■ ancien,
banlieues ■■■■■ repenser, des agglomé-
rations ■■■■■ réunifier. La diversité ■■■■■
réponses a répondu ■■■■■ complexité
des questions. Et ■■■■■ diversité a
répondu l'éclectisme de jurys qui
■■■■■ se faire ■■■■■ exposer un
logue ■■■■■ très exhaustif sur les ten-
dances actuelles, avec, peut-être,
un zeste ■■■■■ plus. Un
■■■■■ guère plus. Mais c'est aussi
cela, la condition du renouveau
architectural, que de laisser parler
■■■■■ formes de l'enthousiasme,
débordé ■■■■■ maîtrise,
■■■■■ mégalomanie, schizophrène
ou rassurant, homogène ■■■■■ éclaté.

On s'en fait une idée précise grâce au volume qu'édite European pour la revue *Technique et architecture*, les jeunes poursuivant à travers l'Europe l'exposition qui célèbre nos jeunes talents. Ainsi, les projets récompensés par les jurys d'European II sont actuellement exposés à Athènes. Ils seront montrés en octobre à Milan, avant d'être expédiés à Saragosse.

Pour sa nouvelle édition, Europan se tourne vers les quartiers

d'habitation. « Chez ■■■ ville, urbaniser les quartiers d'habitat » sera le thème d'European III. Les ■■■ souhaitant participer à ■■■ troisième session s'engageront le 3 juillet à Strasbourg, ■■■ retrouveront ■ Prague en février 1993 pour le lancement officiel des concours.

FRÉDÉRIC EDELMANN
■ *European II, résultats européens*, Ed. European et T. ■
■ *Architecture*, 100 p., ■
■ F. Renseignements : European, ■ européen, Plan
construction ■ architecture
(P. Nord), ■ Paris-la
■ Cedex 04. Tél. :
40-81-24-47.

□ Les **Traverses**. - Le siège social de l'association toulousaine **Traverses** qui organise tous les chantiers vacances sur des sites patrimoniaux **Midi-Pyrénées**, a été ravagé par un incendie. Son fichier est détruit. Pour reprendre contact avec elle, s'adresser 14, boulevard **la Gare**, 31500 **Toulouse**. Tél. : 61-34-90-79.

Les malheurs de Pierrette

de notre correspondant

Reverra-t-on **REVERRA-T-ON**
de Pierrette, ce **de Pierrette, ce**
Picasso **Picasso** **300**
1989 pour **300**
à un entrepreneur **à un entrepreneur**
M. Tsurumaki? Pour l'i
ne, le **ne, le** **se**
mise, hypothèque, et, se
bedonnadère **Shiken Aeshi**
aurait **aurait** **A**
une **une** **se**
tre **tre** **cranciers, le**
entendre longtemps avant
voir être **voir être**
térêts français ne sont
puisqu'il a **puisqu'il a** **intégra**
ent part. Mais aujourd'
se sa valeur marchande p
esthétique qui prime.

L'achat de l'île de P...
par M. Tsurumaki avait
bruit. Vers 1980, enche
mutanement, l'île de
et à Tokyo.
pouvait M...
commissaire-priseur, le
un acheteur de d'
jeu les décide à l'
porter. M. Tsurumaki
onte de la sorpre
qu'il avait su m
invités dans un hôtel
kyo - manifestation orga
à l'achat pour
n acquisition.
chers, mais alo
Takeshi, directeur
général du Nihon Autopo
complexe touristique comp
un circuit automobile
préfecture de Kyushu
on de M. Tsurumaki
abriter

« Folle » d'un amateur d'a
vraiment. M. Tsurumaki
rtie ~~du~~ nouvelle vag
entrepreneurs ~~marques~~
flouri avec la flambée spé
de la seconde moitié
nées 80, parmi lesquels
trouve des amaqueurs
la voie dont certains se
nison.

Fukushima, M. Tsurumi monta à Tokyo pour y fonder une petite entreprise métallurgique. En 1978, il se lançait dans la promotion immobilière.

Jed, au bord, se mêlèrent avec Yasumichi Morishita, figure connue du monde des marchands d'art nippons qui fit fortune sur le terrain des prêts périlleux à taux usuraire et fut l'un des grands manipulateurs des cours de la Bourse, renommé les « Vipers ». Servi par la spéculation, il domina les marchés japonais comme dans le monde politique, M. Tsurumai fit fortune et, six ans plus tard, il créa Nihon Antipolis.

Achévé en octobre 1990, Autopolis est aujourd'hui pratiquement un musée. M. Tsurumaki criblé de dettes (l'agence d'investigations économiques, Takara Databank, la société mère de M. Tsurumaki, Nihon Tritrust, avait déjà un passif de 127 milliards de yens au 30 juin 1990). Les entreprises Satogumi et Hazama ont initié une procédure en faillite des équipements d'Autopolis.

Selon M. Mizuho Okada, directeur commercial du Hibi Autopolis, interrogé par téléphone, ces stands de l'Expo ont été exposés une fois lors de l'inauguration du circuit. Selon Mizuho Okada, le ciment est toujours exposé avec les équipements pour l'exposition à l'Expo.

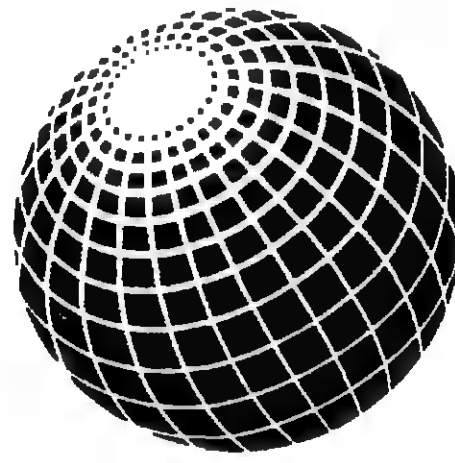
Dernière étape de M. Tsurumaki : organiser en 1993 une course de formule 1 sur son circuit. A quoi tient le charme d'une œuvre d'art... Les Tourneurs de Van Gogh sont-ils mieux lotis ? Le tableau dort au musée d'une compagnie d'assurance.

PHILIPPE PONS

La vente de tableaux impression-
nistes, qui s'est déroulée à
Londres, lundi 29 et mardi
30 juin, a atteint un total de
9,5 millions de livres (environ
95 millions de francs). C'est une
toile de J.M.W. Monet - une vue
de la Tamise peinte en 1903 - qui
s'est vendue la plus cher :
2,145 millions de livres (21,4 mil-
lions de francs). Suivie par la
Grande Parade de Chagall (1979),
1,012 million de livres (10 millions
de francs) et *Baigneuses*
de Gauguin (1906).

792 000 livres (7,9 millions de francs).

Les **deux autres artistes** acquisés **des prix dépassant deux fois leur valeur**. *Le Géant* de Magritte a atteint **102 000 livres** (1 million de francs) et une peinture de Giorgio de Chirico, intitulée *Ego quoe in Arcadia Vixi*, **83 600 livres** (830 000 francs). En revanche une œuvre de Van Gogh (*le Champ*) et une autre de Rodin (*le Penseur*) ont été retirées **de la vente** faute d'offre suffisamment élevée.



La Grande Fiesta: c'est pour tout le monde

La Grande Fiesta bat **■** plein. Plus de **■ 000 ■** visiteurs sont déjà **■** découvrir cette incroyable aventure internationale. D'anciens drakkars Viking y côtoient des téléviseurs Haute Définition. Déjeunez **■** Japon **■** dînez à la Terre de Feu. Plus de 50 **■** spectacles **■** y attendent. Vous trouverez tout cela à EXPO'92 **■** beaucoup d'autres choses **■**.

Souhaitez-vous participer à **la** grande aventure? Appelez dès maintenant votre agence de voyages pour obtenir de plus amples informations. Un large choix de logements **est** à votre disposition. Chambres d'hôtels à **des** prix, auberges, bateaux, campings. Dans la ville, à l'intérieur des terres ou sur la mer. Vous êtes certain de trouver une formule à votre **usage**. Ne manquez pas EXPO'92. C'est maintenant ou jamais.

EXP 92
SEVILLA

JUSQU'AU 12 OCTOBRE, 1992

MAINTENANT OU JAMAIS

ÉCONOMIE

Les pays riches et l'insaisissable reprise

IV. - Italie : la « crise de confiance »

« quelques jours du sommet sept grands industriels, du 1^{er} au 3 juillet à Munich, nous poursuivons la radioscopie de la situation économique des pays riches (Le Monde 1^{er} juin, 1^{er} juillet). Après le Japon, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, nous évoquons les difficultés de l'Italie, qui connaît une véritable « crise de confiance »

ROME

notre correspondante

« Il n'y aura ni sang ni larmes, mais un travail de chaque jour : d'un côté l'État, de l'autre les entreprises, nous devons le faire. » Au lendemain de la signature du traité de Maastricht, l'optimisme résoluement affiché par M. Guido Carli, le ministre du Trésor, résonnait comme une profession de foi d'autant plus indispensable qu'à l'heure de la mise en chantier de la contrainte Union économique et monétaire européenne, l'Italie, désormais handicapée par un déficit énorme, une inflation non jugulée et une véritable dérive de ses finances publiques, chaque jour davantage figure de « mauvais élèves ».

Le « miracle italien » du milieu des années 80, une croissance annuelle de 3,2 %, une PME conquérante, un embuscade sur les marchés européens, déjà bien loin. L'admiration, sinon la confiance, a ému, à la péninsule inquiète - sa capacité à régénérer, pour s'adapter aux exigences communautaires, fait douter. Conscients toutefois que l'Europe l'Italie n'aurait pas de ses porteurs, les attermolements et les expédients des gouvernements qui se sont succédés à Rome, en viennent à miser plus sûrement sur les pressions extérieures et l'effet « correcteur » de Maastricht pour que

l'Italie connaisse une croissance forte et durable. A preuve, le besoin était, de cette « crise de confiance », le mouvement de l'Etat italien par les marchés étrangers qui a suivi la « non » référendum d'août 1990, tandis que la lire et la Bourse de Milan accusaient immédiatement le coup.

Grèves - la dernière en date, celle des transports, a paralysé Rome une partie de la journée du mercredi 24 juin, - baisse de la production industrielle, scandales dans les milieux politico-financiers - l'ancienne place forte milanaise, sur la lire, le tout agité d'une politique pleine de délicatesses, qui a eu bien mal à l'accomplir d'un gouvernement, après quatre mois d'un vide quasi absolu aux commandes de l'Etat : en somme, la situation est guère brillante.

Sur la lancée des belles années

Et pourtant, si l'on regarde de plus près, le bilan n'est peut-être pas aussi sombre. En tout cas est-il plus nuancé. « N'exagérons pas », répond d'ailleurs invariablement M. Carlo Azeglio Ciampi, le gouverneur de l'Imprimerie Bancaire d'Italie, qui, bien que compétent, dit ici le plus en plus souvent sa politique monétaire au pays, dès qu'on lui parle de l'éventualité d'une Italie jouant un rôle dans la future grande partie européenne.

Il est vrai que, si le passé peut plaider pour l'avenir, la péninsule peut se targuer de vivre un peu sur le passé de quelques années. « Bonne santé », qui, en 1984 et 1989, a trouvé leur vigueur dans une forte demande intérieure (les dépenses de consommation des ménages dépassaient même la moyenne des pays de la CEE) et la compétitivité pro-

duits italiens sur les marchés internationaux. Mais, à compter de 1989, le mouvement de l'Etat italien par les marchés étrangers qui a suivi la « non » référendum d'août 1990, tandis que la lire et la Bourse de Milan accusaient immédiatement le coup.

Grèves - la dernière en date, celle des transports, a paralysé Rome une partie de la journée du mercredi 24 juin, - baisse de la production industrielle, scandales dans les milieux politico-financiers - l'ancienne place forte milanaise, sur la lire, le tout agité d'une politique pleine de délicatesses, qui a eu bien mal à l'accomplir d'un gouvernement, après quatre mois d'un vide quasi absolu aux commandes de l'Etat : en somme, la situation est guère brillante.



fièrement exigeants. Digital Equipment Corporation a joint-venturé avec la Comau (machines-outils) ; la Canon a joint-venturé avec Olivetti, et les Italiens - outre Fiat, pionnier des voitures, qui, à quelques semaines encore, a signé un important contrat pour la construction d'une usine de voitures en Pologne - n'étaient pas les derniers à regarder l'Etat. L'Etat, dynamique, l'Etat, en général décrié par les entre-

preneurs pour ses lourdeurs et son inertie - un point que soulignent les patrons regroupés à la Confindustria cherchant à créer un front d'action avec les grandes fédérations, la Confagricoltura ou la Confartigianato - ont toujours resté insatisfaits. Ce fut le cas notamment lorsqu'il s'est agi de favoriser la transformation du secteur des machines-outils, point fort encore aujourd'hui de l'industrie italienne, où une batterie de réévaluations, en 1987, a permis, par exemple, de



PME d'acheter et bénéficier de dégrèvements fiscaux appréciables. Tandis que les banques d'Etat ont réduit le crédit à court terme d'accorder des prêts subventionnés pour les entreprises.

Même « innovation », si l'on peut dire, pour rendre créatif un énorme problème comme le travail au noir, le « sommerso », le travail submergé, on l'appelle, par exemple du côté de Naples où il fait plus de 100 000 personnes, le patron de la ville dont le sang coagulé se liquéfie deux fois par an. Selon certains experts de l'Institut de la statistique (Istat), le travail au noir représenterait jusqu'à 20 % à 25 % du produit intérieur brut (PIB), et des points à 30 % dans le secteur tertiaire, et jusqu'à 65 % dans l'industrie. Une ressource inespérée, si tout du moins un « petit appel d'air » unanimement toléré, pour jongler entre la lourdeur des charges sociales et les pressions bureaucratiques, amortir le chômage (stabilisé autour de 10 %) et déjà partiellement relativisé par cette espèce de « réserve » de main-d'œuvre surnuméraire qui est la cassa integrazione, mécanisme interprofessionnel cautionné par l'Etat, voire l'immigration, et fournir ce « deuxième » emploi, et courir en Italie.

Inflation et dette publique

Et puis, en 1990, tout change : le milieu de l'année, le ralentissement amorcé en 1989 se traduit (le taux de croissance du PIB n'atteint plus que 1,4 % en 1991) que l'exportation des biens et services chutera de 0,8 %, le virage semble bien pour une Italie qui, dans un climat de rigueur, afin d'affirmer son attachement à la construction européenne, vient de décider en janvier 1991 d'entrer la lire dans la bande étroite de fluctuation du système monétaire européen. Se privant par la même occasion du principal instrument qui lui avait jusqu'ici permis de corriger les déséquilibres économiques : la dévaluation, pratiquée par moins de sept fois entre mars 1981 et janvier 1990. Logiquement, d'autres ajustements suivront : la réduction des dépenses, d'autant plus impératives, d'ailleurs, qu'apparaissent les déficiences du système. Elles sont toujours présentes.

Premier handicap auquel il n'est pas de s'attaquer : l'inflation, 6,1 % en 1990 pour une moyenne communautaire de 4,4 %, et 6,4 % en 1991. Une inflation qui exerce dans le pays des tensions qui s'exercent dans le monde international, c'est dire que les services et de la fonction publique, tandis que l'on observe parallèlement un décalage croissant de l'augmentation des salaires et de la production. Une dérive de l'OCDE, en dix ans (1981-1990), la productivité aurait progressé de 47 % dans l'industrie et de 50 % dans les services, pour une augmentation de 2 % dans la production de biens et de l'industrie.

Deuxième objectif : redresser, bien sûr, la dette publique. Un monstre qui n'a cessé de s'effiler pour passer de 40 % du PIB en 1980 à 106 % en 1991, ce qui a nourri l'effort des emprunts à taux élevés, lesquels l'Etat continue à recourir. Au point que le seul service de cette dette représente 14 % du déficit budgétaire. Une dérive qui plaide elle aussi en faveur d'une politique économique très restrictive.

Dire que rien n'a été fait toutefois est excessif. En six ans, le déficit budgétaire est passé de 13,8 % du PIB en 1985 à 10,6 % en 1991. Mieux, le déficit primaire a été pratiquement éliminé (0,4 % du PIB en 1991 pour 4,8 % en 1981). Un progrès qui repose toutefois sur l'augmentation systématique du prélèvement obligatoire qui, en dix ans, est passé de 33 % à 44,5 %. En revanche, l'effort sur les dépenses n'a pas suivi. Et pourtant le gouvernement sortant du démocrate-chrétien Giulio Andreotti avait, après bien des péripéties, réussi à faire adopter la loi de finances plutôt ambitieuse qui fixait à 67 000 milliards de lire (277 milliards de francs), soit 11 % du PIB, le nouvel effort à accomplir pour ramener le déficit public à 10 000 milliards de lire (environ 40 milliards de francs), soit 8,5 % du PIB. Un optimisme théorique qui, dans la pratique, a dû être suivi d'ajustements dérivés.

Malgré les dernières estimations officielles, le déficit de financement de l'Etat pourrait atteindre la plus de 160 000 milliards de lire (174 milliards de francs), soit 10,5 % du PIB, déborder ainsi d'environ 100 000 milliards de lire au-delà du plafond fixé par le Parlement en décembre dernier. Besoin qui pourrait monter jusqu'à 225 000 milliards de lire en 1993 et 280 000 milliards en 1994 (soit 14,6 % du PIB) dans le plan triennal d'assainissement proposé il y a moins d'un an par M. Carli, alors ministre du Trésor. Limitait respectivement à 100 000 et 120 000 milliards à venir à 110 000 et 97 000 milliards de lire.

Les sommets de l'économie fiscale

Ce nouveau dérapage prend sa source, estiment les experts, dans la dévaluation des valeurs fiscales attendues, du fait d'un taux de croissance espéré de 2,5 %, qui ramène ces derniers mois à 1,8 %, et surtout dans une dévaluation généralisée des dépenses, et notamment des dépenses de l'Etat. Encore que la loi de finances ait été accomplie : le principe de la modification, pour ne pas dire l'abandon, du système de l'échelle mobile - la scala mobile - qui liait les salaires aux prix, semble enfin acquis : comme l'a également accepté par les partenaires sociaux conscients des sacrifices à accomplir la volonté, exprimée dans le budget 1992, de limiter l'augmentation des rémunérations dans le secteur public à 4,5 %, soit à un niveau légèrement inférieur à l'inflation. Il était temps, la poussée sur les salaires, en dépit des grands principes mille fois agités par les gouvernements successifs qui ont voulu s'attaquer à ce problème, avait connu de grands succès : le taux de l'indice des salaires en un an (entre avril 1990 et avril 1991) avait augmenté de 8,6 % dans l'industrie et de 12,9 % dans l'administration.

Malgré ces plus les aberrations du système fiscal italien. Le système de l'échelle mobile, qui fonctionnait par un mécanisme anglais et en gère les critères régionaux, s'avère de plus en plus coûteux, inefficace, ou encore le système des retraites et des pensions. Cet autre gouffre où se conjuguent cumuls de pensions et de salaires, d'une fiscalité publique pléthorique qui pèse plus de 10 % du PIB, et l'évasion fiscale d'acteurs aux sommets : pour 1990, on a estimé un manque à gagner de 100 milliards de lire dans le recouvrement du seul impôt sur le revenu, pour un manque à gagner général dix, vingt ou trente fois supérieur. Personne ne

semble moins en moins compétitive. Fiat, elle-même dans le point de mire des investisseurs japonais, vient de fermer une usine à Chivasso et joue le fond de la cassa integrazione, qui lui a déjà permis de se remonter la crise des années 70 ; quant à l'autre géant blessé, Olivetti, le président M. Carlo Benedetti était assez heureux l'autre semaine à Rome d'expliquer que « faire tourner une entreprise qui a dû faire face à des effets d'un » n'est pas facile » et que, en dépit de ce handicap, Olivetti, bien que encore en bien, est en bon état, et que cas bien mieux que ses concurrents étrangers.

Une perte de compétitivité estimée à 2 % pour toute la péninsule depuis le début de l'année 1990 par la Banque d'Italie, et qui a pour conséquence d'inciter les entrepreneurs italiens à chercher, plus à l'Est, une main-d'œuvre à bon marché. Parallèlement, les investisseurs étrangers boudent la péninsule, notamment les services coûteux de moindre qualité. Enfin, les résultats du commerce extérieur ne sont pas plus probants, même si l'Italie a réduit pendant les premiers huit mois de 1991 son déficit vis-à-vis de la Communauté (en particulier la France et le Royaume-Uni) grâce à une amélioration conséquente, pour la deuxième année consécutive, de sa position à l'égard de l'Allemagne unifiée. Une situation qui s'aggrave, à l'inverse, vis-à-vis du Japon et des Etats-Unis.

Dans cette situation mouvante, jamais le « vide » - à moins que ce soit le « trop-plein » - politique n'est pas de façon aussi inquiétante que ces derniers mois. Et la lumière brutale, jetée par les récents élections de Milan, sur la gestion des services publics, et les pots-de-vins versés par certains à des partis, n'est guère flatteuse pour la « participation » qui depuis la dernière guerre a mis le pays en coupe réglée, au nom de la « lottizzazione », c'est-à-dire, pour parler crûment, la « parodie du gâté ». Ajoutons à cela un parlementaire chaotique et fragmenté qui rend à bien des égards les tentatives de réforme de l'Etat, et l'on comprend pourquoi, non sans ironie, certains commentateurs qui insistent à cor et à cri des « techniciens » aux commandes de l'Etat en vue d'une réforme qui le test contraindrait de l'Etat soit précisément, « pour le système politique italien, l'équivalent de ce que fut la guerre d'Algérie pour la IV^e en France ».

A cet égard, la sortie très remarquée, le 30 mai, de M. Carlo Azeglio Ciampi, lors de l'assemblée générale de la Banque d'Italie à Rome, était significative. Le gouverneur - d'aucuns auraient voulu voir dans le nouveau gouvernement de M. Giuliano Amato - ne s'est en effet pas limité à présenter une analyse de la situation économique, jugée « une année d'urgence préoccupante », mais il a développé, ce qui était une grande première, les grands thèmes de ce qui pourrait constituer un programme de gouvernement : maintien d'une politique économique plus restrictive et stabilité de la lire (pour répondre au doute au « parti » de la dévaluation) qui s'est pas mal agité ; impulsion à la concurrence, assainissement, etc. Bref, ce que l'Italie a déjà vu feindre d'applaudir des deux mains pour conforter sa conviction européenne.

Il faudrait-il, pour faire passer la pilule des réformes nécessaires - ce que beaucoup d'Italiens, en dépit de leur enthousiasme, risquent, une fois au pied du mur, de trouver plus amère que prévu, - qu'un gouvernement soit surtout crédible se constitue. Ce qui, vu l'état de la majorité sortante, l'absence d'un parti politique dominant, et les pressions aux législatives d'après l'élection, dans l'immédiat peu probable. A moins que ce « male oscuro » qui ronger l'économie italienne ne soit pas tant le déficit ou la mauvaise gestion, que ce soit le manque à l'Etat, qui fait, dans la pratique, l'éditorialiste de Repubblica, Mario Pisanò, « qui entretient en jeu les rapports entre le pouvoir exécutif et le législatif, entre les partis et l'électorat, entre les représentants syndicaux et les corporations. Et ces points d'articulation ont toujours été l'élément sur lequel chaque gouvernement a fait naufrage ».

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Prochain article :

Etats-Unis : embarras de M. Bush par Serge Marti

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

- 3^e arrdt**
MARAI, Studio, chaudière, 730 000 F. Tél. : 40-22-93-90.
- METRO RAMBUTEAU**
Près Archives nationales, imm. classé 3^e arrdt, 48 m², 3^e ét., asc., cul., 800 000 F. 48-04-94-48.
- 5^e arrdt**
MAUBERT, studio 24 m² + ss-sol, 200 000 F. Tél. : 250 000 F. 40-53-92-09.
- 8^e arrdt**
SAINT-AUGUSTIN, 210 m², duplex, 4^e et 5^e ét., Salon, salle à manger, 4 chambres, par escalier intérieur, grand studio, balcon, soleil, 7 900 000 F. 42-89-50-57.
- 9^e arrdt**
EXCEPTIONNEL
NOTRE-DAME-DE-LORETTE
RUE DES MARTYRS
Bel espace 34 m², verrière sur cour, belle vue sur jardin, 3^e et 4^e ét., calme, Cuisine, wc, chaudière, asc., soleil, 2 070 000 F. 43-57-77 (rép.).
- 10^e arrdt**
PARADIS plain ciel, vue 34^e, 21 m², 3 mezz., 8^e ét., asc., cul., soleil, 2 070 000 F. 43-57-77 (rép.).
- 11^e arrdt**
BOULEVARD VOLTAIRE
Imm. d'angle, p-dét., 50 STUDIO 38 m², cuisine, 8^e ét., asc., cul., soleil, 2 070 000 F. 43-57-77 (rép.).
- 12^e arrdt**
AVENUE DE ST-MANÉ
Post. profession libérale, imm. gd stand, 3 pos. cuis., 11 ét., gd asc., 925 000 F. 43-70-04-04.
- 18^e arrdt**
AUTEUIL ERLANGER
RESIDENCE STANDING
1 APPT PAR ETAGE 148 m², 540 m² de balcon 5 m², Cuisine équipée 17 m², 3 ch., 14 m², 15 m², 20 m², 2^e et 3^e ét., 40 000 à 45 000 F/m² + bax.
- APPT TEMOIN**
SIRENDEZ-VOUS
NEVEU 47-43-96-96.
- BD MURAT**
Part. vend. dans petit immeuble ancien, faibles charges.
- BEAU 2 P - 42 m²**
R-de-ss, s/jardin et cour, Living 21 m² + chère 14 m², belle vue, 2^e et 3^e ét., 40 000 F. 47-70-09-56.
- 17^e arrdt**
METRO BROCHANT
COQUET STUDIO
77 OPT. 2^e et 3^e ét., CALME, 280 000 F. 48-04-85-85.
- 19^e arrdt**
BUTTES-CHAUMONT
Imm. 1^{er} étage, p-dét., 50 STUDIO 38 m², cuisine, 8^e ét., asc., cul., soleil, 2 070 000 F. 43-57-77 (rép.).

appartements achats

- Recherche 2 à 4 pos., préf. Paris 8^e, 9^e, 14^e, 18^e, 19^e, 20^e, 21^e, 22^e, 23^e, 24^e, 25^e, 26^e, 27^e, 28^e, 29^e, 30^e, 31^e, 32^e, 33^e, 34^e, 35^e, 36^e, 37^e, 38^e, 39^e, 40^e, 41^e, 42^e, 43^e, 44^e, 45^e, 46^e, 47^e, 48^e, 49^e, 50^e, 51^e, 52^e, 53^e, 54^e, 55^e, 56^e, 57^e, 58^e, 59^e, 60^e, 61^e, 62^e, 63^e, 64^e, 65^e, 66^e, 67^e, 68^e, 69^e, 70^e, 71^e, 72^e, 73^e, 74^e, 75^e, 76^e, 77^e, 78^e, 79^e, 80^e, 81^e, 82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 87^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 93^e, 94^e, 95^e, 96^e, 97^e, 98^e, 99^e, 100^e.
- 94 Val-de-Meuse**
FONTEINER RER
MAISON DE VILLE
6 P. CONFORT
à rénover, jardin, 10 000 F. m², 42-85-11-88.
- Provence**
ST-TROPEZ, Perceuse vend appartement-immobilier, RESIDENCE, 48 m², vue sur mer, LE GOLFE, 1 800 000 F. Tél. : heures repass. 84-73-42-38.
- VINCENNES**
Demi hôtel particulier, 8^e P., 180 m², lunette, Jrd. Gd. 300 000 F. MISCOT, 43-44-43-87.
- Corse, Porto-Vecchio, Adorpo**
International à 20 km (Pigari). A 100 mètres des plages de sable fin du golfe, sans route à traverser et à 2 500 m de toutes commodités. Dans un ensemble de 24 villas, avec piscine privée, possibilité de « résidence principale » d'environ 60 m² habitables + terrasse de 28 m², barbecue, pour 3 personnes, confort, meubles. Faibles charges, très bon rapport locatif : 10 %. Tél. : 18-13-55-24-28 ou 45-65-90-71.
- viagers**
Libre Versailles (St-Louis), Immeuble récent, grd 4 pos. + studi, parking, 11 MF + 12 000 F/mois. P. CRUS - 42-85-15-00.
- bureaux**
Locutions
et tous services. 43-55-17-50.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

150-000-000

سكنا عن الوطن

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Afin de donner la priorité à la réunification

Le budget allemand de 1993 est marqué par des renoncements

Le gouvernement allemand a adopté le 1^{er} juillet un projet de budget pour 1993 - en hausse de 2,5 % - qui doit réduire le déficit des finances à 110 milliards de deutschemarks. La priorité est la reconstruction de l'Est et la plupart des ministères voient leur budget sérieusement amputé.

FRANCFORT

notre correspondant

Pour s'être trompé en estimant grandement les dépenses de l'Est - on a fêté le 1^{er} juillet le deuxième anniversaire de l'unification économique et financière - le pour n'en avoir pas plus tôt les conséquences, le gouvernement de Bonn a accumulé les déficits budgétaires : 110 milliards de marks (1) en 1991 et 130 milliards attendus pour l'année d'après.

Les chiffres de la Bundesbank, la banque publique (celle de l'Etat fédéral) sont ceux de l'Etat fédéral des communes) est devenu le principal - et le plus coûteux - des problèmes économiques en Allemagne.

Le gouvernement est contraint à des renoncements. Tous les partenaires de Bonn critiquent la politique allemande qui, faute d'ajustement budgétaire, reporte le fardeau sur la politique monétaire et contraint la Bundesbank à maintenir des taux d'intérêt élevés, ce qui freine la reprise mondiale. M. Theo Waigel, ministre des finances, l'a compris, et il a présenté, en mai, un plan d'ajustement à moyen terme (1993-1996) qui doit replacer les finances allemandes sur la voie de la consolidation (le budget de 7 ans). M. Waigel a présenté son budget 1993 une semaine avant la date traditionnelle, afin de montrer à ses partenaires du G7, ce week-end à

Munich, comment l'Allemagne a viré à bord.

Le budget pour 1993 s'inscrit dans ce cadre restrictif qui veut que les dépenses n'augmentent pas plus que de la moitié du PIB (produit intérieur brut). En 1993, elles vont croître de 2,5 % seulement à 435,7 milliards de marks (environ 1 500 milliards de francs), pour une croissance prévue de 3 %.

« Des économies de fer »

La priorité est la réunification : 92 milliards de marks (en hausse de 6,9 %) seront consacrés aux cinq nouveaux Länder, soit un mark par cinq, comme l'a souligné le chancelier Helmut Kohl. L'observateur, en premier, sur le budget du ministère des Affaires sociales qui augmente de 1,1 % parce que l'on ne peut pas le chômage va gonfler à l'Est. A l'Ouest, en revanche, il a fallu supprimer les subventions à l'Office du travail, de 6 milliards de marks, ce qui impose des réductions d'aides diverses : rapatriés, apprentissage.

Pour le reste, M. Waigel a imposé ce qu'il appelle les « économies de fer ». Le budget de la défense est amputé de 2,5 % celui du ministère de l'Environnement de 3,5 %. Le ministère de l'Écono-

mie, qui est doté de 14,9 milliards de marks, a chuté de 4,8 %, ce qui doit être entièrement compensé par des subventions, par exemple à l'aéronautique ou à la coopération avec les Russes.

Le déficit fédéral devrait être réduit à 38 milliards de marks en 1993 contre 40,5 milliards l'année dernière. La dette fédérale sera, la même augmentée, un modeste milliard pour atteindre 675 milliards de marks fin 1993. Les chiffres du ministre des finances. Car les comptes de M. Waigel sont trompeurs à ce sujet, puisqu'il ne tient pas différentes institutions publiques que l'Etat devra consolider, comme l'Office des privatisations (Treuhandschaft) et la Poste (même si l'Office pour l'unité allemande. Au total, la dette publique atteindra, selon la Deutsche Bank, 1 275 milliards de marks fin 1993, soit 30 % du PIB. Du coup, les remboursements (intérêts et capital) de nouvelles émissions de titres : la répartition 11,7 % du budget en 1993 et 14,2 % en 1994.

ÉRIC LE BOUCHER

(1) 1 deutschemark vaut 3,36 francs.

JAPACIC

L'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires, réunie le 24 juin 1992 sous la présidence de Monsieur Jacques DESAZARS et MONTGAILHARD, a décidé la mise en distribution d'un dividende de F 2,00 par action, d'un avoir fiscal de F 0,40 pour les personnes physiques et F 0,43 pour les personnes morales.

Le Conseil d'Administration qui a suivi a décidé que le dividende sera en paiement le 7 juillet 1992. Les actionnaires auront la faculté de souscrire, en franchise de droit d'entrée, des nouvelles en remploi de leur dividende, jusqu'au 7 octobre 1992.

La valeur liquidative de l'action JAPACIC a baissé de 0,6 % le 1^{er} janvier 1992 le 24 juin 1992 pendant la même période l'indice NIKKEI à Tokyo a reculé de 29,3 % l'indice CAC 40 à Paris a progressé de 10,4 %.

CIC Union Européenne de CIC

4, rue Gallien 75107 Paris - Tél. : (1) 42.66.70.00

COMMUNICATION

Le Festival international du film publicitaire de Cannes

Les récupérations de la pub

Domination traditionnelle de la Grande-Bretagne, solide présence des États-Unis, pauvre performance de l'Allemagne, de l'Italie et de la France, marginalisation de l'Espagne - qui empêche le grand prix : le palmarès du Festival international du film publicitaire de Cannes reflète le paysage publicitaire mondial en temps de crise.

CANNES

de notre envoyé spécial

La publicité a l'habitude des gagnants qui défontant les perdants pour aller au but, qui jouent sur les aléas pour rester en mémoire, qui s'écourtent pour durer plus longtemps. S'il a fallu qu'un mot pour résumer le 39^e Festival international du film publicitaire qui s'est achevé le 27 juin à Cannes, ce serait : récupérations. Au pluriel, car la manifestation est à la fois économique, écologique, idéologique ou même érotique.

Moins de films produits, avec des budgets plus serrés : la bourse publicitaire de l'année 1991 a assés la profession. Il était normal que la production de spots soit groggy, avoir en ce temps de récupérer. En France, faillites de sociétés, polémiques entre producteurs et producteurs sur l'acte de vigilance du Conseil de la concurrence, ont rendu l'air du monde prudent. Même les « créatifs » des agences ont dû se rassurer en montrant leurs talents. L'explication de la pauvre performance tricolore ? L'Italie la France n'avait si mal figuré au palmarès, avec cinq Lions (dont un seul d'or, pour la Delacere et l'agence Ogilvy & Mather) face aux vingt-sept récompensés par les États-Unis et la Grande-Bretagne, piliers traditionnels, et à la dizaine du Japon, des Pays-Bas et l'Espagne au plein bouillonnement publicitaire. Les grands vainqueurs de l'Allemagne et l'Italie ont bien, avec leurs récompenses

vendre, dans vingt-huit catégories, des boissons alcoolisées aux parfums, en passant par l'automobile et les services publics.

La victoire de l'Est a été frappée. Nourrie à l'air du temps, la pub ne pouvait ignorer le thème de l'air pur, de la couche d'ozone, du réchauffement global, de la pollution. Il y a, bien sûr, les films qui dénoncent cette cause, ceux des catégories « causes environnementales » et « services non polluants » qui ont ramassé des poules. Hollande ou aux débris de Sao-Paulo, ou encore l'impressionnant spot de Greenpeace sur la protection de l'Antarctique. Il y a aussi les producteurs d'énergie, notamment d'électricité, qui tentent de Londres à Tokyo leur projet et le recyclage. La compagnie de Portland (Oregon) a même gagné un prix en recyclant aussi une vidéo des années 60 : le film de Frank Zappa. Il persiste dans son refus outragé de contribuer à faire vendre un produit... mais n'a pas à se plaindre d'un spot pour l'écologie aux images d'énergie.

Il y a enfin les produits qui se targuent de l'épithète naturel, comme ce Lion d'or de la catégorie électronique grand public, obtenu par une agence hollandaise, un jeu (l'animal) Interloquée réagit face à une enceinte acoustique Sony qui reproduit ses cris.

Mais en art, rétrospectivement, la pub a ses règles et ses toujours plus, la publicité s'autoparodie et régénère ses propres mythes. Les Anglais ont traditionnellement mérité dans ce genre, avec par exemple trois récompenses pour l'ITC (l'équivalent britannique du CSA) qui dénonce la pollution publicitaire. Mais l'Espagne ne s'est pas en vain, l'agence TBWA, de Madrid, a ainsi habilement transformé des images de football pour son client, le quotidien sportif Marca (Lion d'or de la catégorie médias). Quant à l'agence Casadevall Pedreno, elle gagne un grand prix (le deuxième de l'Espagne en quatre ans) en additionnant les crédits pour son client Rubber Cement. De jeunes nonnes doivent réparer l'appendice d'une statue d'angelet mâle. Après conseil de la hiérarchie supérieure - application d'une colle - l'édit appendice est mal dirigé vers le haut. C'est une novice inspirée qui redressera la situation en appliquant les qualités de cette colle flexible. Et, en même temps, la souplesse de la publicité pour récupérer.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité - Admission

POLYTECHNIQUE

Admissibilité

MINES - PONTS - TELECOM

36.15 LE MONDE

TOUT RES

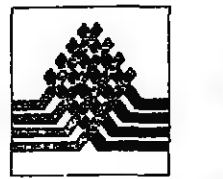
Chômage de longue durée. Le plus dramatique serait de ne pas appliquer des solutions qui existent.

Personne ne détient de recette miracle contre le chômage de longue durée. Mais rarement autant de moyens ont été réunis pour agir et réduire, emploi après emploi, le chômage. Les Contrats de Retour à l'Emploi (C.R.E.) font partie des solutions.

Voici trois de leurs avantages qui vous inciteront à embaucher sans attendre :

- Pour tous les C.R.E., l'exonération de la part patronale des cotisations sociales est totale pendant 9, 18 mois ou plusieurs années selon le cas.
- Une prise en charge des frais de formation est possible, si celle-ci est nécessaire.
- Une aide forfaitaire complémentaire (de 10 000 Francs) existe pour faciliter l'embauche de certaines catégories de demandeurs d'emploi.

Demandez, à votre expert-comptable ou à votre Chambre de Commerce et d'Industrie ou de Métiers, plus de précisions sur l'ensemble des avantages offerts par les C.R.E. Vous constaterez que ces contrats sont souples et rentables pour l'entreprise. N'hésitez pas à utiliser le C.R.E. pour embaucher... C'est cela qui fera reculer le chômage de longue durée.



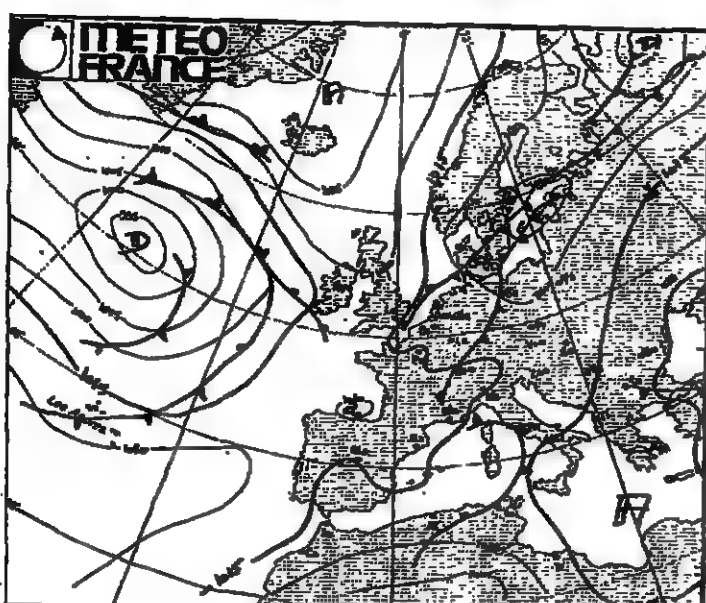
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation

Chômage de longue durée.

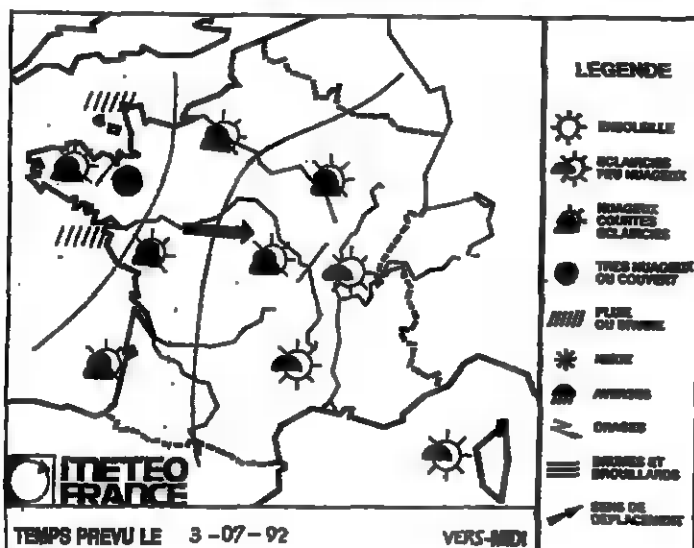
IL EXISTE DES SOLUTIONS, NE LES LAISSONS PAS PASSER

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2 JUILLET A 0 HEURE TUC

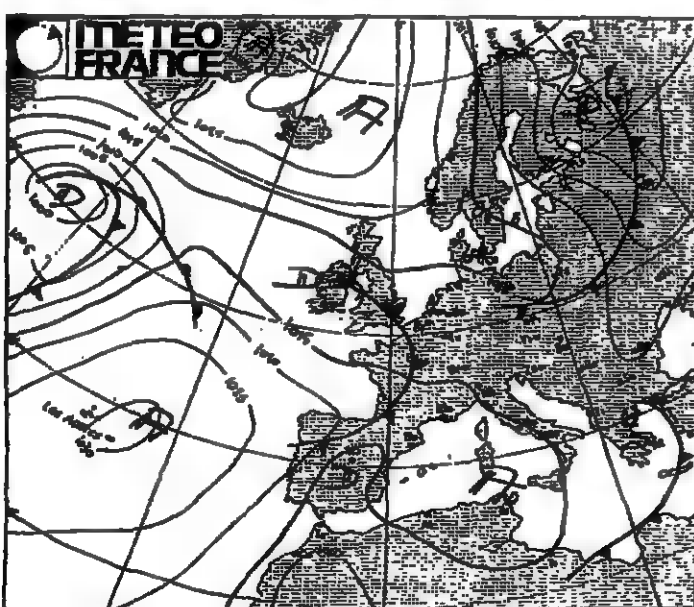


PRÉVISIONS POUR LE 3 JUILLET 1992



Vendredi - Le matin, le ciel est nuageux sur le littoral, avec quelques pluies sur le littoral. En journée, le ciel est nuageux sur le littoral, avec quelques pluies sur le littoral. Les températures maximales seront de l'ordre de 12 à 15 degrés en général, localement 16 à 18 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, les maximales seront de l'ordre de 20 à 23 degrés au total, localement 24 à 27 degrés sur le littoral. Les températures minimales seront de l'ordre de 12 à 15 degrés en général, localement 16 à 18 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 4 JUILLET 1992 A 0 HEURE TUC



| TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés | | | | | | | | | |
|---|----|----|---|--|-------------|----|----|---|--|
| Valeurs extrêmes relevées entre le 1-7-1992 à 18 heures TUC et le 2-7-1992 à 6 heures TUC | | | | | | | | | |
| 2-7-92 | | | | | | | | | |
| FRANCE | | | | | ÉTRANGER | | | | |
| ALGER | 26 | 14 | N | | ALGER | 27 | 15 | D | |
| BARCELONE | 26 | 14 | N | | BARCELONE | 27 | 15 | D | |
| BORDAUX | 21 | 14 | N | | BORDAUX | 21 | 14 | N | |
| BRESCIA | 22 | 14 | N | | BRESCIA | 22 | 14 | N | |
| CADIX | 22 | 14 | N | | CADIX | 22 | 14 | N | |
| CHERBOURG | 22 | 14 | N | | CHERBOURG | 22 | 14 | N | |
| CLEMONTE-FE | 22 | 14 | N | | CLEMONTE-FE | 22 | 14 | N | |
| COCOT | 22 | 14 | N | | COCOT | 22 | 14 | N | |
| GENÈVE | 22 | 14 | N | | GENÈVE | 22 | 14 | N | |
| LYON | 22 | 14 | N | | LYON | 22 | 14 | N | |
| MARSEILLE | 22 | 14 | N | | MARSEILLE | 22 | 14 | N | |
| NANCY | 22 | 14 | N | | NANCY | 22 | 14 | N | |
| NANTES | 22 | 14 | N | | NANTES | 22 | 14 | N | |
| PARIS-MONT | 22 | 14 | N | | PARIS-MONT | 22 | 14 | N | |
| PERPIGNAN | 22 | 14 | N | | PERPIGNAN | 22 | 14 | N | |
| STRASBOURG | 22 | 14 | N | | STRASBOURG | 22 | 14 | N | |
| TOULOUSE | 22 | 14 | N | | TOULOUSE | 22 | 14 | N | |
| VALD'ISÈRE | 22 | 14 | N | | VALD'ISÈRE | 22 | 14 | N | |
| VERDUN | 22 | 14 | N | | VERDUN | 22 | 14 | N | |
| WAGNER | 22 | 14 | N | | WAGNER | 22 | 14 | N | |
| WAGNER | 22 | 14 | N | | WAGNER | 22 | 14 | N | |

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

La dame dans le train avec le manteau et le bébé

Qui pu... que...
puisse encore aujourd'hui
être déchirant, un
train, c'est la
fête, n'est-ce pas ? Le départ,
l'aventure, les rencontres, le
merveilleux ordonnancement, par
la fenêtre, les terroirs, les
labours, les Sarajevo-Zagreb,
à bord duquel avait pris
le train de la gare de Zagreb
sur un quel que de la gare
Zagreb errait une jeune mère
accrochée à son enfant de deux
ans, une jeune femme sans
bagages, attachée, sans len-
demains, elle fut Sarajevo,

mais personne n'attendait à
Zagreb. Son frère, disait-elle,
vivait à Salzbourg. Mais elle
n'avait pas de passeport, la Bos-
nie, trop jeune pays, avait autre
fois qu'imprimer les
passeports. Et le train d'Au-
tisme ne lui envoyait pas de
passer, pas de visa.

Elle n'avait pas de manteau.
Elle portait un châle de manteau
orange, la dernière mode de Sa-
rajevo. A l'évidence, elle
fraîchement arrivée au bon-
heur, à la paix des jours. Quelle
horreur de voir l'histoire, de
voir à l'aveugle, de voir à l'aveugle,
et, en trois chiquenaudes,
l'envoyer rouler sur les routes,

d'une loterie.
Après l'attente pendant deux
jours, l'équipe FR 3 l'aban-
donna. Elle sortit de l'image,
accrochée à son bébé, à son
bébé, à un bouclier, à son
sort. Elle peut-il arriver à une
jeune femme sans son bébé ? Une
porte s'ouvrit toujours, une main
se tendra. On peut le croire. Il
n'empêche qu'à l'heure où l'on
regardait ces images, elle
vraisemblance, un horizon de
ruines la contemplait, de
de gare, de de trains.

Quelques centaines de kilomè-
tres plus à l'ouest, sur la même
continent sembla-t-il, les informa-
tions mentionnèrent un bébé
qui se profilait dans les
affrontements. Ce pays, depuis
bien longtemps, ne connaissait
plus de guerres que volontaires,
le week-end, parce que les voi-
sins roulaient trop vite. Cer-
taines citoyens semblaient pour-
tant à Sarajevo. On comprit vaguement
qu'ils souhaitaient continuer à
pour un monde tran-
quille, un monde où un gouverne-
ment tyrannique prétendait les
dissuader. Si curieux que cela
parût, on pressentait pourtant que
la jeune femme au bébé
orange ne serait pas petite place.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans le supplément du Monde. Signification des symboles :
■ signalé dans le Monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; * On peut voir ; ** Ne pas manquer ; *** Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 2 juillet

- TF 1**
20.45 ► Feuilleton : Mort à Palerme. De Luigi Parelli (1^{er} épisode).
22.35 Magazine : Rumeurs. Invité : Mirella Darc. Faut-il craindre les requins en Méditerranée ? La pleine lune rend-elle fou ? Les micro-ondes donnent-elles le cancer ?
23.35 Journal et Météo.
23.45 Série : Mémoires.
A 2
20.55 Magazine : Envoyé spécial. Lettres d'Algérie, de Paul Nahon, Bernard Benaymin, Martine Lemaire et Annie-Claude Boquet, textes lus par Bernard Giraudeau, Richard Berry, Pierre Arditi, André Dussollier. L'or noir, de Pierre Salviac et André Vigneux.
22.15 Documentaire : Une œuvre pas croyable. Film américain d'Arthur Hiller (1967).
23.55 Magazine : Merci et encore Bravo.
FR 3
20.45 Cinéma : Ivanhoé. Film américain de Richard Thorpe (1951).
22.35 Journal et Météo.
22.55 Cinéma : Libre comme le vent. Film américain de Robert Parrish (1957).
0.15 Musique : Mélomanie.
CANAL PLUS
20.35 Cinéma : Nous sommes tous des voleurs.

- 22.45 Flash d'informations.
22.40 Cinéma : Uranus. Film français de Claude Berri (1980).
0.15 Cinéma : Placard de l'angoisse. Film américain d'Armand Mastroianni (1987).
M 6
20.40 Cinéma : La légion. Film français de Claude Lelouch (1978).
23.50 minutes d'informations.
ARTE
20.20 Documentaire : Souvenirs. Présenté par Joachim Jauer. Peuples en mouvement. 1^{re} partie : d'Est en Ouest.
20.35 Reportage : En Bosnie. De Drogen Balic. Yougoslaves à Bosnie-Herzégovine quittent leur pays.
20.45 Reportage : En studio.
21.15 Reportage : Répétition générale. La Forêt de la Vierge. Jenny et Bernd Schöcher.
21.15 Discussion en studio.
22.05 Interviews.
22.40 Discussion en studio.

- 22.45 Reportage : Examen. De Pierre Louch.
23.00 Documentaire : Ton toit, mon toit.
23.30 Téléfilm : Mon cher passé. Dialogue du passé. De Jenny et Bernd Schöcher.
FRANCE-CULTURE
20.30 Dramatique. Deux textes. De Pierre Louch.
21.30 Profils perdus. Jean Grenier, philosophe (2).
22.40 Les magnétiques. D'Arménie à Chaville.
0.05 Du jour au lendemain. Avec Anne Caumont. Mort des philosophes et des contes.
0.50 Musique : Dada. Le Zaldaco (4).
FRANCE-MUSIQUE
20.30 Symphonie n° 2 de Beethoven. Orchestre n° 1 de l'Opéra de Paris. Conducteur : Claudio Abbado.
21.10 Les magnétiques. D'Arménie à Chaville.
0.30 Dépêche-notes.
0.35 L'Heure bleue. Par André Claret. Jazz SVP. C'est hier. Tous en scène.

Vendredi 3 juillet

- TF 1**
14.30 Feuilleton : Côte Ouest.
15.00 Feuilleton : Bonne Espérance (5^e épisode).
17.05 Club Dorothée vacances.
17.40 Série : Loin de chez moi.
18.05 Série : Premiers baisers.
18.30 Jeu : Une famille en or.
19.00 Feuilleton : Santa Barbara.
19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.45 ► Feuilleton : Les Cœurs brûlés. De Jean Sagols, avec Mirella Darc, Pierre Vaneck (1^{er} épisode).
22.25 Sport : Boxe. Championnat d'Europe des super-moyens, en direct de Pontault-Combault : Franck Nicotra (France)-Ray Close (Grande-Bretagne).
23.30 Divertissement : Arthur, émission impossible.
A 2
13.45 Série : Les Cinq Dernières Minutes.
14.30 Divertissement : La Chiffre.
15.20 Magazine : Thalassa. Cargo 92 : le navire, la mer, de Sophie Bontemps et Daniel Bastompiers. Des spectacles (théâtre, danse, musique rock) à bord d'un cargo qui fait escale dans les ports d'Amérique latine.
21.40 Traverses. Les Cœurs brûlés, de Jacques Brigot.
22.35 Journal et Météo.
22.55 Magazine : Musique. Festival de musique de mer (1^{er} partie). Avec : Nordmann, Anne-Sophie Schmidt, Stern, Rostropovitch, Vladimir Spivakov, Stern, Jean-Pierre Rampal, Les Contes, Les Minnistes à Budapest, l'Ensemble de Varsovie.
23.55 Les Incontournables (Rediff.). Musique : L'Incontournable. Trigramme.
CANAL PLUS
13.35 Cinéma : Miroir. Film français de Claude Lelouch (1975).
15.20 Divertissement : Les Allumés...
15.45 Cinéma : L'Amant. Film italo-franco-allemand de Claude Lelouch (1976).
17.35 Sport : Tennis. Révision du tournoi de Wimbledon.
18.30 En clair jusqu'à 20.30.
18.30 Le Top.
18.30 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Téléfilm : Le Kissing Game. De Tony Wharmby.
21.55 Documentaire : Caribbean Jimmy. De Thierry Sécrin.
22.55 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Le justicier braque les dealers. Film américain de Jack L. Thompson (1987).
0.35 Cinéma : Always. Film américain de Steven Spielberg (1989) (v.o.).
M 6
14.40 Série : L'Incontournable danger. Divertissement des clips.
15.50 Magazine : Zygomachine.
17.15 Série : Brigade de nuit.
17.35 Série : L'Étalon noir.
19.00 Série : La Maitre Maison dans la prairie.

- 20.05 Dessin animé : Tom and Jerry Kids.
20.15 Divertissement : La Chiffre.
20.35 Magazine : Thalassa. Cargo 92 : le navire, la mer, de Sophie Bontemps et Daniel Bastompiers. Des spectacles (théâtre, danse, musique rock) à bord d'un cargo qui fait escale dans les ports d'Amérique latine.
21.40 Traverses. Les Cœurs brûlés, de Jacques Brigot.
22.35 Journal et Météo.
22.55 Magazine : Musique. Festival de musique de mer (1^{er} partie). Avec : Nordmann, Anne-Sophie Schmidt, Stern, Rostropovitch, Vladimir Spivakov, Stern, Jean-Pierre Rampal, Les Contes, Les Minnistes à Budapest, l'Ensemble de Varsovie.
23.55 Les Incontournables (Rediff.). Musique : L'Incontournable. Trigramme.
CANAL PLUS
13.35 Cinéma : Miroir. Film français de Claude Lelouch (1975).
15.20 Divertissement : Les Allumés...
15.45 Cinéma : L'Amant. Film italo-franco-allemand de Claude Lelouch (1976).
17.35 Sport : Tennis. Révision du tournoi de Wimbledon.
18.30 En clair jusqu'à 20.30.
18.30 Le Top.
18.30 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Téléfilm : Le Kissing Game. De Tony Wharmby.
21.55 Documentaire : Caribbean Jimmy. De Thierry Sécrin.
22.55 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Le justicier braque les dealers. Film américain de Jack L. Thompson (1987).
0.35 Cinéma : Always. Film américain de Steven Spielberg (1989) (v.o.).
M 6
14.40 Série : L'Incontournable danger. Divertissement des clips.
15.50 Magazine : Zygomachine.
17.15 Série : Brigade de nuit.
17.35 Série : L'Étalon noir.
19.00 Série : La Maitre Maison dans la prairie.

- 19.54 Six minutes d'informations. Météo. M 1 Finances.
20.00 Série : L'Incontournable danger.
20.35 Capital. Présentation du sommaire.
20.38 Météo : plages.
20.40 Téléfilm : Les vampires n'existent pas. De John Uweylin Moser. Un jeune employé à la morgue persuadé...
22.25 Série : Mission impossible, vingt ans.
23.25 Les Troubles.
23.50 Capital.
ARTE
19.00 Documentaire : Le Rétail en morceaux. D'Alain Joubert. Le Rétail en morceaux, polygraphique pour San Francisco à Borgo-San-Sépulcro, de Stefano et Giovanni.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Magazine : Transit. De Michel Leconte.
22.10 Téléfilm : Tak Tak. De Jacob Gasparowicz. Zbigniew Zamachowski, Les aventures d'un Juan polonais.
23.35 Magazine : Mégamix. De Marcin Meissner.
FRANCE-CULTURE
20.30 Radio-archives. Georges Braque.
21.30 Musique : Black and Blue. Les petites musiques du jazz.
22.40 Les Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de Chailou.
0.50 Musique : Louisiana (5).
FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (donné le 11 avril au Théâtre du Châtelet) : Ainsi parlait Zarathoustra, poème symphonique op. 95 de R. Strauss ; Das Lied von der Erde, de Mahler, par l'Orchestre symphonique de la Suisse romande, dir. Pierre Boulez ; Salome, de Richard Strauss, mezzo-soprano : Birgitte Svendsen, soprano : Michael Sylvester.
23.10 Jazz club. Par Claude Delmas. En direct de la Grande Halle de la Villette : The Count Off Orchestra, dir. Frank Foster.
1.00 Les Nuits de la nuit. Par Henri Pierre Savignol, basse ; Jeanne Segala, soprano ; Jean Giraudeau, ténor.

CLAUDE SARRAUTE

A point

week-end de Pâques. Si on le passe avec des amis, c'est bon !

- Mai, d'ancienns l'arrivent que les rivières ont fait barrage à partir de la fête de la Victoire pour que le pont se prolonge jusqu'à l'Ascension. Et la fête de la Pêra, ça veut paraître pas plus indiqué ? Les rivières sont trop occupées à faire les fêtes, elles ne peuvent pas aller aux fêtes de la Pêra.

électriques, pour jouer au football au milieu de leurs

- Et puis quoi, encore ! S'agit
de leur faire du bien. S'agit
d'élever les enfants. Un peu de
civilisation, bon Dieu ! Faut leur en
faire.

— C'est pas l'Allemagne payant. A la Pentecôte, il n'y a jamais que deux, trois avions de Français à prendre la route. Vaut mieux attendre le 1^{er} juillet. Là, avec tous les étrangers, on arrive à cinq millions francs.

— Alors ! D'autant que si tout est bloqué ne sera-ce que pendant une petite semaine, même en comptant les trains d'insanitation, qui ne risquent pas de chuter, les avions de l'U.S.A. et les avions de l'U.R.S.S. ?

Adoption de la « charte de la déconcentration »

Le gouvernement poursuit la modernisation de l'administration

M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur, a fait adopter, par le conseil des ministres, le décret instituant la « déconcentration », une application des dispositions fixées par la loi du 7 février 1992 sur l'administration territoriale. Définissant le rôle respectif des administrations locales, des préfets et des services de l'Etat, la charte met en principe la « subsidiarité » qui préside au projet de déconcentration de l'administration.

L'impartialité du président ~~est~~ mise en cause

La mise en **accusation** de l'imper-
rial du président a provoqué,
mercredi 1^{er} juillet, le renvoi à
la **chambre d'accusation** du procès
d'Yves Dandonneau. Celui-ci
imprisonné depuis le 30 juin,
est cinq personnes.
Le **procès** a couru le jour de l'RH-
dit pour avoir, selon l'accusa-
tion, assassiné un **terroriste**,
son identité, après avoir
assurances-vie pour
de 11 millions de (le
du 1^{er} juillet).

MONTPELLIER
de notre amour, mûriel

Le procès s'avancait lentement, après l'évocation de la personnalité de Yves Dandonneau, le cour d'assises penché mécaniquement sur le dossier, les débats semblaient s'essuyer dans une foule de détails qui faisaient fuir les jurés, les psychiatres. Soudain, un témoin entendu sur la personnalité paraît faire un pas en arrière, insurgeant. Un incident de date, banal, classique qui

mais seulement préserver l'intérêt de son client dans le respect de l'éthique déontologique. Cette attitude leur fut si naturelle qu'un général Jean-Claude Plantard qui, à son tour, s'exprima pourtant avec une prudence toute florentine.

Après une longue suspension, cour rendait son arrêt en déclarant : « La sérénité des débats s'appuie à la continuation de l'instruction... »

[illegible]

MAURICE PEYROT

**Matra choisit
Northern Telecom
comme partenaire
des télécommunications**

Acteur moyen de l'industrie
Matra est donc cou-
lé au risque d'être marginalisé
Matra Communication, filiale spé-
cialisée du groupe Matra, a
travaillé avec le
Telecom, numéro un
français. Ce n'est pas sans
succès. Les prétendants - les
européens Philips et Siemens
américain ATT - ont ainsi ce-
lé avoir été

Avec ses 44 milliards de chiffre
affaires, ses 57 000
14 000 en Europe, Matra
pèse sans doute plus
son tonnage en France
installé à Vannes depuis
sur le territoire fabrique
centraux téléphoniques
privés et à l'échelle
européenne.

Lors d'une conférence de presse tenue à Matru, M. Jean-Luc Lagardère, président du conseil d'administration de la Telecom, a déclaré que la coopération industrielle qui s'est établie entre la Telecom et la Matru sera d'ampleur croissante. L'accord inclut la participation de plusieurs sociétés françaises et étrangères à la Matru.

M. Serge Charles quitte la présidence de la Fédération des élus du Nord, maire de Marquénne-Baoul, s'est démis de ses fonctions de président de la Fédération des élus du Nord, jeudi 30 juin, à l'issue de la réunion au comité régional. M. Charles avait apporté son soutien à M. Alex Turk, suspendu de son poste de conseiller régional après avoir exercé son mandat pendant quelques semaines. Les élections sénatoriales de 1985 auront lieu les 6 et 13 juin.

« L'année 1992 sera décisive dans l'effort de déconcentration de l'administration », avait alors déclaré Michel Delebarre, ministre de la fonction publique, qui avait annoncé qu'une circulaire du premier ministre venait d'être transmise à différents ministères, demandant de préparer, le 16 octobre, un projet de déconcentration de leurs administrations. Ces propositions devront par la suite être transmises au Comité interministériel de l'administration (CIAIAR) afin d'adopter, au plus tard le 31 décembre, un calendrier de mise en œuvre.

OLIVIER PIOT


 Le mensuel
Ville de Lumières
 le premier journal qui sort
 des banlieues de l'ombre
L'AMOUR EN BANLIEUE
 Sida et préservatifs
 face à la loi du désir
 chez les jeunes
 vente 1000 F

**Le Français
en retard
d'une fenêtre**

... d'outre-Rhin changent
... plus Pour lutter
efficacement le bruit, le froid
... effractions, ISO-FRANCE
ENETRES vient poser dans la jour-
... qui sont
confort. La technique exclusive
... spécialiste parisien
... en clarté. Garantie
... ns. Devis gratuit.
... magasin d'exposition 111, rue
... yette (10) - MF Gare-du-Nord.
... 43-97-18-18.
... : 78-41-17-47:

— Demain dans « le Monde » —

Le Monde : Tunis, les mousquetaires du bey

150

سكرا عن الاموال

Le Monde

Le Monde • Vendredi 3 juillet 1992 25

DES LIVRES

Hofmannsthal ou la peur des mots

Pour le poète autrichien, la création exige de l'artiste qu'il extirpe de son esprit les perplexités qu'engendre le langage

LA FEMME SANS OMBRE

(Die Frau ohne Schatten)
de Hugo von Hofmannsthal.
Traduit de l'allemand
et présenté par Jean-Yves Masson,
Verdier, 157 p., 115 F.

L'HOMME DIFFICILE

(Der Schwierige)
de Hugo von Hofmannsthal.
Traduit de l'allemand
et présenté par Jean-Yves Masson,
Verdier, 170 p., 125 F.

CORRESPONDANCE 1900-1929

(Briefwechsel)
de Hugo von Hofmannsthal
et Richard Strauss.
Traduit et préfacé par MYRIAM Banoun,
Fayard, 200 p., 110 F.



Vienne au tournant du siècle? Un mot de Cocteau traverse l'esprit : « La décadence est grande minute où une civilisation devient exquise. » Mais, à l'instant même, elle se révèle insuffisante : en fait, la fin de l'empire austro-hongrois recèle des abîmes du terreur et de la sensibilité qui ne tarderont guère à élargir le cercle de la culture, d'un microcosme, devient le théâtre où toute l'occidentale va répéter ses drames. Comme le dit si justement Claudio Magris (1), la *Fraus ohne Schatten* est un mélange d'adieu et d'attente.

Ce qui fleurit sur les ruines se tourne-t-il encore vers les ruines qui s'en vont? Bientôt, un bouillonnement profus et d'espérance hardi se produit dans les disciplines de l'art et de la pensée. Et dans l'architecture pour commencer : Otto Wagner, l'académisme, lance, en 1899, son mot d'ordre : « *Funkionalität, construction et poésie* », ouvrant la voie à cette géométrisation extrême du langage formel qui caractérisera le travail d'un Joseph Hoffmann et, de façon plus radicale, d'un Alfred Loos. De sorte que Wagner est, à la révolution architecturale, ce que Mahler, pour le principal, mais aussi Hugo Wolf et Zemlinsky furent pour les transformations de la nouvelle musique : Schönberg, Webern, Berg.

La peinture? Qu'il suffise de citer les noms de Klimt, de Kokoschka, d'Egon Schiele et, pourquoi pas, d'Alfred Kubin, l'écrivain visionnaire dont les dessins rappellent parfois les schémas d'Odion Redon ou de James Ensor.

Cela dit, aucune branche de l'art n'échappera longtemps frappée d'isolement : des groupes se forment, où le musicien croise l'ébéniste, et l'écrivain l'architecte. Au début du siècle, on célèbre un moment d'« *art total* », de parfaite cohérence esthétique, l'inauguration d'un cabaret, le Fledermaus. Hoffmann y a réalisé son rêve : murs blancs, colonnes carrées, meubles, lampes, « fonctionnels ». Plus Altenberg y lit des manifestes, les frères Wiesenthal introduisent la « *nu-pieds* ». On est, enfin, dans le moderne.

Et puis, il y a Karl Kraus qui empêche tout le monde de dormir. Dans *Die Fackel*, ce journal d'une indépendance absolue qu'il a fondé en 1899, dont, treize ans

plus tard, il remplira tout seul les colonnes, au point d'en faire « une œuvre ». Par ailleurs, surgissent des profondeurs. Sigmund Freud et sa « science » des rêves.

C'est au milieu de cette effervescence qu'un jeune homme, sacré poète dans ses premières publications à l'âge de seize ans, publie, en 1902, un recueil d'une vingtaine de poèmes, la *Lettre de Lord Chandos* (2), où il exprime son impossibilité de continuer à

écrire : Hugo von Hofmannsthal. Jean-Yves Masson - qui est aujourd'hui son ambassadeur en France, et dont le fervent est à la mesure de sa réussite en tant que traducteur - rappelle que, pour Rilke, l'existence de Hofmannsthal prouvait « qu'il était possible d'avoir pour contemporain le poète absolu ».

Voilà un renoncement qui fait songer à un autre : celui de Valéry dans *Monsieur Teste*, dans un domaine linguistique que le Viennois chérissait particulièrement : n'avait-il pas consacré son mémoire de maîtrise à l'Université aux écrivains de la Pléiade, et, ensuite, sa thèse de doctorat à Victor Hugo (3)?

Lord Chandos? Un écrivain qui ne parvient plus à saisir la réalité au moyen des mots : « le regard simplificateur de l'habitude ». En proie à une manière d'extase matérielle, son esprit se trouve happé, tour à tour, par un insecte, un pommier rabougré, un chemin de terre escaladant la colline, au point qu'il lui arrive de plonger corps et âme dans une « *grosse bêtise* ». Écrire? « Qu'est-ce donc un homme, s'écrie-t-il, pour qu'il fasse ainsi des projets! » Et l'on songe à Wittgenstein, l'exilé, pour qui il y a une dernière vérité, irréductible à l'expression, et, sous les mots, d'autres mots.

De son côté, M. Teste a pour but de résoudre une seule question : « *Que peut-on être un homme?* » Valéry d'observer, se repenchant à un curieux personnage, que « dans sa cervelle, où le langage est toujours en mouvement, il n'est guère de pensée qui ne s'accompagne du sentiment qu'elle est provisoire ».

Il existe une autre affinité entre Teste et Chandos : celle du domier, qu'on le veuille ou non, l'œuvre entière de leurs auteurs. Teste se confond-il avec Valéry? En tous cas, il n'y a pas d'écrit sur Vienne qui traverse ou n'aboutisse à Chandos.

Hugo von Hofmannsthal : le poète, pour Rilke, « le poète absolu ».

Dans la préface au choix de poèmes traduits par Jean-Yves Masson (4), celui-ci fait remarquer que « la conscience de la crise du mot et celle du langage se doublent du sentiment diffus de sa propre homosexualité » : cette *Lettre* rédigée, Hofmannsthal se marie et abandonne la poésie pour le théâtre.

Hector Bianciotti
Lire la suite page 32

(1) *Le monde hors série* (1990), dirigé par Jean-Yves Masson.

(2) *Mercure*, France, 1909, Gallimard, 1980. Traduit par J.-C. Schneider. Cette traduction ainsi que d'autres poèmes sont repris dans « *Le monde* » du 11 novembre.

(3) La Différence, 1990.

(4) *Avant le jour*, La Différence, coll. « Orphée », 1990.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Pères

et fils

« J'écoute. J'écoute avec reconnaissance tout ce qu'il va me dire lui-même, d'une vie, de n'importe quelle vie qui ne lui est pas la mienne. C'est un père qui parle à son fils dans le Don du fils prodigue », l'une des nouvelles du recueil de Paul Taylor, la *Vieille Forêt*. Pas très médiatique, cet écrivain du Tennessee. La majorité des romans consacrés au roman américain l'ignorent. Il est pourtant regu, dans son pays, la plupart des distinctions littéraires. Et beaucoup de ses pairs le reconnaissent - à juste titre - comme un nouvelliste d'exception, « aussi proche de Tchekhov qu'un Américain peut l'être ».

Page 28

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bort

Profession moraliste

« Bouquins » publie une anthologie des moralistes du dix-septième siècle. On dirait une photo de famille, de ces « *salons* » de promotion. Voici les « *salons* » : La Rochefoucauld, Pascal et La Bruyère. Les seconds « *salons* » : Bussey-Rabutin. Et puis, les « *salons* », les figurants : qui connaît encore des Russes, La Luzerne, Chevreau, Carisière, La Serre, Milton, Argonne, l'abbé d'Ally, Vernege, Domat, Dufrenoy, les « *salons* » ? Fallait-il ranimer ces « *salons* » ? Sûrement, car, replacés dans le paysage, ils nous permettent de mieux le comprendre.

Page 28

Un strapontin en enfer

Qui était Kurt Gerstein, cet officier SS qui rédigea un rapport sur l'apocalypse avant de se suicider? Un criminel, un fou ou un saint? Une enquête de Pierre Joffroy

L'ESPION DE DIEU la passion de Kurt Gerstein

Pierre Joffroy.
Nouvelle augmentée,
Seghers, 443 p., 145 F.

En juin 1940, Ernst Weiss, réfugié dans un hôtel à Paris, écrit, en quelques semaines, son manuscrit testament, dans lequel il met en scène un caporal aveugle, le capitaine A. H. Adolf Hitler. Le manuscrit, achevé, se donne la lecture le jour même de l'entrée des troupes allemandes dans Paris. En avril 1945, une scène identique se joue de l'autre côté de la frontière. A Rottweil, une ville allemande occupée par les avant-gardes de la 1^{re} armée française, un officier passe ses journées enfermé dans sa chambre de l'hôtel Mohren. Comme Weiss, cinq ans auparavant, il écrit dans l'urgence, dans une atmosphère de débâcle générale. Il emprunte sa machine à écrire au pasteur de la ville, chaque jour il se rend à la papeterie pour s'approvisionner. Il a besoin de papier, de beaucoup de papier. Il n'écrit pas un roman, mais un rapport, qui pourrait être le roman d'Ernst Weiss : le caporal

Adolf Hitler est monté en grade, il a grimpé l'échelle de l'horreur, il est devenu le maître d'une « *noire extermination* ».

L'officier, un gradé SS qui s'est rendu à l'armée française, il est nommé Gerstein. Il écrit, un français chaotique, un rapport sur l'apocalypse. Quelques jours plus tard, il est transféré à Paris, à la prison militaire du Cherche-Midi. Le 26 juillet 1945, il se pend au vestibule de sa cellule. Le commandant de la prison se souvient d'un homme trop grand - on doit pencher la tête sur l'épaule pour fermer le cerceau. Le commandant ne peut oublier l'officier SS de quarante ans, accusé de « crimes de guerre, assassinat », et qui vient de mourir d'un point final à son rapport dénonçant l'extermination des juifs. L'armée française ne croit pas aux allégations de cet étrange officier, le soupçonne d'être un espion des « *Loups garous* », le clan des derniers irréductibles nazis.

Cinquante ans plus tôt, en 1894, même silhouette avait hanté le Cherche-Midi de la prison militaire. Cherche-Midi : le lieu du capitaine Dreyfus. Entre deux, l'Europe a vu de la fumée sortir des usines allemandes, mais

plus tard, il remplira tout seul les colonnes, au point d'en faire « une œuvre ». Par ailleurs, surgissent des profondeurs. Sigmund Freud et sa « science » des rêves.

C'est au milieu de cette effervescence qu'un jeune homme, sacré poète dans ses premières publications à l'âge de seize ans, publie, en 1902, un recueil d'une vingtaine de poèmes, la *Lettre de Lord Chandos* (2), où il exprime son impossibilité de continuer à

« Une évidence obscure »

Cet homme qui entra dans les rangs SS pour témoigner de l'horreur, le « *strapontin en enfer* » qui l'a obtenu. Dans son obstination à témoigner des dix années d'un crépuscule sanglant, Kurt Gerstein était guidé par sa foi (à un officier SS qui s'était crié : « *S'il y a un Dieu, la punition sera terrible* », il avait répondu : « *Soyez tranquille, il y a un Dieu!* »), Gerstein était aussi que l'humanité, dans le meilleur des cas, ne voulait rien que ce qu'elle avait vu qu'un témoignage devait être précis, même s'il apportait de nouvelles de cendres. Peu avant son suicide, devant un officier de l'armée française,

Gerstein avait parlé la solution finale. Il avait une feuille de papier, avait fait le décompte d'après le volume du camp de concentration, était arrivé à un total d'une précision ahurissante : 1 223 425 personnes.

Comment faire revivre le témoin qui était descendu en enfer, avait survécu à ce que ses yeux avaient vu, ne s'était suicidé qu'après avoir accompli la tâche de rédiger un rapport sur la fin d'un monde? Une « *évidence obscure* ». Aussi, Pierre Joffroy n'écrit pas une biographie. Il se propose d'être celui qui transmet le témoignage.

« Concours du plus bel homme allemand. Troisième prix. » C'est le seul autoportrait que laisse Gerstein. Il est toujours preuve de dérision envers lui-même, le jeune homme blond, le fils d'une bonne famille. L'ingénieur Mines. Les Gerstein protestants. Kurt, pieux, admire Kierkegaard et, comme un modèle danois, il « *endure la douleur de n'être pas comme les autres* ». Il lit Nietzsche, Shakespeare, Dostoevski, Freud. Il prêche l'abstinence et la maîtrise de soi - pas d'alcool, pas de tabac.

Roland Jaccard
Lire la suite page 32



LA VIEILLE FORÊT

de Peter Taylor.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Elisabeth Gille.
Gallimard, coll. « Du monde entier », 407 p., 150 F.

P OUR les jeunes générations et celles qui le furent naguère — c'était hier tout au plus — Memphis, la plus grande ville du Tennessee, la promesse d'Elvis Presley, le lieu fantomatique où déboulent les personnages du film de Jim Jarmusch, *Mystery Train*. Encore dans ce film, la ville et son idole n'étaient-elles plus que des ombres que pourchassaient, à tour, un couple de jeunes Japonais amoureux des briquets Zippo et du rock'n'roll, la Mafia et trois loubards dégingués, errant dans la nuit dans un espace voilé, une antichambre du temps. Les paillettes des années 1950 n'étaient plus là. L'époque qu'on était venu chercher avait déjà glissé dans le noir. Et elle? Avant, c'était pareil. D'un père à ses enfants, le paysage avait changé, ne s'y retrouvait plus, mais chaque jour plus moderne.

C'est une impression constante, parmi d'autres, que l'on a en lisant les belles nouvelles de Peter Taylor qui composent *La Vieille Forêt*. Peter Taylor, né en 1919 dans le Tennessee, où il s'est retiré après avoir enseigné à l'université de Virginie, n'est pas très médiatique. S'il a reçu dans son pays la plupart des hautes distinctions littéraires, beaucoup d'excellents écrivains le considèrent comme l'un des meilleurs d'entre eux, un nouvelliste hors pair, aussi proche de Tchekhov qu'un Américain peut l'être, il a fallu la traduction de *Rappel à Memphis* (Gallimard, 1971) et le prix Ritz Hemingway la même année pour le faire connaître en France. La majorité des ouvrages consacrés au roman américain l'ignorent encore. Il est vrai que c'est un écrivain qui a privilégié l'innovation formelle jusqu'à l'absurde parfois, avant d'apercevoir le fond du cul-de-sac, Taylor, figure d'écrivain traditionnel, l'écart des modes.

MAIS dans le registre classique, il est incomparable. Sa prose, pour autant que l'excellente traduction d'Elisabeth Gille le donne à lire, est élégante et limpide, un art du récit magistral. Et cela, sûr, à mesure que les nouvelles se révèlent troubles et sentiments confus. Dans « Le Don du prodige », le narrateur est un vieil homme qui souffre de polyarthrite et coule ses jours paisibles dans sa belle maison bien entretenue. Qu'observe-t-il au bout de l'allée de graviers soigneusement entretenus le matin même? L'un de ses fils, Rick, le plus turbulent de tous, qui se vient le déranger dans sa retraite. Rick est bien habillé, bien coiffé, un mot, il se présente sous ce qu'il considère comme son meilleur jour. Et ceci m'indique qu'il vient me voir pour me demander quelque chose au cas où il a fait quelque chose. Mais n'est pas un garçon qui se repose. C'est un homme qui se marie beaucoup, espèce rare. Il divorce de même et fourne volontiers des histoires impossibles, tire sur des maîtresses, organise des combats de coqs interdits dans sa ferme, achète des mauvais chevaux de course, chaque fois qu'il est dans le pétrin demande à son père de l'en sortir. Cette fois-ci, le père a décidé de ne pas le laisser recommencer. Il accueille fraîchement son fils, mais — surprise — celui-ci n'insiste pas. Il comprend que son père a d'autres soucis, tourne les talons, prend la porte. Et le père

LE FEUILLETON
de Michel Braudeau

Peter Taylor : à l'écart des modes.

Pères et fils

le retient. Il se croyait agacé d'avoir à fournir de l'aide, ce n'était qu'un leurre. En fait, il a passionnément besoin de savoir quelle nouvelle aventure lui arrive à Rick. Ces aventures sont tout le sel de sa vie. Il l'oblige à raconter. « J'écoute. J'écoute. Je reconnais tout ce qu'il me dit de lui-même, d'une vie, de n'importe quelle vie qui ne soit pas la mienne. Le fils romancier de son père. »

Dans « La Porte cochère », le vieux Ben regarde aussi ses

enfants. Ils sont grands, mariés, et lui presque impotent, ce qui ne l'empêche pas d'être absolument tyrannique. Il se déplace en utilisant une canne dont le pommeau est sculpté à l'image du visage de son propre père. Ce père brutal et détesté, dont il s'est juré de ne jamais oublier l'image. Et pourtant, lui-même enfoncé dans son fauteuil, s'appuie sur sa canne pour aller à la fenêtre de sa chambre, au-dessus de la porte cochère, observer les enfants qui lui échappent, pis, surveiller comme un geôlier les forces.

Ou bien le père regarde son fils qui lui-même se dévisage trop dans la glace (Promesse à lui-même). Il seize ans, Hugh est beau, séduisant, les filles sont entichées de lui et lui est tout entier à lui-même, à compter ses stations devant le miroir de l'entrée : « Il donnait l'impression de s'y regarder tantôt avec une curiosité douloureuse et tantôt avec une admiration sans mélange. » Il est si soigné, légèrement moqueur, parfaitement sûr de lui, son père le regarde au passage combien les mères sont lointaines chez Taylor, moins attentives que leurs maris. Un jour, Hugh explique qu'il veut prendre des cours de diction, qu'il se sent une vocation d'acteur. Il fait un essai pitoyable à la radio locale et se rend compte que son rêve. C'est à ce moment que son père le comprend : « Malgré cinquante ans, je venais seulement de découvrir ce que c'était que voir le monde à travers les yeux d'un autre [...] à partir de ce moment-là seulement le monde, tel qu'on l'a vu par ses propres yeux, commençait à éclaircir sur lui-même celui qui le regarde. »

La nouvelle qui donne son titre au recueil est la plus longue, presque un petit roman, dirait-on, et une caractéristique du roman de l'exception d'Ulysse, celle qui ne fait que confirmer la règle) n'était pas de s'étendre dans la durée plutôt que dans le nombre de pages. Un homme, Mai Ramsey, se souvient d'événements qui faillirent, autrefois, faire échouer son mariage avec Caroline Braxley, sa femme depuis quarante ans. Dans Memphis, où ils fiançailles, en 1937, il n'était qu'un jeune homme continue à sortir jusqu'à la veille de son mariage avec une de ces filles dont la conséquence qu'on appelait « demi-mondaines » après avoir lu ou entendu Proust, mais qu'elle fussent pour lui ce qu'il désignait comme à Paris. Demi-mondaines étaient les jeunes filles qui, n'appartenant pas aux familles de Memphis, se moquaient du qu'en-dira-t-on et vivaient assez librement, à l'égalité avec les hommes. Le narrateur avait accepté de faire une promenade en auto, un beau jour d'hiver, avec une de ses anciennes amies, Lee Ann Dashart, demi-mondaine qui s'ennuyait. Ils furent témoins d'un accident sur la route verglacée où la jeune fille s'était enfuie dans la neige et sur le lac gelé jusque dans les bois d'Overton Park. Il ne s'agit pas de n'importe quels bois, mais d'un fragment de l'antique et millénaire forêt qui s'étendait à l'emplacement du Memphis fut fondé.

Cet accident et cette disparition compromettent évidemment le mariage de Mai et Caroline. Pendant quatre jours, les pères de la famille de Memphis recherchent Lee Ann, ainsi que Mai. En vain. Il semble que toutes les amies de Lee Ann, également demi-mondaines, se soient donné le mot pour protéger celle-ci, faire durer le mystère et le scandale. Ce qui donne à Mai tout loisir de réfléchir à l'étrange sort de la jeunesse dans une ville à cette époque, de méditer sur le courage de sa future femme dans cette affaire. Et de mesurer dans quelles délicates circonstances chaque âge pèse et perd son innocence.

MORALISTES
DU XVII^e SIÈCLE

Édition dirigée par Jean Lafond.
Préface de notes de Jean Lafond,
André-Alain Morello,
Philippe Sellier, Patrick Soler
et Jacques Chupau.
Robert Laffont,
coll. « Bouquins »,
1 334 p., 170 F.

A U dix-septième siècle, la France était championne du monde de quelque chose. Nous avions les meilleurs moralistes : La Rochefoucauld, Pascal, La Bruyère... En 1690, le mot lui-même voulait dire « professeur de morale ». Il fallut attendre 1762 pour que ce terme désigne les écrivains qui avaient dépeint ou dépeignent les mœurs. Les mots ne sont pas restés sur les choses. C'est un vilain défaut dont ils ne se corrigent pas. Il est vrai qu'il leur arrive quelquefois d'être de la morale. Ils veulent sans doute se faire pardonner...

Les moralistes français montraient le monde humain sous le jour le moins flatteur ou le plus défavorable. Ils fouillaient les âmes et dénonçaient la bonne opinion qu'on avait de soi-même. Ils faisaient voir l'envers des beaux sentiments que l'on croyait éprouver, ce n'était pas refusant. Ils « déniaient » l'espèce humaine, comme le dirait Nietzsche. Ils « débauchaient » le siècle de ses « préjugés », comme écrivait Nimier. Ils faisaient accomplir la connaissance de soi « des progrès impitoyables », sous la forme de maximes qui conjuguèrent l'élégance avec la rigueur ou la férocité.

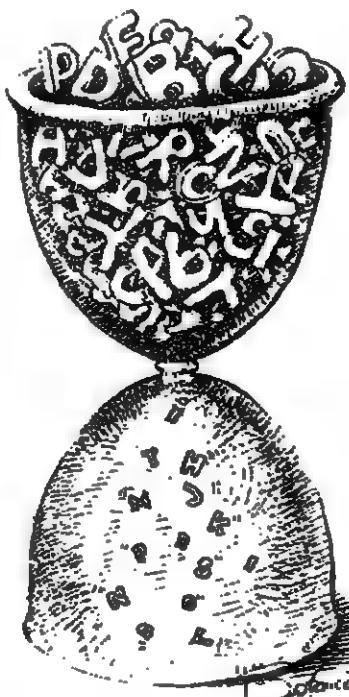
Après les espérances qu'avaient données Montaigne, Descartes, l'humanisme occidental traversait une crise d'adolescence. Comme dans le monde... Parce qu'ils ne déguisaient pas la vérité, les moralistes eurent une réputation de misanthropes.

Des mauvais caractères. Des strabiles. Des professeurs de malveillance, qui s'employaient à décourager et à chagriner les gens. C'est toujours cela : seul le mensonge s'attire la gratitude. Et les jolies Célimènes avaient une secrète haine contre les Alceste qu'elles rencontraient dans les salons, car ils offensaient la frivolité, vexaient l'amour-propre et maltraitaient les illusions.

MAIS ni trouble ni les réprimandes qu'elles citaient n'empêchèrent les maximes d'être à la mode. Elles devinrent même le jeu de société le plus « piquant ». Les Français lors qu'ils évoquent le pittoresque d'une époque ou le charme des « petites brunes ». Selon Sainte-Beuve, « chacun faisait ses maximes et essayait ». Et l'on oubliait l'espèce humaine à l'heure du souper, en lisant ce qu'on avait écrit le matin, dans sa chambre. Il fallait à la fois déconcerter et plaire. Séduire en faisant frémir. Le même La Rochefoucauld ne s'est bien divertie, mais hors de chez elle, lors qu'il heurtait ou effarouchait son auditoire. « Il s'amusa à lui dire à quel point ce beau monde était : ce peut-être qu'on croie le monde humain si corrompu ! Mais c'est affreux ! » Pour se rassurer, les jolies marquises allaient se remettre un peu de fard et vérifier leur image dans les miroirs. Sait-on jamais ? Ce n'est pas nécessairement docile, les miroirs...

HISTOIRES LITTÉRAIRES
par François Bott

Profession moraliste



Le mérite de ce volume, c'est de rassembler les personnages. Photo de famille, de classe ou de promotion. Voici les « sœurs », les prix d'excellence, La Rochefoucauld, Pascal, La Bruyère. Et puis tous les autres, les seconds rôles, les figurants, les manuels littéraires ou les malchanceux qui ne sont même pas mentionnés. La postérité a « repêché » M. de La Rochefoucauld qu'elle recevait La Rochefoucauld dans son salon ; M. Bussy-Rabutin, parce qu'il était le cousin de la chère Sévigné et qu'il écrivait une *Histoire amou-*

reuse des Gaules. Mais qui connaît encore des Rues, La Luzerne, Chevreau, Cerisiers, La Serre, M. de la Sablière, Miton, Argonne, M. d'Ally, Vernage, Domat ou Dufresny ? Pourtant, ils faisaient le même métier que M. de La Bruyère. Profession : moraliste...

M. de Sablé (1599-1678) fit carrière dans la préciosité et la galanterie, avant de se jeter dans le jansénisme. C'est un veuvage, en 1640, qui le fit passer de la frivolité à la dévotion. Elle alla vivre, à partir de 1656, dans une demeure voi-

sine de l'abbaye parisienne de Port-Royal. Elle continua quand même de tenir un salon. Elle hésitait sans doute entre les promesses du ciel et les plaisirs terrestres. Ou peut-être avait-elle la vocation des arrangements et de la diplomatie. Elle savait accommoder les contraires. Elle s'appliquait à modérer le pessimisme de son entourage. « Être trop mécontent de soi est une faiblesse, disait-elle. Être trop mécontent de soi est une sottise. » Elle écrivit aussi que « l'amour avait un caractère si particulier qu'on ne pouvait le cacher où il était, ni le feindre où il n'était pas ». C'était un tour de force. Cela montrait qu'elle propos de Stendhal et ses déboires amoureux. La littérature française a l'habitude de préfigurer les traits de ses petits-neveux ou de ses petites-nièces. Elle est très familiale...

S'agissant des affaires amoureuses, Bussy-Rabutin (1618-1693) ne fut pas plus léger. Il eut une jeunesse turbulente, qui refusa longtemps de s'éteindre. Pour une de ses maîtresses, qui se remettait de la variole, il écrivit « leçons particulières » sur le moyen de se faire aimer et sur « l'effet » que produisent les larmes. Bussy se livra à un exercice de sa correspondance avec M. de Sévigné. La marquise le stimulait d'avantage.

M. d'Argonne, qui vint au monde vers 1634 et mourut en 1704, essaya d'abord de se faire

d'avocat. Mais, préférant la religion, il entra au couvent et s'appela Dom Bonaventure. Il fut naturellement le loisir de méditer et publia *Maximes et Réflexions* sous le pseudonyme de Monsieur Moncade. C'est sans doute l'un des esprits les moins ordinaires parmi les oubliés de la postérité. Il affirmait qu'il faut longtemps tourner autour de l'homme pour en trouver le bon côté. Quant à sa vie de moine, Bonaventure la résumait de cette manière : « Assez d'occupation pour n'être jamais oisif. Assez d'oisiveté pour n'être jamais trop occupé. » Cela fut une belle réclame pour les couvents.

Jean Domat (1625-1696) ne se lassait point d'être moraliste. Il le fut jusqu'au bout. C'était un ami de Pascal. Ils firent ensemble de la mathématique. Cela renforça, paraît-il, les chuchotements. Domat confirmait la mélancolie de l'époque. Presque tous les moralistes respiraient cet air-là. « Quelle machine mon âme, se plaignait l'avocat, quelle machine de pensée et de réflexion ! » Le moraliste s'était mis à « broyer du noir », comme on dit. C'était la couleur que recommandait le mode. Les Français n'obéissent qu'à ses décrets... Il fallait un auteur anonyme. Le voici. Il s'agit de la « personne » qui écrivit, dans les années 1650-1660, des *Discours sur les passions de l'amour*. Certains critiques, nous devrions y réfléchir, la manière ou l'allure de Pascal. Mais l'énigme n'est pas résolue. « Quand on aime fortement, dit l'auteur anonyme, c'est toujours une nouveauté de voir la personne à qui on aime après un moment d'absence. »

Fallait-il ranimer tous ces « petits fantômes » ? Sûrement, oui, replacés dans le paysage, ils nous permettent de le mieux comprendre.

1501 60 11 11 11

par Denis Slakta

هكذا من الاصل

صلى الله عليه وسلم

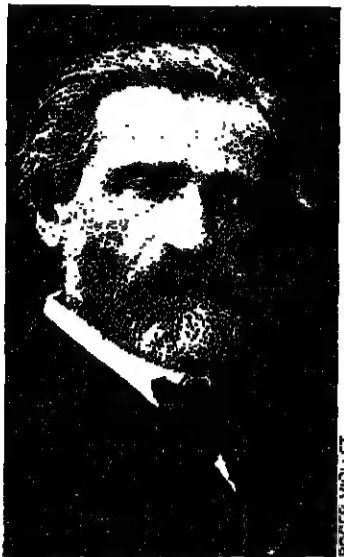
LE MONDE DES LIVRES
BIOGRAPHIES

Verdi est un roman

Spectaculaire, dramatique, lyrique évidemment,
un portrait du maître italien écrit comme un opéra

VERDI
LE ROMAN DE L'OPÉRA

de Franz Werfel.
Traduit de l'allemand
par Alexandre Vialatte
et Dora Kris.
Actes Sud, 390 p., 160 F.



« La molosse de Roncole »

L'histoire commence comme une grande scène d'opéra romantique, bâtie sur deux plans de réalité comme les aimait Verdi. C'est Noël, les gondoliers plaisantent devant le Théâtre de la Fenice, les enfants chantent dans les cafés, un mendiant joue de la viole de gambe tandis que s'échappent par bouffées l'écho d'un orchestre menant là-dedans « une musique bruyante, ennuagée et sans fin ». Le décor (sonore) est planté. Et déjà installée l'image symbolique autour de laquelle va tourner tout le roman : d'un côté, l'Italie éternelle, belcantiste, spontanée, la musique ancrée au cœur du petit peuple en fête ; de l'autre, l'orchestre symphonique, les élucubrations formelles, la fastidieuse prolixité germanique. Ici Wagner. Là Verdi.

Tout va ensuite s'organiser autour de l'affrontement des deux grands hommes, duel par musique interposée, face-à-face toujours évité dans l'antagonisme esthétique : d'un côté, l'auteur du Ring au fait de sa notoriété, de l'autre, le musicien d'Aida au plus fort de sa crise créatrice. Le « Lucifère du Nord » et le « molosse sauvage de Roncole » menent sans se rencontrer, en croisant le regard qu'une seule fois, leur combat singulier.

Singulier ce roman que Franz Werfel intitula d'un titre banal *Verdi, le roman de l'opéra*, dont il mit, moins banalement, douze ans à venir à bout, brisé, comme il l'explique dans son avant-propos, par deux choses : la difficulté de romancer une vie d'artiste ; la quasi-impossibilité d'emprisonner dans un récit « la

Venise
ville-miroir

Franz Werfel, dont on répète rituellement qu'il fut le second mari d'Alma Mahler et (il était né à Prague) l'ami de Franz Kafka, est aussi, on le vérifie ici, un écrivain tout à fait marginal, qu'on a du mal à classer aux côtés des Zweig, Schmitzler et autres Viennois fin de siècle. Maniériste, certes. Et dans ses descriptions du *signor maestro*, d'une ferveur mystique, d'un sentimentalisme passionné, d'une admiration qui confine à la soumission. Mais l'intérêt de ce *Roman de l'opéra* est qu'il calque ses procédés, son lyrisme, ses coups d'éclat, sur ceux du théâtre chanté. Oui, l'étrange beauté de ce récit vient de ses artifices mêmes : passages conventionnels du monologue aux ensembles

brillants à plusieurs voix ; personnages trop bien cernés, trop entiers, trop clairs, trop symétriques pour paraître véridiques. Plus que des personnages à proprement parler, ce sont là des « rôles », des archétypes dont se nourrissent, dit-on, les mauvais romans mais qui font les excellents livrets d'opéra.

Il y a donc dans cette galerie de tableaux, Sassaroli, compositeur raté et paranoïde, persuadé que le génie c'est lui, et que Verdi a ourdi un complot pour étouffer sa musique avec l'aide de l'éditeur Ricordi. Il y a, réplique inversée du premier, l'émouvant Fischböck, sacré paranoïa lui aussi, mais dans le registre de l'humilité exaltée : l'avenir de la musique, c'est lui, la fin des saletés mélodiques, l'harmonie des sphères retrouvée (Schoenberg est visé).

Il y a, autre paire, Bianca la sacrifiée, la douloureuse, la mère. L'Italie au passé ; et cette étonnante Marguerite Dezzori, l'ambitieuse mezzo androgyne à la féminité fabriquée, sans passions, sans nationalité : l'avenir du chant cosmopolite.

Il y a, surtout, la métaphore hautement symbolique du lieu choisi pour ce récit. La Venise septentrionale. La vie côté Saint-Marc, la mort côté Nuova fondamenta et cimetière Saint-Michel. Et le duo Verdi-Wagner de se refléter à l'infini dans cette ville-miroir. Nous sommes en 1835. Verdi surviva dix-huit ans à Wagner. Après la mort de ce dernier, sortant d'une stérilité de dix ans, il composa *Otello* et *Falstaff*. Le molosse de Roncole était increvable. Le *bel canto* aussi.

Anne Rey

(1) Publiée une première fois en 1933, la traduction française aurait eu besoin d'un sacré coup de plume : la Fenice ferait plus que le théâtre du Phénix, et l'on s'y retrouverait tout de suite si la Force du destin n'était pas transformée en Puissance du destin.

Une femme libre

Hélène Deutsch fut l'enfant chérie de Freud.
Et sa vie se confond avec celle de la psychanalyse naissante

HÉLÈNE DEUTSCH

une vie de psychanalyste
de Paul Roazen.
Traduit de l'anglais
par Pierre-Emmanuel Dauzat,
PUF, coll. « Perspectives
critiques »,
440 p., 238 F.

Hélène Deutsch, qu'on surnommait l'enfant chérie de Freud, fille adoptive, disciple fidèle et néanmoins indépendante, est connue pour sa *Psychologie des femmes*, qui fit d'elle à la fois la pionnière de la pensée psychanalytique concernant les femmes, une pionnière de l'émancipation féminine, et aussi une cible de certains courants féministes, quelques décennies plus tard. Mais la vie de cette juive polonaise, née en 1884, à Przemysl et morte quasi centenaire, en 1982, en Amérique, dans sa ferme près de Boston, qu'elle avait appelée Baba-Yaga, est mal connue.

Paul Roazen a reconstitué l'aventure de cette femme sérieuse et brillante, exaltée et raisonnable, une femme sévère, et d'abord envers elle-même, qui avait un charisme extraordinaire. Il s'attarde assez peu sur son enfance, paradoxalement. Il y a son père, Wilhelm Rosenberg, le premier juif de Galicie à avoir eu le droit de plaider devant un tribunal, son père adoré et admiré ; il y a sa mère Régina, qu'elle détestait, des études exceptionnelles, et le sentiment qu'elle a d'être la Cendrillon de la famille, et en même temps l'insuffisance remplaçant du fils idéal que son père aurait souhaité. Hélène a quatorze ans quand elle tombe amoureuse d'un avocat socialiste de vingt-huit ans, promis à un grand avenir politique, Herman Lieberman. Il est marié et se divorce pas pour elle, mais jusqu'en 1911, c'est une histoire d'amour difficile, impossible et violente.

A Félix Deutsch, qu'elle épousa en 1911, elle va, comme à Lieberman, prodiguer ses conseils - pen-

dant cinquante ans de mariage. C'est un médecin juif de son âge, il est tendre et calme, de la bonne eau, dit-elle.

C'est en 1918 qu'elle rencontre Freud, et commence une analyse avec lui. L'analyse ne dure qu'un an. Elle pense que son identification à son père est une source de souffrance, qu'elle est une intellectuelle trop masculine. Il dit : « Votre identification à votre père est une source de force ». Il la trouve bien comme elle est. Beaucoup plus tard, elle en tombera d'accord : « L'accomplissement des vœux bûes de la vie, note-t-elle, n'est pas nécessairement lié à l'exercice d'une sexualité normale ». Autour de la rencontre avec Freud, qui, comme Lieberman, la bouscule et exige beaucoup d'elle, l'admire et la rejette en même temps, Paul Roazen fait revivre, à la fois, les tourments d'une femme exceptionnelle et un monde, celui de la psychanalyse naissante.

« Une chape de plomb
narcissique »

En 1923, Hélène Deutsch part à Berlin avec son fils Martin, qui porte le même nom que le fils aîné de Freud.

Elle construit, enseigne, dirige l'Institut de formation psychanalytique, se nourrit de sa propre expérience pour d'innombrables études sur le masochisme féminin, la fonction maternelle et l'inévitable conflit qu'elle entretient avec la vie érotique des femmes.

Bientôt, il lui faut quitter l'Europe étouffante et mortelle des années 30. Elle part en Amérique en 1935, s'installe à Boston, où elle recommence, comme d'habitude, à peu près à zéro. « La vie est ici, écrit-elle à Félix. Là-bas, une chape de plomb narcissique enveloppe de brouillard intellectuel les gens ». Elle s'achète une ferme et se passionne pour cette nouvelle activité qui ne l'empêche ni d'écrire ni de reconstruire sa troupe d'élèves et de patients. Elle continue à se soucier de ce qui se passe en Europe :

« As-tu entendu le discours de Hitler ? Tant de mensonges dans l'hyproisie et la transparence ! Hélas, il croit fanatiquement et magiquement à sa bonne étoile... Les événements vont maintenant se précipiter. »

A Baba-Yaga, elle écrit les deux volumes de la *Psychologie des femmes* : « Tous ceux pour qui les idéaux de liberté et d'égalité ne sont pas un vain mot désirent sincèrement que la femme soit l'égal de l'homme ». Elle insiste sur ce que cela implique de compréhension des différences à l'œuvre chez les uns et les autres. En particulier du fait du masochisme moral des femmes. Et cela ne l'empêche pas d'exalter le « donquichottisme de l'esprit humain, ce courage de petit enfant » qui ne la quittera jamais, aventureuse si sérieuse.

Un des grands traits du monde que dessine Paul Roazen, un des traits les plus saisissants de son héroïne, est au fond l'honnêteté radicale. Une honnêteté intellectuelle et pratique, humaine, qui est une source étonnante d'énergie et de réconfort pour le lecteur. Une honnêteté empreinte d'empirisme et de regard critique sur soi. Reprenant à son compte une phrase de Freud, elle disait : « Je n'ai presque jamais quitté la bête protégée de l'expérience directe pour la spéculation. Quand cela m'est arrivé, je l'ai regretté car les conséquences ne m'en paraissent pas des meilleures. »

La modestie et le donquichottisme des premiers psychanalyses sont inoubliables, comme la silhouette d'une Hélène Deutsch de quatre-vingt-quatre ans, ne parlant bientôt plus que polonais (1), toujours fidèle à elle-même, les yeux grands ouverts sur le monde, tellement intelligente, vivante et curieuse.

Geneviève Brisac

(1) Ses amis disaient d'elle que, plus jeune, elle parlait cinq langues, toutes en polonais.

« Signatures, en poche, dans la « Petite bibliothèque » Payot (n° 7 P 67), *Problèmes de l'adolescence* d'Hélène Deutsch (traduit de l'anglais par Claude-Antoine Cledon).

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Dickens-Bove, une rencontre avortée

Le premier a écrit un méconnu « Conte de deux villes » qu'a traduit le second.
La grâce, hélas ! n'est pas au rendez-vous

UN CONTE DE DEUX VILLES

(A Tale of Two Cities)
de Charles Dickens.
Traduit de l'anglais
par Emmanuel Bove,
Côté, 486 p., 179 F.

DICKENS

OU LE ROMAN-THÉÂTRE
d'Anny Sadrin.
PUF, coll. « Écrivains »,
224 p., 138 F.

Dans une lettre à son premier biographe et ami John Forster, au cours de l'été 1859, Charles Dickens évoque avec enthousiasme la genèse de son *Conte de deux villes* (A Tale of Two Cities) : c'est, soulignait-il, « la meilleure histoire que j'aie écrite - y travailler m'a été et me stimule grandement et le Ciel m'est témoin que je fais de mon mieux et que j'y crois ». Y croire ? Nul doute que c'est en romancier enflammé, bien plus qu'en historien impassible, que Dickens nous présente ici l'image qu'il se faisait de la Révolution française. Et bien qu'il ait, pour cela, abondamment puisé dans l'ouvrage de Thomas Carlyle, *The French Revolution*, il n'est guère surprenant de lui voir combiner dans ce roman « historique » - le seul avec *Barnaby Rudge* - tout ce qu'il faut de drame social, de compassion et de sacrifice, pour emporter son public dans le torrent d'émotions de la Révolution. Est-ce le tableau du déchaînement populaire qui a séduit Emmanuel Bove ? Est-ce la figure de Sidney Carton, personnage « placé sous le signe de l'irréel », du « *might have been* », comme l'a dit Anny Sadrin

- et semblable en cela à tant d'anti-héros boviniens ? On ignore ce qui a amené Emmanuel Bove - en 1936 ou 1937, à moins que ce ne soit pendant la guerre - à se pencher sur les quelque cinq cents pages de ce *Conte de deux villes* et à entreprendre de le traduire en français. La traduction que publient aujourd'hui les Éditions Côté est inédite et non datée. Elle figurait sur « un manuscrit à l'encre noire, serré sur 617 pages jaunes de plusieurs cahiers d'écolier » et qui, précise la préface, sonnait « dans une malte aux trésors détenue par la fille de l'écrivain ».

Dickens-Bove : le rapprochement, bien qu'inattendu, avait de quoi séduire. D'un côté, ce *Conte de deux villes*, rarement traduit et généralement mal connu du public français. De l'autre, un écrivain, certes un peu oublié lui aussi - jusqu'à ce que l'on commence à le rééditer en 1977 - connu et admiré de Rilke, Colette ou Beckett, et dont on pouvait espérer beaucoup plus qu'une « simple traduction » (1). La première page de ce *Conte de deux villes* suffit, hélas ! à nous décevoir. Très proche du texte anglais, parfois même quasiment littérale, la traduction de Bove s'avère, bien souvent, confuse et sans grâce.

La liste serait longue et fastidieuse des contresens, approximations, répétitions, tournures inélégantes, erreurs de ponctuation et même fautes d'orthographe qui n'auraient pas dû résister à une relecture scrupuleuse. Lorsque l'on compare cette version du *Conte de deux villes* à d'autres traductions - par exemple à celle de Jeanne Méteux-Béjeau dans la « Bibliothèque

de la Pléiade », on est frappé par la différence de fluidité, de musicalité, de recherche littéraire et linguistique, bref, par la différence d'aisance. Faut-il en conclure tout simplement que l'on peut être à la fois un très grand romancier et un médiocre traducteur ? L'accumulation de ces lourdeurs, invraisemblables dans un texte d'écrivain, conduit inévitablement le lecteur à se poser quelques questions essentielles : le manuscrit a-t-il toujours été bien déchiffré ? Aux yeux de Bove, était-il achevé ? Et, surtout, était-il vraiment destiné à être publié ?

Un grand
« illusionniste »

« Le seul mérite de cette traduction est sans doute de respecter mieux que d'autres le jeu du discours direct et indirect chez Dickens », souligne Anny Sadrin, professeur de langue et de littérature anglaises à l'université de Bourgogne, et auteur de *Dickens et le roman-théâtre*. Ce jeu, précisément, fonde, pour Anny Sadrin, la « théâtralité » du *Conte de deux villes*. Complétant cette analyse par celle de plusieurs autres grands romans - notamment *Bleak House*, *David Copperfield*, *De grandes espérances* et *Noir ami commun* -, Anny Sadrin montre à quel point, chez Dickens, c'est l'œuvre romanesque tout entière qui s'avère fondamentalement dramaturgique.

Il est vrai que Dickens avait, dès l'enfance, rêvé de devenir acteur. Mais s'il joua souvent la comédie, s'il organisa de nombreuses lectures de ses romans, s'il conçut

même l'écriture « comme un acte théâtral », cette théâtralité demeure, curieusement, « injouable ». Car rien n'y est « en direct » : ni « la présence représentée », ni « l'immédiateté ». Il reste que cette notion de « théâtralité » fonctionne bien, ainsi que le suggère Anny Sadrin, comme « l'instrument d'une lecture plus nuancée et plus pertinente du genre hybride qu'est le roman ». Et si Dickens n'est pas un dramaturge, elle nous force à le voir, tout à tour, comme un acteur, un spectateur, un metteur en scène, un réalisateur, un déclarateur, un « menteur de textes » et même un... « bonimenteur » ! Bref, non pas comme le romancier réaliste trop souvent oublié par le public français sur les rayons de la « Bibliothèque verte », non plus seulement comme un inoubliable « tisserand de l'Histoire », mais comme un grand « illusionniste », multiforme et insaisissable, joueur et toujours maître du jeu, et finalement, étonnamment moderne.

Florence Noiville

(1) Emmanuel Bove (1898-1945) est l'auteur d'une vingtaine de romans, dont *Mes amis* (1924), *Armand* (1926), *Un soir chez Bluel* (1927), *L'Amour de Pierre Neuhart* (1928), *Un suicide* (1933), *Non-hieu* (1946), et de nombreuses nouvelles. De récentes rééditions sont parues, notamment chez Calmann-Lévy, la Table ronde et le Castor astral.

« Signatures la réédition de *De grandes espérances*, traduit et préfacé par Pierre Leyris, dans la collection « Les cahiers rouges », chez Grasset. Une autre réédition de *Grandes espérances*, traduit par Charles-Bernard Derennes, précédé de la création de Pip par René Ballette, P.O.L., « La collection », 608 p., 99 F.

« S'il fallait n'avoir dévoré qu'un seul livre sur la Chine de 1930 à 1980, ce serait celui-là. »

Juliette Boissière - Cosmopolitan



« Une saga familiale qui se confond avec celle de la Chine. » Patrice de Beer - Le Monde

« Un livre fulgurant. Un « Autant en emporte la passion ». » Christine Arnothy - Le Parisien

« Un grand livre. » Michel Crépu - La Croix

PLON

LE MONDE DES LIVRES
EXPOSITIONUn
photographe,
un écrivain

«Le Monde des livres» avait, l'an dernier, à la même époque, débuté une série «Photographes et écrivains» qui fit, notamment, se rencontrer Fouad el Khoury et Gustave Flaubert, Walker Evans et James Agee, Hugues de Wurstemberger et Michel Braudou, Denis Roche et V. S. Naipaul, Bernard Plossu et J.-M. G. Le Clezio...

Ce travail, fruit d'une collaboration entre l'équipe du «Monde des livres» et le service iconographie, s'est poursuivi, depuis, hors des colonnes du quotidien. Profitant du cadre et de l'espace que lui offre le hall du Monde, le service iconographie, sous la responsabilité de Sophie Maleix, organise, en effet, régulièrement des expositions favorisant le même type de rencontres.

Depuis le 30 juin et jusqu'au 30 septembre, nos visiteurs pourront ainsi découvrir les photos que Patrick Bard a rapportées d'une enquête sur les jardins ouvriers qui parsèment, aujourd'hui encore — mais pour combien de temps? — la banlieue parisienne. Chacune d'entre elles est légendée par un extrait, en situation, du dernier roman, paru en «Série noire», de Jean-Bernard Poy, *la Belle de Fontenay*. Et l'exposition s'ouvre sur un texte de l'écrivain Thierry Jonquet, autre auteur réputé de la «Série noire», que nous reproduisons ici.

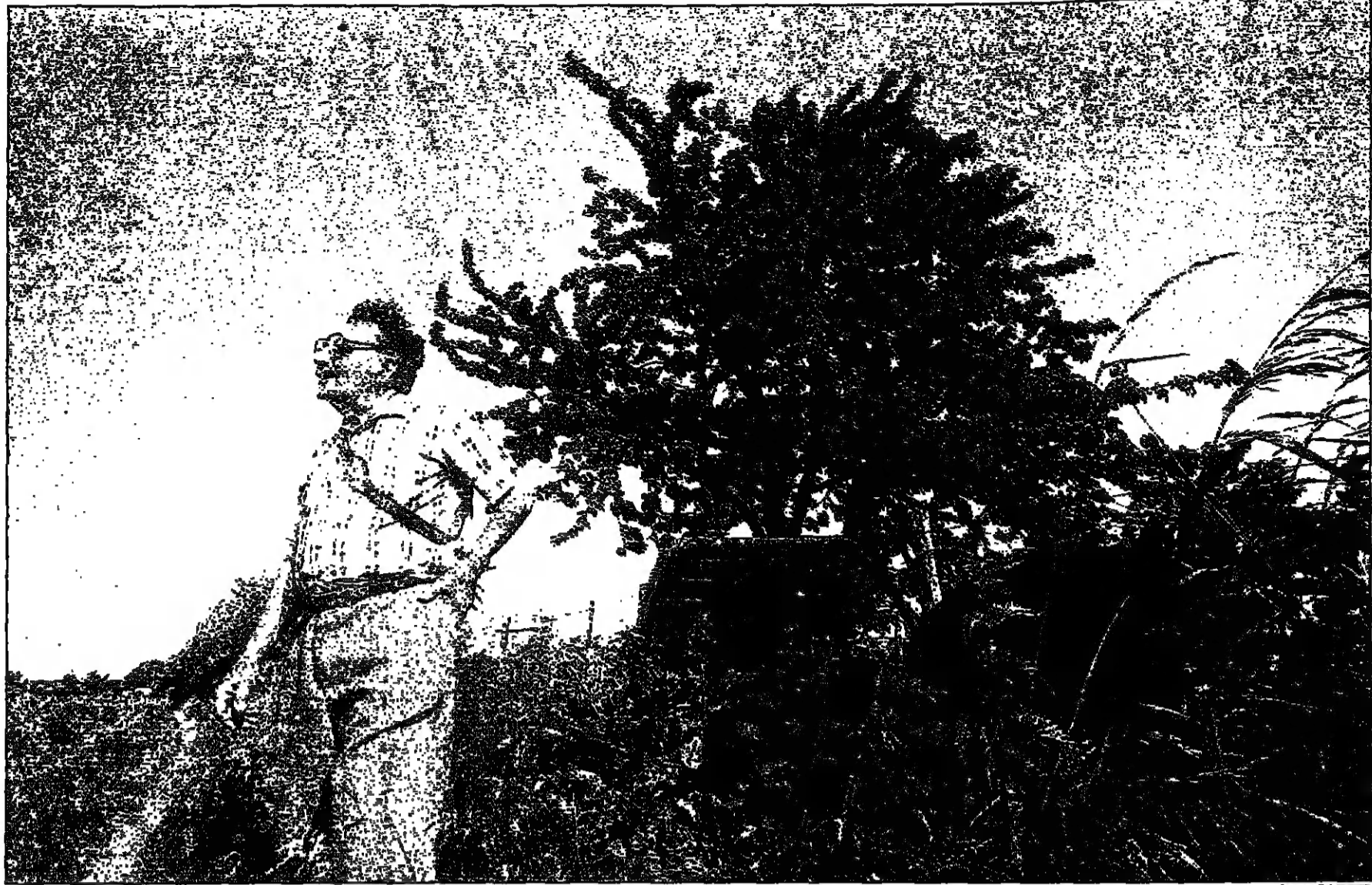
par Thierry Jonquet

J'ai, je l'avoue, un vice honnête auquel je sacrifie dès que l'occasion m'en est offerte, en me cachant : j'adore lire les annonces d'emploi pour cadres. J'en ai récemment découpé une, particulièrement savoureuse. On y cherchait, un jeune commercial pour une filiale de produits chaussants (*sic*!). Le challenge qui lui était proposé lui permettait d'optimiser sa carrière. Il s'agissait, en fait, de recruter un marchand de godasses en lui promettant un bon salaire... Mais qu'en langage de conseil en recrutement ces choses sont joliment dites!

Les têtes pensantes du milieu entrepreneurial ne sont pas en peine de trouvailles : elles inventent bel et bien un nouvel idiome, érotique à souhait, destiné à une élite baignant dans une ambiance *high-tech*, et censée régir la vie d'une plèbe tout juste capable de manier le français courant. Courant? Voire! Ladite plèbe se laisse elle-même aller à de curieuses dérives linguistiques. Les plus jeunes de ses éléments s'expriment déjà exclusivement en un verlan mâtiné de quelques locutions anglo-saxonnes : je citerai simplement, à titre d'exemple, «Cool, la meuf!» ou bien encore, «La caillera, c'est hyper-hard!».

La hausse du coût de l'habitat chasse, par ailleurs, la même plèbe du centre des villes, désormais réservé aux *managers*, pour la confiner dans des banlieues de plus en plus lointaines. Ainsi donc, à terme, les deux phénomènes s'amplifient, ce sont deux France qui cohabiteront sur le même territoire, mais à distance, et manieront des dialectes étrangers l'un à l'autre.

SOMBRE perspective... mais que les plus pessimistes se rassurent! On distingue déjà, çà et là, de sains ferments de résistance. Que celui qui a le goût de l'aventure quitte Paris porte de la Chapelle, traverse la farouche Plaine-Saint-Denis pour gagner Stains par la route d'Amiens, jalonnée de gros pavés. Soudain, au milieu des tours copieusement taguées, il verra s'étendre un fouillis de lopins de terre hérissés de bicoques, toutes plus saugrenues les unes que les autres, faites d'un assemblage hétéroclite de planches, de tôles ondulées et de toile cirée. De petits enclos jalousement balisés, où prospèrent la laitue et le poireau, mais aussi bien d'autres trésors. Ainsi, au pied même d'un des plus sinistres fleurons de cette architecture *des-tray* concoctée dans quelque soviét de technocrates, la brave vieille campagne reprend ses droits. Non pas une friche hirsute, assaillie par la ronce et la lierre, où viendraient pisser les dobermans échappés des centres de dressage voisins, et où quel-



PATRICK BARD

Verte banlieue

ques pommiers rabougris tiraient tant bien que mal leurs racines du jeu, mais bel et bien le jardin, façonné par l'homme, avec amour et patience. Un défi insensé. Une offense au béton. La classe ouvrière a, dit-on, renoncé à se lancer à l'assaut du ciel : l'œil rivé sur la terre, elle ne lâchera pas ses jardins!

L'idée est ancienne. Dès la fin du siècle dernier, quelques prêtres et bourgeois philantropes, inquiets de voir la «race ouvrière» s'abrutir à l'assommoir, ou, pire encore, concocter de noirs desseins à l'encontre des possédants, se rassemblèrent pour organiser l'attribution de parcelles de terrain aux familles nécessiteuses. Bêchant et sarclant, fécondant la terre de sa sueur, le prolétaire ne songerait plus à siroter l'absinthe ni à s'acoquiner avec les partageux, pensaient ces braves gens!

ENTRÉ deux *Pater* et trois *Ave*, l'abbé Lemire, député du Nord, créa, en 1896, la Ligue du coin de terre et du foyer, qui existe toujours (elle édite un bulletin, sorte de fanzine qui est à *Rustica* ce que les journaux lycéens sont à *Rock et Folk*). La Ligue mit en place un système original de propriété ou de location collective des terrains, avec jouissance divisée des parcelles. D'Aubervilliers à La Courneuve, de Créteil à Ivry, le samedi soir après le turbin, l'ouvrier quittait son bleu de chauffe, enfilait un pantalon de coton et coiffait un chapeau de paille, pour empoigner pelle ou rateau... Et rebelle le dimanche, dès potron-minet, parfois au grand dam du curé de la paroisse, qui voyait d'un mauvais œil désertir ses ouailles à l'heure de la messe. Aux vignes du Seigneur, le jardinier prolétaire préférerait celles, bien plus juteuses, de son petit carré de verdure agrémenté d'une treille. On imagine aisément les déboires de l'abbé Lemire, sermonné par l'évêque, sur plainte de ses collègues! Qu'à cela ne tienne, si les voies du Seigneur sont impénétrables, les chemins bordés d'orties qui menaient au paradis terrestre gagnaient à être fréquentés! Ils le furent.

On a beaucoup glosé sur l'alliance du sabre et du goupillon, et, en matière de jardins ouvriers, l'osmose fut des plus détonnantes. Durant la Grande Guerre, les obus de la Grosse Bertha, tirés à plus d'une cinquantaine de kilomètres de Paris, venaient s'écraser sur les immeubles de la capitale... Dès la fin des hostilités, l'armée française, toujours à la pointe de la recherche stratégique, prit donc conscience de

l'inutilité de la ceinture de fortifications qui entourait Paris et n'avait pas empêché le Boche de semer la terreur intra-muros! Et quelle ceinture! Pas moins de trente-neuf kilomètres, comportant quatre-vingt-quatorze bastions et dix-huit forts, sans parler des redoutes et autres casemates. Au total, deux mille deux cents hectares (!). Qui, peu à peu, furent cédés à la Ligue, laquelle les reconvertisse en jardins. Ainsi, la ville fut-elle entourée d'une ceinture verte où l'on venait passer le dimanche en famille, et déguster sous la tonnelle une bouteille de muscadet, tout en surveillant la montée en sève des plans de potirons. On se serait presque laissé attendrir. Hélas, la spéculation immobilière reprit de plus belle, dans l'entre-deux-guerres, et les jardins ouvriers furent peu à peu relégués des fortifs à la banlieue. Ils n'en prirent pas moins un remarquable essor, et les associations qui les gèrent comptabilisaient

leurs affidés par milliers. On imagine aisément avec quel bonheur les idéologues pétainistes, qui vantaient les vertus du retour à la terre, firent, si j'ose dire, leurs choux gras de cet engouement pour le maraîchage. (Qu'on ne s'y trompe pas, c'est pourtant dans la «ceinture rouge» que, fort du vieux idéal fourériste, on fit la part belle aux résidus de la ceinture verte!)

LES années 50 et 60 virent la verdure pâlir et le béton prospérer. On sait la suite. Aujourd'hui, les jardins ouvriers subsistent à l'état de trace, à partir desquelles tout peut cependant redémarrer. On a récemment entendu, pas plus tard que l'été dernier, nos dirigeants roses disserter sur les effets bénéfiques du grand air et de la campagne auprès du *beurns vulgaris*, espèce particulièrement prolifique, dont le biotope de référence est la Cité des 4 000... A les en croire, quelques séjours au bon air atténueraient à coup sûr les ardeurs

agressives de certains spécimens particulièrement turbulents. Un ministre a même contacté les syndicats d'agriculteurs pour organiser cette étrange transhumance... A ce jour, que je sache, ledit ministre n'a pas jugé utile de convoquer la presse pour dresser le bilan d'une si généreuse initiative.

Qu'il ordonne à son chauffeur de faire vrombir le moteur de sa R 25 pour l'emmener vadrouiller du côté de Stains. Il y fera connaissance avec les survivants d'une autre espèce, qui n'a pas l'intention de disparaître : de robustes gaillards à moustaches et tablier qui binent dès que le loisir leur en est donné. Tous membres de la Confrérie de Saint-Fiacre : Fiacre (il ne doit rien à Simonon et ignore Fantomas) était un ermite qui s'établit maraîcher dans la région de Meaux au septième siècle de notre ère et s'y dépensa avec un talent sans égal, ce qui lui valut d'être consacré patron des jardiniers.

TOUS les ans, les membres de la confrérie organisent une fête lors de laquelle ils proposent au quidam le produit de leur travail. Courges, laitues, poireaux, oignons, raisins, navets et autres brocolis s'étalent sur les stands, tous issus de la terre de Seine-Saint-Denis! Sans compter l'arachide, mais oui, l'exotique arachide, qui s'adapte fort bien au climat de ce département français! Et le haricot-guirlande, injustement méconnu, et qui vous atteint son bon mètre de longueur sans coup férir! Et la calebasse aux dimensions tout aussi déraisonnables, de surcroît subtilement évocatrice de formes phalliques!

Le champion toutes catégories est un certain Lopez; il règne sur quelques arpents de terre dont il se refuse à épancher la soif, tant que le Seigneur, par le truchement de la pluie, n'y pourvoit pas lui-même. Un sage, ce Lopez. La langue fourche souvent, l'accent est rocailleux, mais la parole est sûre, économe de ses effets. A l'abri de sa cabane, M. Lopez scrute l'horizon où les tours saillent, puis, écarté du spectacle, laisse son regard errer au ras du sol. L'alignement des plans de bataviais est irréprochable; l'endive frémit d'aise sous l'ondée orageuse. Lopez est triste. Il sait qu'un jour, tôt ou tard, un promoteur viendra lorgner sur son petit bout de paradis.

Si donc notre ministre quittait les lambris dorés de son bureau pour visiter la contrée, il rencontrerait Lucien Jirault, président de l'association locale, qu'il dirige d'une poigne vigou-

reuse. M. Jirault est gardo-meissier (2). A l'instar des gardes champêtres de jadis, il est chargé de veiller à la bonne tenue des jardins, de sermonner le mauvais coucheur qui viendrait à empiéter sur la parcelle du voisin, et, bien entendu, de pourchasser le voleur que la convoitise inciterait à escalader une fragile clôture pour faire main basse sur une botte de radis! L'insigne de sa charge, une plaque de cuivre rivée à un baudrier, sur laquelle est soûlement gravé «LA LOI», lui barre le torse et doit faire bien des jaloux!

Lucien Jirault, garde-meissier bénévole (un des derniers en France, la charge se meurt) militant des jardins ouvriers, en dirait long à notre ministre sur les effets bénéfiques des lopins garnis de fraisiers dont il surveille le bon ordonnancement. Ici, on côtoie son voisin, venu des îles ou d'outre-Méditerranée, voire de Casamance, sans inimitié aucune; on échange simplement des recettes pour mieux faire germer le haricot ou monter la scarole. Ce n'est peut-être pas le plus vieux métier du monde, mais c'est un des plus pacifiques... Arrêtez donc de nous voler nos terrains! dirait M. Jirault à ce ministre vadrouilleur. Epargnez nos jardins! Le maire a déjà répondu favorablement!

Et, qui sait, le ministre, renouant tout à coup avec un atavisme anacréontique, manèrrait à son tour la serpe pour tailler la mauvaise herbe, au lieu des lignes budgétaires dans lesquelles il aime à sévir d'ordinaire?

RENTRÉ chez lui, parmi les siens, encore ému par son voyage, il se fendrait d'une curieuse préconisation de préserver, voire d'étendre, le domaine de Lucien Jirault. La circulaire circulerait, elle vivrait son aventure, s'égarerait dans des bureaux, visiterait des corridors, passerait entre les mains de coursiers, de secrétaires, de sous-directeurs, de directeurs adjoints, puis de directeurs, puis de chargés de mission...

Et, pendant ce temps, M. Jirault et ses amis de la Confrérie de Saint-Fiacre, ravis de ce surris, en profiteraient pour faire des émules. Alors, des cages d'escalier aux halls de HLM, des dalles de la ZUP aux chantiers de la ZAC, une armée de jardiniers envahirait la banlieue pour la fleurir!

Bah, on peut toujours rêver...

(1) Béatrice Cabecode, *Le Bonheur au jardin*, éd. Crespis.

(2) Sous l'Ancien Régime, officier chargé de surveiller les cultures avant l'ouverture des bûches de moisson.



PATRICK BARD

150-151

سكنا من الامل

LE MONDE DES LIVRES

MÉMOIRE

Traces algériennes

Un roman, un recueil épistolaire, un album tiré d'une exposition : trente ans après, la guerre d'Algérie, toujours...

EMBUSCADE A PALESTRO
de Maurice Pons.
Le Rocher, 337 p., 139 F.

**LETTERES D'ALGÉRIE
1954-1962**
La guerre des appels
La mémoire d'une
génération

de Martine Lemaire.
Préface de Paul Nahon.
J.-C. Lattès, 359 p., 139 F.

**LA FRANCE
EN GUERRE D'ALGÉRIE**

Sous la direction
de Laurent Gervereau,
Jean-Pierre Rioux
et Benjamin Stora.
Musée d'histoire contemporaine
BDIC, 320 p., 330 F.

Le roman est sans doute la forme littéraire sous laquelle les années de la guerre d'Algérie ont été jusqu'ici évoquées avec le plus de force, au risque de paraître paradoxal, avec le plus de vérité. Comment, en effet, mieux qu'à travers une histoire où l'invention créatrice se mêle aux souvenirs, rendre compte, sans fausses pudeurs ni discrétion de rigueur, d'événements qui ont troublé les consciences au point d'y laisser, trente ans plus tard, des traces aussi profondes ?

Maurice Pons - qui nous avait déjà permis de retrouver le *Passager de nuit* publié pour la première fois en 1960 (1) - récidive avec *Embuscade à Palestro*, que la censure avait curieusement laissé passer sans s'en émouvoir en 1958 sous le titre, il est vrai plus innocent, du *Cordonnier Aristote*. Les années 1956-1957, dont il est surtout question ici, marquent un tournant dans la perception que l'on a en France d'un conflit dans lequel une grande majorité de nos concitoyens n'avaient d'abord voulu voir qu'une opération de maintien de l'ordre, sinon de police, contre une poignée de bandits fanatiques, armés de fusils de chasse et qu'il convenait de réduire comme de simples malfaiteurs. C'est en tout cas ainsi que le pou-

voir présente l'affaire, se donnant, en outre, le beau rôle d'admettre que des erreurs avaient été commises depuis la conquête coloniale et que, sans mettre en cause le principe sacro-saint que « l'Algérie, c'est la France », il convenait de remettre quelque peu les pendules à l'heure.

Rassurant schéma qui s'écroule avec l'envoi du contingent, le rappel des réservistes, les prolongations successives du service militaire et surtout les pertes de plus en plus sévères infligées à l'armée française et que l'on peut difficilement cacher. En même temps, d'inquiétantes rumeurs commencent à circuler sur les procédés insupportables - à commencer par la torture - avec lesquels est mené ce combat et qui disqualifient ceux, militaires ou civils, qui les autorisent ou les encouragent.

C'est à partir de là que se produit une prise de conscience, plus ou moins rapide et nette selon les individus, pas très spontanée en tout cas chez ce sympathique Roland Maillart, pion au lycée Louis-le-Grand, qui achève le soir dans sa mansarde un joli petit roman sur un cordonnier - Aristote - amoureux de son jardin, et rend occasionnellement visite à une maîtresse dans les beaux quartiers. Les événements politiques le touchent peu, le laissent d'autant plus indifférent qu'il n'y comprend pas grand-chose et ne souhaite guère, au fond, être dérangé dans son relatif confort intellectuel. Jusqu'au jour où le hasard des rencontres - des gens de théâtre, des colporteurs d'affiches - va lui faire une nouvelle éducation. C'est la camaraderie qui joue le rôle moteur, même si elle prend parfois un tour très sentimental ou pose quelques problèmes en effaçant par exemple la réserve qui devrait maintenir l'enseignant à distance de ses élèves. Ou encore si elle implique des relations de plus en plus étroites avec ces « communistes » qu'autour de lui beaucoup considéraient comme les suppôts de Satan.

La conversion se fait donc par étapes, et ce n'est qu'aux toutes dernières pages que Roland considérera que son gentil cordonnier n'est pas tout à fait de saison et



CAGNIAT

décidera, tout seul, d'écrire un autre roman qui s'appellera *Embuscade à Palestro* (2). Si l'on nous autorise une comparaison, Maurice Pons est peut-être au Roger Vailland des *Mauvais Coups* ou de *325 000 francs* ce que le Giono du *Bonheur feu ou du Husard sur le toit* a été à Stendhal. D'abord parce que la parenté politique est évidente. Ensuite, et surtout, en raison de la manière dont les personnages traversent ensemble une époque, s'interrogent, se critiquent, se retrouvent, pour le meilleur et pour le pire, dans une solidarité dont ne peuvent être exclus ces communistes eux-mêmes - qui pourtant n'ont pas la conscience tout à fait tranquille et

connaissent la contestation au sein de leur propre parti. Un vrai roman et qui pourra encore, à notre heure, ouvrir quelques voies de réflexion.

Écœurement et amertume

Dans un registre totalement différent, sinon opposé, les *Lettres d'Algérie* sont une collection de documents, tout juste ponctuée de rappels historiques destinés à les « mettre en situation ». Ce sont des lettres adressées à leurs familles mais aussi des extraits de journaux intimes écrits par des appelés, rappelés, « maintenus », qui vivent au quotidien l'expérience de ce que

l'on persista longtemps à dénommer la « pacification ». Tout y est, ou presque, y compris le souvenir des « corvées de bois », où l'exécution sommaire d'un « suspect » était camouflée en « tentative d'évasion », et bien entendu la découverte des sévices corporels infligés à des hommes ou des femmes au nom de la recherche d'un « renseignement » aléatoire. Mais ce qui domine dans cette série de témoignages bruts, écrits dans l'instant, c'est l'« écœurement » - le mot revient sous plusieurs plumes -, l'ennui, la fatigue, l'impression croissante de ne vraiment pas savoir pourquoi on est là, et l'attente indéfinie de la libération qu'enfin apportera « la quille ».

Tous ceux qui sont ici cités ne se plaignent pas seulement des épuisantes marches à travers les djebels, de la mauvaise nourriture, d'une discipline militaire d'autant plus mal acceptée qu'elle est souvent imposée avec une suprême maladresse. Là aussi, des consciences s'éveillent, mais avec quelle amertume ! « En arrivant sur le sol algérien », écrit Claude P., le soldat français n'est habité d'aucune haine. Ignorant de tout, il n'a d'idées sur rien. (...) A son insu, insensiblement, il perd sa personnalité. » Et c'est ainsi qu'on arrive à écrire : « Je vis la Peste de Camus. Je ne suis pas avec les rats, mais je partage leur existence. » Lourde constat, qui laissera toute une génération « sans illusion », même au lendemain de sa libération.

Tout autre chose encore avec la *France en guerre d'Algérie*, album tiré de l'exposition organisée par le Musée d'histoire contemporaine de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (3). Par définition, donc, des documents iconographiques, photographiques de l'époque sur le terrain et en France, des affiches, des « aunes » de diverses publications, directement reliées à la guerre ou, au contraire, illustrant la vie parallèle qui se poursuivait dans un pays où Brigitte Bardot, Johnny Hallyday et bien d'autres conquerraient ou gardaient leur rôle de vedettes.

La partie la plus originale de l'ouvrage est cependant constituée par des textes, œuvres d'historiens

de haut niveau, français ou algériens, qui fouillent les aspects les plus divers de la guerre telle qu'elle fut vécue en Algérie ou dans ce qu'il convenait alors d'appeler « la métropole ». Un remarquable recueil, à cet égard, où les chercheurs eux-mêmes trouveront matière à affiner leurs travaux, par exemple dans l'étude très pointue de Charles-Robert Ageron sur les pertes humaines subies de part et d'autre au long du conflit. Un bilan historique très complet, qui ne prétend sans doute pas être définitif, ni le dernier, mais dit l'essentiel de ce qu'à ce jour notre mémoire a pu conserver.

Alain Jacob

(1) Ed. du Rocher (« Le Monde des livres » du 31 mai 1991).
(2) *Embuscade* qui fit près de vingt morts parmi les soldats français le 18 mai 1956 et qui donne précisément son nouveau titre au roman de Maurice Pons.
(3) Organisé à l'Hôtel des Invalides, du 4 avril au 28 juin 1992.

magazine littéraire

N° 301 - Juillet-Août

LE DOSSIER

2000 ANS DE CHAGRINS D'AMOUR

LES AUTEURS DU MOIS

J.M.G. Le Clézio
Albert Londres
Homéric
Anthony Trollope
Joseph Kessel

LE GRAND ENTRETIEN

Paul Bénichou
du grand siècle
au romantisme

Chez votre marchand
de journaux : 30 F

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 120 F.
Cadeaux sur la liste ci-après
les numéros que vous choisirez

- ☐ Littérature et mélancolie
- ☐ Stefan Zweig
- ☐ 50 ans de poésie française
- ☐ Le rôle des intellectuels
- ☐ Federico Garcia Lorca
- ☐ Flaubert et ses hantises
- ☐ Écrivains arabes aujourd'hui
- ☐ Écrivains intimes
- ☐ André Breton
- ☐ Les écrivains de Prague
- ☐ Gilles Deleuze
- ☐ La Révolution française
- ☐ Jorge Luis Borges
- ☐ Francis Ponge
- ☐ Albert Camus
- ☐ Umberto Eco
- ☐ L'URS la perestroïka dans les lettres
- ☐ L'individualisme
- ☐ Littératures allemandes
- ☐ Célibat
- ☐ Les passions latentes
- ☐ Les frères Goncourt
- ☐ Boris Vian
- ☐ Freud
- ☐ William Faulkner
- ☐ Bouddhisme
- ☐ Italo Calvino
- ☐ Virginia Woolf
- ☐ Albert Camus
- ☐ Marcel Proust
- ☐ Marguerite Yourcenar
- ☐ Le nihilisme
- ☐ Jean Starobinski

Nom :
Adresse :

Règlement par chèque bancaire
ou postal

magazine littéraire

30, rue des Saints-Pères
75007 Paris - Tél. : 45.44.14.51

Seul, le Parti communiste...

**LA GUERRE D'ALGÉRIE
N'A PAS EU LIEU**

de René Andrieu.
Messidor, 189 p., 110 F.

Ancien rédacteur en chef de l'*Humanité*, toujours membre du comité central du Parti communiste, René Andrieu tient à rappeler cette vérité occultée : parmi les grands courants politiques de ce pays, le PC a été le seul à se dresser, dès le début, contre la guerre d'Algérie et à défendre le droit à l'indépendance du peuple algérien. Ce qui est vrai, si l'on s'en tient à cette période, ce parti n'ayant pas spontanément admis le nationalisme algérien dans certaines de ses précédentes manifestations.

Pour l'occasion, René Andrieu a retrouvé la flamme et le style du vigoureux éditeur et polémiste qu'il fut pendant des années. On l'imagine en train de rédiger son livre sur la guerre d'Algérie, la plume acérée, la mémoire précise et le regard encore plein de colère. On comprend aussi que ce journaliste engagé en ait gros sur le cœur : non seulement l'attitude du PC sur l'affaire algérienne est, le plus souvent, masquée par la voile d'oubli qui recouvre la fin de l'empire colonial, mais, lorsqu'elle est évoquée, c'est pour lui reprocher de ne pas avoir été assez ferme !

René Andrieu a beau jeu de rappeler ce que furent les prises de

position de son parti dès 1954, au début des « événements », comme l'on disait alors, par rapport à certaines autres, dussent-elles évoluer par la suite, qu'étaient de François Mitterrand, de Pierre Mendès France ou des dirigeants socialistes. « S'il est un domaine, observe-t-il, où l'idéologie dominante a provoqué des ravages, c'est bien celui de la colonisation. »

Erreur de parcours ?

En 1956, la victoire électorale du Front républicain ouvre aux socialistes, et à leur chef Guy Mollet, les portes du pouvoir ; elle ouvre aussi la voie à la recherche d'une solution pacifique en Algérie. Malgré la conduite ambiguë des nouveaux gouvernements, le PC accepte, non sans discussion interne, de voter les pouvoirs spéciaux que sollicite Guy Mollet. Trois mois plus tard, il refuse de cautionner plus longtemps une politique qui n'est pas la sienne. Erreur de parcours ? On pouvait, reconnaît l'auteur, s'interroger sur la justesse de la première décision et estimer même qu'elle était contestable « puisqu'elle n'a pas été capable - ce qui était son objectif - de freiner l'alliance avec la droite ». « Ce qui est intolérable par contre, ajoute-t-il, c'est d'y voir un signe de ralliement à la guerre et de trahison de la cause du peuple algérien. »

L'*Humanité* a été saisie vingt-sept fois et poursuivie cent cinquante fois pendant les huit années de cette guerre non dite. Des militants communistes ont été arrêtés, torturés, assassinés, tandis que le Parti communiste algérien était, de son côté, l'objet d'une féroce répression, sans pour autant, précise le chroniqueur, renoncer toujours « une solidarité sans faille avec certains nationalistes » (il est arrivé aux indépendantistes algériens de retourner le reproche aux communistes français).

De mai 1958 à juillet 1962, René Andrieu a rédigé plus de deux cent cinquante éditoriaux sur une guerre présentée comme une opération de police contre la rébellion et le terrorisme, à des fins de pacification, mais à grand renfort de déploiements militaires, d'exécutions à la guillotine quand elles n'étaient pas clandestines, de tortures, de déplacements de populations. S'il ajoute un texte supplémentaire à cette longue série éditoriale, c'est pour proclamer que, sur ce point au moins, son parti « a eu l'impermissible insolence d'avoir eu raison trop tôt », alors que d'autres, qui ont eu des responsabilités dans cette guerre - et qui se trouvent encore dans les aléas du pouvoir et dans les médias, « quelques fois au sommet » - veulent les faire oublier.

André Laurens

Ma mère, mon pays

Une femme qui se meurt, une Algérie
qui disparaît : un beau roman de Norbert Regina

LA FEMME IMMOBILE

de Norbert Regina.
Flammarion, 238 p., 105 F.

Avec *Il croyait à l'éternité* et les *Crépulescences d'Alger*, Norbert Regina avait, à travers l'histoire de plusieurs familles, entrepris une vaste fresque sur l'Algérie. Pour évoquer les deux dernières années d'avant l'indépendance, de janvier 1960 au 1^{er} juillet 1962, il substitue à une vision panoramique, qui multipliait les lieux et les personnages, un cadre intimiste. Son roman se concentre sur Nina Régner, une femme de trente-sept ans, belle, mariée à un avocat, à Oran. Mais on découvre bientôt qu'elle est atteinte par la maladie, incurable, de Charcot. L'écrivain retrace, avec une précision clinique tempérée de tendresse, toutes les étapes du mal dans le corps de Nina : la perte progressive du langage, l'atrophie musculaire, le retrait des sensa-

tions. Dans la chambre où elle est retirée, les événements ne lui parviennent qu'assourdis, par le biais de la radio annonçant l'épisode des barricades, l'instauration de l'état de siège à Alger, qui semble loin, et les discussions feutrées entre son mari et son beau-frère Thomas, sur la « trahison » présumée de De Gaulle. Au fil de sa narration, Norbert Regina approfondit - d'une manière un peu correspondance entre l'apprentissage par Nina du renoncement à la vie et l'impuissance déabusée avec laquelle les Oranais assistent à la dérive de leur pays. Le rempart que les membres de la famille, soudés par la compassion et le sentiment du devoir, édifient autour de Nina pour l'aider et cal-

feutrer les bruits d'une guerre qu'ils croient encore sporadique accentue l'impression d'un désespoir presque tranquille.

Mais cette protection ne peut tenir longtemps et se fissure quand, après le putsch manqué des généraux, la terreur, avec la naissance de l'OAS, défère dans Oran. Comme si aucune cloison ne pouvait résister à la violence - attentats, émeutes qui se multiplient -, Régner la laisse envahir son récit. L'écrivain se tourne vers la rue et en évoque les horreurs dans des séquences nettes, rapides : le cordonnier qui, pour venger la mort dans un attentat de sa fille de quatre ans, se vante d'avoir tué à coups de revolver, au hasard des nuits, vingt-six Arabes ; la voisine Aïcha, frappée par une rafale de mitraillette...

« Otages de la haine »

Déporté par ses propres souvenirs, Régner adopte le point de vue de Sébastien, le jeune fils de Nina. Il prend son regard d'effroi à peine étonné devant les meurtres qui s'accomplissent parfois à ses côtés, sur le chemin de l'école, et la sauvagerie désemparée des hommes qui sont « devenus les otages d'un mal implacable et sournois ». Il y a beaucoup d'émotion quand - à l'heure où le petit peuple d'Oran erre sur les quais en attendant d'embarquer pour une métropole inconnue - Sébastien ne sait pas de quoi il souffre le plus : de la mort de sa mère ou de la disparition de l'Algérie de son enfance, tant le visage aux paupières fermées de Nina se confond, au loin, avec celui du pays aimé.

Jean-Noël Pancrazi

Pour ses nouvelles collections littéraires importantes éditeur recherche

MANUSCRITS INÉDITS

Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre

Les œuvres retenues seront publiées et diffusées et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias

Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

Tout ouvrage publié sera sélectionné de droit à notre Prix littéraire annuel

(contrat régi par l'arrêté du 12 mai 1987)

LES MANUSCRITS SONT À ADRESSER À

L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE

ÉDITEUR

17, rue Galilée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08 - Minitel : 3617 AEL

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
sans visa

LE RABBIN DE BACHARACH

de Heinrich Heine.
Traduit de l'allemand
par André Carroy.
Bibliothèque de la Renaissance.
250 p., 89 F.

HISTOIRE DE SEPT GHETTOS

d'Egon Erwin Kisch.
Traduit de l'allemand
par Marianne Brausch.
Préface de Jean-Michel Palmier.
Presses universitaires de Grenoble.
168 p., 110 F.

LA CHUTE
DU COLONEL REDL

Enquête sur le fin
de l'Autriche-Hongrie
d'Egon Erwin Kisch.
Traduit de l'allemand
et préface par Pierre Behar.
Desjonquères, 94 p., 75 F.

VOLTE

d'Andrzej Kusniewicz.
Traduit du polonais
par Patrice Lieberman.
Actes, 276 p., 135 F.

L est troublant de constater la disparité entre ce qu'on lit dans les livres à propos de ce qui fut l'Europe (centrale ou de l'Est) et ce qui s'y passe actuellement, pour la plus grande affliction de ceux qui avaient voulu croire qu'après la chute du communisme l'Europe réunifiée, sans mur et sans rideau de fer, redevenait l'Europe d'avant les deux guerres mondiales. Et retrouverait la « douceur de vivre » qui, selon Talleyrand, précède les révolutions... Il est troublant aussi de voir paraître, ou de voir exhumé, semaine après semaine, chez tant d'éditeurs, de si nombreux écrits, empreints de nostalgie, de regret pour un monde qui n'existe plus, devenu une Europe sans juifs où il ne devrait nullement être concevable désormais d'être antisémite. Une Europe où les juifs jouèrent un rôle capital dans l'imaginaire des gens de partout : victimes expiatoires ou créanciers inflexibles, admirés ou haïs, ils étaient peut-être, de l'Alsace à la Galicie, comme un ciment de l'Europe. De cette Mitteleuropa mythique à laquelle on prêtait tous les charmes, sinon toutes les vertus.

C'est dire combien paraît étrange ce *Rabbin de Bacharach*, de Heinrich Heine, à propos d'une communauté médiévale de Rhénanie en butte aux accusations de crimes rituels et aux pogromes – sans doute le seul écrit juif du poète. Combien paraissent étranges, également, ces « histoires de ghettos » d'Egon Erwin Kisch que vient d'exhumer Jean-Michel Palmier pour sa collection allemande « Débuts d'un siècle ». Des histoires d'outre-tombe ! Discontinues dans toute l'Europe, et même au-delà, écrites avant 1939, elles semblent dater de temps très reculés, tissant un réseau d'échos entre Amsterdam, Prague, Vienne, Brno, Shanghai, Bagdad, la Bosnie ou la rue des Rosiers. Bien plus que sept ghettos, que sept lieux de vie des juifs. L'histoire de Schime Kossiner, de Bohême, qui a recopié des centaines de fois la *Lorelei*, le poème de Heinrich Heine, et qui le signe de son nom ; Ibn Schochon, de Bag-

dad, qui a fui l'Inquisition, est devenu Sassoon en Inde, aussi riche que les Tata grâce au commerce de l'opium et qui ne croit ni à Jéhovah ni à Shiva ; Simon Abeles, le petit garçon juif baptisé de force, dont les parents, accusés de meurtre rituel, seront martyrisés ; ou encore Jack Oplatka, le juif de Prague, qui est revenu d'Amérique (dans le temps, il s'appelait Kobbli) et qui sert la messe quand un enfant de chœur est malade !...

DES contes des juifs sur cinq siècles, depuis l'expulsion d'Espagne jusqu'à Hitler, dans une langue savoureuse marquée de mots de toutes les langues des diasporas, et même de latin d'église, dans un style où se confondent réalisme et fantaisie, révélant le talent du grand écrivain-journaliste Egon Erwin Kisch. Né à Prague en 1885, donc contemporain de Kafka et écrivant en allemand comme lui, surnommé « le reporter enragé », plus connu dans les ex-pays de l'Est que chez nous, notamment dans l'ancienne RDA, lié à l'avant-garde intellectuelle, il avait voulu connaître toutes les luttes politiques de son temps : l'URSS, la Chine, l'Allemagne nazie, l'Espagne avec les Brigades, l'Australie, le Mexique, comme Anna Seghers, il se réfugia pendant la guerre... Revenu à Prague, il y mourut en 1948.

Une de ses enquêtes les plus célèbres, *La chute du colonel Redl* – illustrée par le film très personnel du Hongrois Istvan Szabo et par une pièce de l'Anglais John Osborne, « vient justement de paraître en français. C'est E. E. Kisch, en effet, qui avait révélé l'énorme scandale provoqué en 1913 en Autriche-Hongrie par la découverte qu'un des principaux chefs des services de renseignements de l'Empire était un espion à la solde de la France, de la Russie et de la Serbie. Une extraordinaire histoire d'espionnage qui détaille, comme dans un film, minute par minute, grâce à des hasards inimaginables, comment Redl fut démasqué et contraint au suicide (*J'ai l'honneur de vous demander un revolver*). Mais on y trouve aussi un remarquable portrait de ce policier implacable, contraint à céder au chantage pour cacher

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Ils étaient partout
ou l'Europe sans juifs

Illustration de l'Ombre de la croix, des frères Tharaud, Plon, 1920

son homosexualité et, comme l'indique le sous-titre, au-delà du document sur la trahison d'un militaire de haut rang à la veille de la guerre, une troublante « enquête sur la fin de l'Autriche-Hongrie » et sur la décomposition de l'Empire des Habsbourg moribond. Passionnant.

ON n'imagine pas ce que fut la Galicie, mosaïque fabuleuse des peuples les plus divers, prise à la Pologne et annexée à l'Autriche-Hongrie en 1772, où vivaient des Polonais catholiques, des Ruthènes orthodoxes ou uniates, des Ukrainiens, des Russes, des Tatars, des Tziganes, des juifs surtout. Andrzej Kusniewicz, âgé aujourd'hui de quatre-vingt-huit ans, est un des derniers à avoir connu ce monde-là, son « jadis », comme il dit dans l'« Ombre de la croix » (paru en 1987 en Pologne). Encore une fois, inlassablement, scrupuleusement, l'auteur de ces admirables romans que sont le *Roi des Deux-Siciles* (Albin Michel, 1978) et l'*Etat d'apesantissement* (Albin Michel, 1979) explore sa mémoire, qui semble inépuisable, dans un retour sur soi,

un mouvement tournant, une volte de cavalier, une conversion (de skieur plutôt que de croyant) vers une Europe qui semble encore celle du XIX^e siècle. Un rachat.

Aristocrate d'origine française, entré dans la Résistance française et déporté à Mauthausen, consul de Pologne en France jusqu'en 1950, Kusniewicz, qui a commencé à écrire après cinquante ans sur son monde disparu, est né en Galicie. Comme Bruno Schulz, Joseph Roth, Manes Sperber – ou encore comme l'Autrichien Sachser-Masoch, dont on réédite un recueil inconnu de *Contes juifs* : récits de famille, que le fils du chef de la police de Lvov, philosémite militant, avait retranscrits et publiés en 1888 en français à Paris, quatre ans avant l'édition allemande. Comme s'il se réclamait de son appartenance à la Galicie...

Dans *Volte*, Kusniewicz évoque, avec une tendresse bouleversante, le monde de son enfance, ces confins polono-russes qui furent son terrain, le domaine de milliers d'hectares de son père, sa

vie d'étudiant à Léopol-Lemberg-Lviv-Lvov ; et surtout cette longue cohabitation de plusieurs siècles des Polonais et des juifs. Conscient pourtant de sa « supériorité authentique », assumant son appartenance à la vieille noblesse, mais déchiré par l'antisémitisme de ses concitoyens, il est rattrapé à tout moment, aujourd'hui plus que jamais, par le « jadis », par le souvenir de ses juifs, petits-bourgeois ou pauvres artisans, petits négociants ou super-riches, cupules ou intégrés, qui lui semblaient toujours impénétrables, un « labyrinthe d'inaccessibilité ». Cosmopolites, les parents des juifs étaient partisans des Habsbourg ; leurs enfants devenaient communistes ; « à l'école, ils travaillaient mieux que nous » ; les « authentiques patriotes polonais » barbouillaient leurs slogans : « N'achetez pas chez les juifs ! Polonais, achetez polonais ! » Le narrateur, lui, se dit différent, mais ni hostile ni désadieu pour ces silhouettes familières, ces hommes aux châles blancs à franges qui se balançaient en psalmodiant – une fascination de l'exotisme.

Dans un roman resté fameux, réédité il

y a quelques années, *la Ville sans juifs* (Bailand, 1983), un auteur viennois oublié, Hugo Bettauer (1872-1925), avait imaginé que, dans l'Autriche vaincue à la recherche d'un bouc émissaire, le Parlement décide d'expulser tous les juifs d'Autriche. Après le départ du dernier juif, fêté dans l'allégresse, l'euphorie retombe vite. Des secousses entières de l'économie périssent. Le cours de la couronne s'effondre, la vie intellectuelle dépérit. Vienne prend des allures de ville de province. Le retour des juifs permettra un *happy end* ! L'auteur, dénoncé pour son « abjecte propagande anti-aryenne », fut bientôt assassiné par un futur nazi. Nul ne pouvait imaginer à quel point cette fable était prémonitrice. Aujourd'hui, il ne reste presque plus de juifs en Europe. Ceux de Salonique ont presque tous été déportés (1). En Pologne, il y eut l'exode de 1956, celui de 1968, mais il arrive que les rares juifs qui ont décidé d'y vivre refusent qu'on rappelle qu'ils se sont convertis. Les derniers juifs ont fini par quitter Sarajevo, à Zagreb, à Novi-Sad, à Bucarest, ceux qui avaient choisi de revenir finissent par partir avant d'être pris au piège. A Moscou, la semaine dernière, on faisait la grève de la faim sous des pancartes : « Jusqu'à la mort, afin de purifier la Russie des juifs... »

Dans *Volte*, Kusniewicz revient dans sa mémoire, fait marche arrière comme s'il réintégrait une ancienne peau. Des lachas présent-passé dans ce labyrinthe dont il ne sortira jamais. Avec la conscience douloureuse que l'antisémitisme n'est pas mort, même s'il est aujourd'hui sans motifs. La décision devant le vieil ami qui se plaint que les juifs font une mauvaise réputation aux « bons Polonais » : « Franchement, pour quel diable devrions-nous nous aimer ?... » La douleur pour une société multiculturelle dont l'implication était une richesse. Un requiem devant cette Europe déchirée par ses tribus, qui risque d'être bientôt « ethniquement pure » et où les juifs ne reviendront pas.

« Il n'existe pas de chemin de retour », écrit, dans le dernier numéro de la *Lettre internationale*, l'historien anglais Eric Hobsbawm : « Vienne, où je fus élevé dans les années 20, n'est plus la ville de mon enfance, l'Autriche n'est plus le pays du passé de ma famille, même si la continuité de son site, de sa manière de vivre et de manger n'a pas été interrompue. Comme l'a dit un romancier anglais : « Le passé est un autre pays. On fait les choses différemment là-bas. » Même s'il s'agit physiquement du même pays, avec le même bureau de tabac (2). » Pas de chemin de retour, parce qu'il est impossible de remplir l'espace laissé par des millions de morts, comme s'il n'y avait plus de place pour leurs descendants, comme si la place n'était pas pour eux. Ils « étaient partout ». Le passé, était-ce vraiment « la Belle Époque » ?

(1) Voir « Salonique 1850-1918. La ville des juifs et le réveil des Balkans », *Autrement*, n° 12, janvier 1992.

(2) La *Lettre internationale*, n° 33, été 1992.

Un strapontin en enfer

Suite de la page 25

C'est un ermite qui parfois se transforme en voyou, en « virtuose de l'illécite », dit Pierre Joffroy : il peut ouvrir n'importe quelle serrure avec un peigne. Plus tard, quand il entre dans les rangs SS, il sera toujours un resquilleur de la légalité. La tenue militaire ne lui va pas, son casque est de travers, il n'a rien du beau soldat qui porte l'uniforme comme une seconde peau. Il ne sait pas marcher au pas, il « danse hors des rangs ». Il se promène en SS, mais dans son étui revolver, c'est une brosse à habit qu'on trouve. Il ne veut dégoûter que son ironie – une arme qu'il dirige volontiers contre toutes les formes de pouvoir. Il aurait voulu être clown, faire la grimace aux juges.

Justement, le père, Louis Gerstein, est juif. Il a des opinions nationalistes, monarchistes. Il se trompera sur tout, sur son pays comme sur son fils. Il n'apprécie pas les facettes de Kurt et le condamne d'avance : « Il est regrettable », écrit le juge à sa femme, que le penchant vers le mal se confirme toujours chez Kurt. » C'est que le juge se fait une idée du bien conforme à son rang et à sa puissance. Il ne se place pas volontiers du côté des victimes. Pendant que les synagogues brûlent, M. le Juge s'écrit : « Quelle grande époque nous vivons ! » La réponse de Kurt est cinglante : « Il est des situations où un fils est tenu de donner un conseil à son père. Le jour viendra où, toi aussi, tu seras obligé de rendre des comptes pour ton époque et pour ce qui s'y est passé. » Aucun doute possible : Kurt Gerstein est

un homme peu ordinaire. Il fera de lui-même une exception. Dans les années 30, en Allemagne, vouloir être une exception et préserver son idéal humaniste, c'est aller au devant de la mort. Peu importe.

Kurt Gerstein a le choix entre l'émigration et l'exil intérieur. Il opte pour une troisième voie. La loyauté, dit-il, exige qu'il descende en enfer pour voir et témoigner de ce qu'il a vu. Le 1^{er} mai 1933, le Parti nazi enregistre deux nouvelles adhésions : Martin Heidegger et Kurt Gerstein. Le philosophe qui se propose comme caution de l'horreur et le martyr qui se fait l'espion de Dieu en enfer. Croire, c'est être prêt à se faire briser les os, dit Gerstein avant de descendre les marches vers les ténèbres.

Il s'enfonce dans la nuit. Il sait qu'il lui reste un pas à franchir. En 1941, au lendemain de la mort, dans un asile d'aliénés, d'une parente éloignée, assassinée par les nazis selon leur programme d'extermination des faibles, Kurt Gerstein s'engage dans la Waffen SS avec la volonté de « voir jusqu'au fond de ces jours et s'en faire un peuple, même si sa vie était menacée ».

Le décor de l'enfer est l'Institut d'hygiène, où l'on affecte Gerstein à la section Désinfection. Il s'occupe des problèmes d'eau potable, avant d'être envoyé au camp de concentration de Belzec. Il fait désormais partie des « spécialistes » dont on utilise le savoir pour trouver la solution finale. Un jour, des officiers lui demandent un projet pour deux camions capables d'envoyer du gaz dans une chambre close. Le leur indique la

méthode. Il comprendra plus tard à quoi ont pu servir ses conseils. Il est chargé de convoier des wagons d'acides prussiques. Lui qui s'est toujours voulu du côté des victimes, il est l'auxiliaire de la mort. Il devrait s'enfuir avec horreur. Il reste. Avec quelle joie serait-il allé avec eux dans cette chambre, avec quelle joie serait-il mort de leur mort... Mais non, je n'ai pas le droit... Je dois vivre, hurler ce que j'ai vu ici. Son devoir est d'être le témoin, de chercher d'autres témoins qui se relateront dans les temps à venir pour que jamais ne se perde le souvenir du mal. Gerstein parle. A un pasteur, à un patron de café, à des étrangers en service de travail obligatoire. Il fait le récit des atrocités. Il a une obsession : les tracts. Si les Alliés répandaient par avion des tracts révélant l'existence des chambres à gaz, le peuple allemand, Gerstein en est certain, se soulèverait contre son Führer. Il essaie d'approcher des diplomates étrangers. Faites passer le message. Le message passe, il n'ébranle que quelques individus isolés.

Du côté
de Jérémie

La leçon qu'en tire Gerstein, c'est que l'homme, quand il n'est pas un loup pour l'homme, est un étranger. « On peut brûler des enfants sans que la nuit remue », dit Robert Antelme. Et si le témoin est descendu aux enfers pour rien ? Si le monde refuse d'entendre ? Si les prophéties de Gerstein se perdent dans le vent qui emporte les cendres d'Auschwitz ?

Le livre de Pierre Joffroy se veut un « manuel d'instruction pour l'entrée dans nos temps illisibles ». C'est une parole qui rassemble d'autres paroles. Pierre Joffroy est l'émissaire de Gerstein, son livre le dépositaire de tous les témoignages. Le portrait de Kurt Gerstein se double d'une mise en garde pour l'avenir. La secte noire est toujours à nos portes. Le temps menace toujours de sortir de ses gonds. L'humanité veut effacer ses mauvais souvenirs. Ainsi, à Welheim où se trouvait autrefois un camp de concentration, le syndicat d'initiative vante maintenant le lieu idyllique du « vrai repos », où l'on respire un « air pur chargé de senteurs ». Ainsi, à la clinique Hadamar, où l'on éliminait les « vies sans valeur », une plaque indique « En souvenir », mais personne ne se souvient que cet hôpital psychiatrique s'était transformé, pendant quelques années, en four crématoire où les fous quittaient ce monde en fumée.

Kurt Gerstein n'est pas du côté d'Exécuteur. Il ne croit pas à la perfection. Il dénonce, accuse, dévoile, sort des archives les registres de la honte. Il est de la race de Jérémie. Il pleure sur son peuple. Il a rejoint le chœur des assassinés. Kurt Gerstein est un martyr et un prophète. Il sait que l'humanité aime les beaux cris, mais que l'indolence universelle ne se laisse pas troubler facilement. Il sait que les seuls à entendre les cris des suppliciés sont ceux qui périssent avec eux.

Roland Jaccard

Hofmannsthal
ou la peur des mots

Suite de la page 25

Il craint que les mots ne le dévoilent, ne le trahissent ; aussi trouve-t-il dans le théâtre une première solution : on ne peut attribuer au seul auteur la nature et le comportement des personnages, lesquels, en plus, changent selon l'apport tout particulier des acteurs. Mais, très vite, ce travestissement ne lui suffit pas ; et il rêve d'un drame musical où le texte serait pris en charge par la musique et, par conséquent, voilé. Il a deviné ce que, presque au même moment, Claudel notait dans son journal intime : que si les mots aspirent au chant, la musique, parfois, essaie désespérément de parler.

Dans la correspondance entre Hofmannsthal et Richard Strauss, les échanges se réduisent au travail entre deux créateurs ; et, comme l'observe Bernard Banoun, le traducteur, ce qui frappe en premier lieu, chez eux, c'est « l'absence d'une relation véritablement amicale ». Mais ces lettres montrent à quel point, et comme jamais dans l'histoire de l'opéra, le librettiste et le compositeur se sont influencés l'un l'autre. Il n'est pas interdit de penser, par exemple, que c'est bel et bien Hofmannsthal qui a conduit Strauss – dont Schönberg et Varèse avaient célébré le modernisme de Salomé et d'Elektra – vers la citation élaborée des styles du passé, vers un certain classicisme.

Quant à l'*Homme difficile*, comédie dans laquelle Hof-

mannsthal aurait voulu se mesurer à Molière, en imaginant un aristocrate misanthrope, d'une intelligence si sensible qu'à quarante ans il est à jamais déçu par la vie, c'est une œuvre qui risque d'intéresser ces metteurs en scène que fascinent les formes de l'ennui, pourvu qu'elles relèvent de quelque mode.

En revanche, la *Femme sans ombre* est un récit où l'auteur développe et éclaire le livret hermétique de l'opéra homonyme et qui est très beau : derrière la fable, dans laquelle l'ombre portée figure, pour la femme, le pouvoir de procréation, on devine qu'elle représente, en fait, le pouvoir de toute création. Et que celle de l'artiste exige qu'il quitte sa tour d'ivoire, qu'il extirpe de son esprit les perplexités qu'engendre le langage pour faire du présent la seule demeure... Lord Chandos de nouveau, et davantage masqué ?

Peut-être Chandos, créature faite de mots, s'était-il incarné dans Franz, le fils de Hofmannsthal, qui se suicida à l'âge de vingt-six ans. Son père eut le temps de noter que la façon dont le pauvre enfant était sorti de la vie avait quelque chose d'infiniment triste et d'infiniment noble : « Il n'a jamais pu s'extérioriser. Son départ aussi aura été silencieux. »

Le lendemain, au cours de l'enterrement, Hofmannsthal fut terrassé par une crise cardiaque, et il mourut dans la soirée.

Hector Bianciotti

Je n'ai pas le droit